



**Institut belge des services postaux  
et des télécommunications**

---

14 novembre 2002

**Avis au Ministre des Télécommunications**  
**concernant la proposition d'offre d'interconnexion de référence de**  
**Belgacom pour l'année 2003 (aspects qualitatifs)**

page blanche

<b>A OFFRE D'INTERCONNEXION DE RÉFÉRENCE.....</b>	<b>3</b>
0 INTRODUCTION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX .....	3
01. Principes mis en œuvre par l'IBPT dans son analyse .....	4
1 INTRODUCTION.....	6
1.1 Scope of the Reference Interconnect Offer .....	6
1.2 Limits of the Reference Interconnect Offer.....	11
1.3 Definitions.....	12
2 INTERCONNECT ARCHITECTURE.....	17
3 TERMINATING ACCESS SERVICES .....	21
4 COLLECTING ACCESS SERVICES.....	23
5 ACCESS SERVICE TO PARTICULAR VALUE ADDED SERVICES OF THE OPERATOR .....	25
6 ACCESS SERVICE FOR INTERNET CALLS TO THE OPERATORS.....	27
7 TELECOMMUNICATION SERVICES SUPPORTED BY BELGACOM'S INTERCONNECT SERVICES .....	27
8 TECHNICAL CONDITIONS FOR BELGACOM INTERCONNECT SERVICES.....	28
9 INTERCONNECT LINK SERVICE .....	29
9.1 Responsibilities for the dimensioning and payment of the IC Links.....	29
9.2. Implementation of IC Links.....	30
9.2.1 Customer-sited Interconnect .....	30
9.2.2 In-Span Interconnect .....	30
9.2.3 Belgacom-sited Interconnect .....	31
9.2.4 Mid-Span Interconnect .....	31
10 QUALITY OF SERVICE.....	32
11 EVOLUTION OF THE INTERCONNECT OFFER.....	33
12 ORGANIZED PLANNING FOR INTERCONNECT SERVICES.....	33
13 TRANSPORT INTERCONNECT SERVICE.....	34
14 FINANCIAL GUARANTEES.....	38
15 SUSPENSION OF INTERCONNECTION AND SPECIAL ACCESS SERVICES.....	43
16 LIABILITY OF BELGACOM.....	45
17 PRICING FOR BELGACOM INTERCONNECT SERVICES.....	47
18 LIST OF AREA ACCESS POINTS AND TELEPHONE ZONES.....	47
19 PRACTICAL INFORMATION .....	47
<b>B. PLANNING &amp; OPERATIONS DOCUMENT.....</b>	<b>48</b>
1 REFERENCES.....	48
2 ACRONYMS.....	48
3 SCOPE.....	48
4 RESPONSIBILITIES.....	48
5 EXCHANGE OF INFORMATION.....	48
6 TRANSMISSION FACILITIES .....	48
7 CHOICE OF ACCESS POINTS.....	48
8 TESTING.....	49
9 FORECASTING AND ORDERING.....	49
10 DIFFERENCES BETWEEN SUCCESSIVE FORECASTS AND ORDERED CAPACITY.....	49
11 FIRM ORDER AMENDMENT .....	49
12 MODIFICATION OF AN EXISTING INTERCONNECTION.....	49
13 LEAD TIMES FOR PROVISIONING.....	50
14 ROUTING PRINCIPLES .....	50
15 SIGNALLING.....	50
16 PERFORMANCE STANDARDS.....	50
17 OPERATIONS.....	50
18. - 22. APPENDICES P&O DOCUMENT.....	50
<b>C PROCEDURE FOR CPS ACTIVATION.....</b>	<b>51</b>
DEFINITION.....	51
COLLECTING ACCESS SERVICES.....	52
General.....	52
Collecting Access Services to basic telephony services offered by the Operator.....	52

Carrier Pre-Selection (CPS).....	52
ANNEX 3: LETTER OF AUTHORITY FOR CPS .....	59
ANNEX 6: CODE OF CONDUCT FOR CARRIER PRE-SELECT .....	63
<b>D NEW BELGACOM PROPOSAL - CHAPTER 14 FINANCIAL GUARANTEES .....</b>	<b>65</b>
<b>E NEW BELGACOM PROPOSAL - ANNEX 5.1 AND 5.2 .....</b>	<b>67</b>
ANNEX 5.1 : PREPAYMENT TERMS AND CONDITIONS .....	67
ANNEX 5.2 : NETTING PROCEDURE TO BE INCLUDED IN NETTING AGREEMENT .....	68
<b>F NEW BELGACOM PROPOSAL - CPS PROCEDURE.....</b>	<b>69</b>
1 COLLECTING ACCESS SERVICES.....	69
1.1 <i>General</i> .....	69
1.2 <i>Collecting Access Services to basic telephony services offered by the Operator</i> .....	70
1.2.1 Carrier Pre-Selection (CPS).....	71
21 ANNEX 5 PRINCIPLES SERVICE LEVEL AGREEMENT (SLA) FOR CARRIER PRESELECT .....	73
<i>Prerequisites</i> .....	73
<i>Definitions</i> .....	74
<i>Timers for CPS provisioning</i> .....	74
<i>Compensation for Validation Phase</i> .....	74
<i>Compensation for Provisioning Phase</i> .....	75
<i>Wrong Messages</i> .....	76
<i>Terms</i> .....	76
<i>Trouble escalation</i> .....	76
<i>Dispute settlement</i> .....	76

# **A OFFRE D'INTERCONNEXION DE REFERENCE**

## *Avertissement*

Le présent avis vise la société Belgacom SA en tant qu'organisme puissant sur lequel pèse par conséquent des obligations spécifiques en matière d'interconnexion. Cet avis ne concerne pas la société Belgacom Mobile SA, elle aussi notifiée comme organisme puissant. Des avis concernant Belgacom Mobile peuvent être rendus par l'IBPT indépendamment du cadre du présent document.

Les sections ayant trait aux observations issues de la consultation publique d'une part, formulées par Belgacom d'autre part, ont été synthétisées par l'Institut et n'ont pas pour but de reproduire entièrement et dans leur détail les positions des différentes parties. Cette synthèse est rendue nécessaire tant par l'ampleur des commentaires que par le fait que certains passages de ces commentaires peuvent être confidentiels.

L'adaptation de l'offre aux exigences de l'avis (mentionnées dans les sections "Avis de l'IBPT et motivation") doit en principe intervenir dans un délai d'un mois à dater de la publication de cet avis sur le site de l'IBPT, sauf dans les cas où un autre délai est précisé.

## **0 INTRODUCTION ET PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Le 14 juin 2002, une présentation générale du projet d'offre de référence 2003 a été organisée par Belgacom à l'attention de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Le 28 juin, une présentation semblable a été organisée à l'attention des opérateurs alternatifs.

Le 18 juin 2002, Belgacom a communiqué à l'IBPT son projet d'offre d'interconnexion de référence pour les opérateurs de réseaux publics et pour les fournisseurs de services de téléphonie vocale valable pour l'année 2003. Le document complémentaire intitulé "Planning and Operations" a quant à lui été transmis à l'Institut le 4 juillet.

Ce projet de "BRIO 2003" a été transmis le 2 juillet 2002 pour consultation publique aux opérateurs titulaires d'une licence. Le document "Planning and Operations" leur a été adressé le 5 juillet. Le délai de consultation prévu jusqu'au 15 août a été prolongé jusqu'au 22 août à la demande de certains opérateurs.

Une version provisoire de l'avis de l'IBPT a été communiquée le 25 septembre 2002 aux opérateurs titulaires d'une licence. Les commentaires sur cet avis provisoire pouvaient être adressés à l'Institut jusqu'au 15 octobre 2002. De plus, des réunions ont été organisées sur certains sujets spécifiques tels que la différence entre interconnexion et accès spécial, la différence entre terminating et collecting et les tarifs, la problématique du loadsharing, les garanties financières et la procédure Carrier PreSelect.

Au cours de ce processus de consultation publique, l'IBPT a reçu des commentaires de la part des entreprises et organisations suivantes: Base, Belgacom, Belgacom Mobile, BT, Codenet, Colt, Mobistar, Netnet, Telenet, Plate-forme des opérateurs et fournisseurs de services de télécommunications, Tiscali, Versatel et Ventelo. L'Institut souligne que certaines contributions lui sont parvenues tardivement et qu'il n'a pas toujours été possible de les prendre entièrement en considération.

Compte tenu du fait qu'en 2003 le BRIO en sera à sa 6<sup>ème</sup> édition, l'Institut estime que l'offre de référence a en principe atteint un certain niveau de maturité et de stabilité. Pour cette raison, l'IBPT

a exprimé le souhait que la consultation soit centrée sur les modifications apportées par rapport au BRIO 2002, les problèmes rencontrés par les OLO et les questions laissées en suspens en 2002.

Cet avis est fondé, pour les aspects qualitatifs, sur l'examen de l'IBPT et, pour les aspects quantitatifs, sur les analyses que l'Institut a menées avec la société de consultance Bureau van Dijk, ainsi que sur les commentaires reçus des opérateurs titulaires d'une licence et les explications obtenues de la part de Belgacom.

## **01. PRINCIPES MIS EN ŒUVRE PAR L'IBPT DANS SON ANALYSE**

L'IBPT a fondé son avis sur les mêmes principes que ceux qui l'ont guidé dans l'examen des offres de référence de Belgacom pour les années précédentes, à savoir:

1. Conformément à l'article 109ter, § 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, Belgacom doit publier une offre fixant les conditions techniques et financières pour l'interconnexion dans une situation de référence où un opérateur demande l'interconnexion. La description de la situation de référence peut se faire au moyen du statut juridique de l'opérateur demandant l'interconnexion, de sa présence dans différentes parties du pays, de ses capacités techniques, etc. L'Institut estime que la situation de référence décrite par Belgacom dans l'offre n'est raisonnable que lorsqu'il s'agit d'une situation dans laquelle la grande majorité des opérateurs demandant l'interconnexion peuvent se reconnaître. Une situation de référence qui, par rapport aux situations dans lesquelles se trouvent la majorité des nouveaux opérateurs, constituerait un cas extrême, ne pourrait être considérée comme raisonnable par l'Institut.
2. Tout opérateur se trouvant dans la situation de référence décrite dans l'offre, peut jouir des conditions techniques et financières qui y sont prévues. Vu la disposition du deuxième alinéa de l'article 109ter, § 4, les opérateurs peuvent également demander des négociations d'interconnexion non prévues par l'offre. Ces opérateurs se trouvent alors dans une situation qui s'écarte de la situation de référence décrite, et ils peuvent dès lors être confrontés à des conditions techniques et financières différentes de celles fixées dans l'offre. Ces conditions ne peuvent s'écarter de celles fixées dans l'offre que dans la mesure où leur situation s'écarte de la situation de référence.
3. Lors de l'analyse des commentaires reçus à l'occasion des consultations du marché, l'Institut a été confronté à plusieurs reprises à des demandes d'adaptation ou d'extension de l'offre. La question se pose de savoir si l'adaptation ou l'extension demandée est raisonnable ou non. Plusieurs facteurs entrent en jeu pour répondre à cette question: la position de Belgacom sur le marché, la demande du marché, la situation internationale, les indications de la Commission européenne, du Comité ONP ou du nouveau comité COCOM, les possibilités ou problèmes techniques, les coûts que ces demandes peuvent engendrer, etc. En outre, l'offre reste une référence et elle ne doit pas nécessairement anticiper toutes les demandes d'interconnexion possibles. L'Institut, en vertu de l'article 109ter, § 3, de la Loi, refuse toute formulation de l'offre tendant à exclure ou à limiter la possibilité d'introduire des demandes d'interconnexion s'écartant de l'offre de référence. En effet, si l'offre exclut a priori certaines demandes, elle se prononce en fait déjà sur le caractère raisonnable de ces demandes. L'Institut veut éviter que l'offre, approuvée par lui, donne aux opérateurs l'impression qu'est exclue la possibilité de discuter du caractère raisonnable de certaines demandes devant l'IBPT ou la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées.

4. Selon l'article 109ter, § 4 de la loi du 21 mars 1991, l'offre publiée par Belgacom doit être scindée de sorte que le demandeur de l'interconnexion ne soit pas obligé de s'abonner à des services qu'il ne souhaite pas ou dont il n'a pas besoin.
5. En ce qui concerne les conditions financières fixées dans l'offre, il va de soi que le principe de l'orientation sur les coûts constitue le facteur principal de l'analyse de l'Institut.
6. Seuls les coûts encourus par Belgacom pour des éléments qui seront utilisés exclusivement par la partie demandant l'interconnexion, peuvent être entièrement répercutés sur celle-ci. S'il s'agit d'éléments qui seront utilisés exclusivement par Belgacom, ils doivent être entièrement supportés par Belgacom. S'il s'agit d'éléments qui seront utilisés par les deux parties, une répartition des coûts s'impose, proportionnellement à l'utilisation que chaque partie en fait.
7. L'Institut rejette l'application du principe de réciprocité dans les offres d'interconnexion de référence de Belgacom. L'application du principe de réciprocité dans l'offre revient selon l'Institut à fixer une situation de référence dans laquelle un nouvel opérateur typique ne pourra le plus souvent pas se reconnaître. Cela signifie également que la majorité des nouveaux opérateurs ne pourraient pas jouir des conditions techniques et financières prévues dans l'offre de référence, mais dans la plupart des cas seulement de conditions moins favorables. En outre, il est clair que lorsqu'un opérateur puissant sur le marché utilise un tel principe dans son offre, affirmant que les seules demandes d'interconnexion qu'il juge raisonnables sont celles qui sont assorties d'une symétrie, cela revient à imposer à d'autres opérateurs (souvent non puissants sur le marché) des dispositions de la Loi qui ne s'appliquent qu'aux opérateurs puissants sur le marché (en particulier l'article 109ter, §§ 3 et 4 de la Loi). Le législateur a imposé l'obligation de répondre à toute demande raisonnable d'interconnexion aux seuls opérateurs puissants sur le marché (art. 109ter, § 3). En outre, l'obligation de publier une offre dans laquelle les tarifs d'interconnexion sont basés sur les coûts, a également été uniquement imposée aux opérateurs puissants sur le marché (art. 109ter, § 4).
8. Conformément à l'article 109ter, § 4, de la loi du 21 mars 1991, l'offre d'interconnexion de référence doit contenir des conditions qui diffèrent selon qu'elle concerne :
  - des exploitants de réseaux publics de télécommunications;
  - des exploitants d'autres réseaux de télécommunications;
  - des prestataires de services de téléphonie vocale;
  - des prestataires d'autres services de télécommunications.

L'IBPT a la compétence de décider quelles sont ces conditions et dans quelle mesure elles peuvent varier.

Conformément aux motivations figurant dans son avis concernant le BRIO 2000, l'IBPT accepte le principe d'aligner les tarifs de BRIO 1 et 2, lequel ne semble pas contraire aux principes énoncés ci-dessus. Toutefois, l'Institut accepte évidemment que certaines dispositions de l'offre de référence ne s'appliquent qu'aux opérateurs de réseaux publics.

S'agissant de l'interprétation du BRIO, l'article 109ter, § 4, de la loi du 21 mars 1991 prévoit l'obligation de publier une offre technique et tarifaire d'interconnexion approuvée préalablement par l'Institut. Il est conforme à l'article précité que l'approbation de l'Institut porte non seulement sur le contenu de l'offre mais aussi sur son interprétation. Dès lors que l'IBPT a approuvé l'offre de référence, il n'appartient pas à Belgacom de donner de ce texte une interprétation qui s'écarterait de la compréhension du texte par l'IBPT. Les questions d'interprétation peuvent être adressées en premier lieu à Belgacom mais, en tout état de cause, un conflit d'interprétation peut toujours être soumis à l'Institut qui a approuvé l'offre.

# 1 INTRODUCTION

## 1.1 SCOPE OF THE REFERENCE INTERCONNECT OFFER

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

1.1.a. Belgacom propose d'adopter une nouvelle approche consistant à distinguer, parmi les services régulés, des services d'interconnexion et des services d'accès spécial. Belgacom estime également que les services d'interconnexion et d'accès spécial devraient se voir appliquer des modèles de coûts différents. Ainsi, le tarif de terminating devrait être le résultat de la réconciliation des modèle top-down et bottom-up, tandis que le tarif de collecting devrait être le résultat du seul modèle top-down. Au vu des commentaires adressés à l'IBPT, cette position est largement contestée par les autres opérateurs.

1.1.b. En ce qui concerne la disponibilité de services d'interconnexion pour tous les services de détail de téléphonie vocale, plusieurs opérateurs demandent que les spécifications techniques d'interconnexion soient communiquées 3 mois avant le lancement d'un nouveau service de détail par Belgacom lorsque des adaptations du réseau de l'OLO sont nécessaires. Les OLO souhaitent également pouvoir tester le service d'interconnexion avant le lancement du service de détail.

1.1.c. Plusieurs opérateurs demandent que soit ouverte une offre wholesale permettant aux OLO de proposer des offres correspondant aux offres forfaitaires de Belgacom combinant abonnement et communications. Ces opérateurs sont demandeurs d'une formule leur permettant de prendre à leur compte l'entièreté de la relation avec le client final. Les dispositions actuelles ne leur permettent pas de pratiquer de telles offres groupées, à l'instar de ce que peut faire Belgacom. Suite à la publication de l'avis provisoire de l'Institut, d'autres opérateurs se sont joints à cette demande.

1.1.d. Plusieurs opérateurs estiment que toute modification apportée à un service d'interconnexion devrait faire l'objet d'un accord mutuel entre Belgacom et l'OLO.

1.1.e. Plusieurs opérateurs demandent que toute demande d'un nouveau service d'interconnexion fasse l'objet d'une négociation entre Belgacom et l'OLO. Ce nouveau service devrait en outre être disponible dans un certain délai, garanti par Belgacom.

1.1.f. Selon plusieurs opérateurs, il faut éviter que Belgacom n'abuse de sa position dominante en lançant des produits de détail auxquels les utilisateurs connectés à un OLO ne peuvent avoir accès ou que les OLO ne peuvent concurrencer. Il faut aussi éviter de créer une confusion quant au rôle de l'OLO, comme dans le cas du Call Completion on Busy Subscriber. Les opérateurs estiment qu'il existe trop peu de transparence concernant les services complémentaires de Belgacom (service confort, PhoneMail™, Belgacom Ring Back, de dienst 1919,...). Ces services peuvent-ils être utilisés par un client CPS? Comment s'effectue la facturation? A quelles conditions et avec quels tarifs?

### *Observations de Belgacom*

1.1.a. Volgens Belgacom, is het zo dat wanneer geen beëindigingsdienst zou worden ter beschikking er geen communicatie tussen openbare vaste telefoonnetwerken mogelijk is. Het is echter niet zo dat wanneer er geen ophaaldienst zou worden aangeboden er geen communicatie tussen openbare vaste telefoonnetwerken mogelijk zou zijn.

---

<sup>1</sup> Le service d'accès aux numéros 0797 est d'ailleurs qualifié de "modèle collecting".



1.1.b. Néant.

1.1.c. En ce qui concerne la "revente d'abonnement", Belgacom estime que les OLO sont en mesure d'offrir via CSC/CPS des offres du type "forfait" avec des minutes prépayées. Quant à l'offre conjointe d'une ligne téléphonique et du trafic, Belgacom estime qu'elle est possible par le biais du dégroupage de la boucle locale, par lequel l'OLO peut avoir une relation exclusive avec le client.

1.1.d. Néant.

1.1.e. Néant.

1.1.f. Néant.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

1.1.a. L'IBPT est opposé aux propositions de Belgacom. Cette opposition est motivée par des considérations liées à la définition de l'interconnexion, au cadre réglementaire actuel, ainsi qu'au nouveau cadre réglementaire qui doit entrer en vigueur en juillet 2003.

#### Au regard de la définition de l'interconnexion

De definitie van interconnectie is in eerste instantie te vinden in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, meer bepaald in artikel 68, 24° :

*24° Interconnectie : het verbinden van telecommunicatienetwerken die door dezelfde persoon of door verschillende personen worden gebruikt om het de gebruikers van de diensten of het net van de ene persoon mogelijk te maken te communiceren met gebruikers van de diensten of het net van dezelfde persoon of van een andere persoon, dan wel toegang te hebben tot diensten die door een andere persoon worden verleend;*

Deze definitie is de omzetting van artikel 2, 1, a) van de richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP) :

*1. a) " interconnectie" : het fysiek en logisch verbinden van telecommunicatienetwerken die door dezelfde of een andere organisatie worden gebruikt om het de gebruikers van een organisatie mogelijk te maken te communiceren met die van dezelfde of van een andere organisatie of toegang te hebben tot diensten die door een andere organisatie worden verstrekt. Diensten kunnen worden verstrekt door de betrokken partijen of andere partijen die toegang hebben tot het netwerk;*

Tenslotte geeft ook artikel 2.7 van de richtlijn 97/51/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 oktober 1997 tot wijziging van de richtlijnen 90/387/EEG en 92/44/EEG van de Raad met het oog op de aanpassing aan een door concurrentie gekenmerkte context in de telecommunicatie een definitie van interconnectie :

*7 : "interconnectie" : het fysiek en logisch verbinden van de faciliteiten van telecommunicatienetwerken die door dezelfde of door een andere organisatie worden gebruikt om het de gebruikers van een organisatie mogelijk te maken te communiceren met gebruikers van dezelfde of van een andere organisatie dan wel toegang te hebben tot diensten die door een andere organisatie worden verleend. Diensten mogen worden verleend door de betrokken partijen of door andere partijen die toegang hebben tot het netwerk.*

Wanneer men deze definities onderzoekt, is het duidelijk dat het begrip "interconnectie" niet één specifieke dienst dekt, maar wel een complex geheel van diensten, dat, naargelang de regulatorische, technische en economische ontwikkelingen, meer of minder uitgebreid kan zijn maar dat in zijn geheel als "interconnectie" moet worden beschouwd. De overweging dat wanneer bepaalde onderdelen van de interconnectie zouden worden geïsoleerd, d.w.z. uit het geheel dat samen de interconnectie vormt, gelicht zouden worden, als vormen van bijzondere toegang of van andere diensten zouden kunnen worden beschouwd doet niet terzake : als deze diensten deel uit maken van het geheel van diensten dat interconnectie is, moeten zij worden opgenomen in het referentieaanbod inzake interconnectie en zijn zij onderworpen aan de betreffende wetgeving. De wetgeving inzake interconnectie en de daaruit voortvloeiende verplichtingen van Belgacom hebben tot doel om interconnectie mogelijk te maken op een manier die zwakkere marktpartijen toelaat om tegen redelijke voorwaarden een positie op de markt in te nemen en daadwerkelijke concurrentie met Belgacom aan te gaan. Het is dus principieel niet de bevoegdheid van Belgacom om te beslissen welke diensten al dan niet als onderdeel van de interconnectie moeten worden beschouwd, en derhalve al dan niet in het referentieaanbod worden opgenomen. Moest het Instituut toelaten dat Belgacom hierover zelfstandig zou beslissen, dan zou het wetgevende kader inzake interconnectie grotendeels nutteloos worden.

Het moet bovendien opgemerkt worden dat de diensten die Belgacom niet langer wenst te beschouwen als interconnectiediensten, onbetwistbaar beschouwd moeten worden als diensten die tot de interconnectie behoren:

- Le Collecting Access Service répond parfaitement à la définition d'interconnexion en ce sens qu'il permet à un utilisateur client d'un réseau (Belgacom) d'avoir recours aux services offerts par d'autres personnes (les opérateurs alternatifs). Cette remarque est valable tant pour l'accès à un service de téléphonie vocale qu'à un service de données ou un service VPN.
- Le service d'accès aux services à valeur ajoutée des opérateurs et le service d'accès aux numéros 0797 des opérateurs sont constitués d'une part d'un service d'interconnexion - le collecting<sup>2</sup> - et d'autre part de services ou opérations additionnels (facturation, gestion des créances douteuses, requête IN...). Les services d'accès aux VAS et aux numéros 0797 permettent à un client connecté au réseau de Belgacom de bénéficier de services offerts fournis par d'autres personnes (un ISP ou un service provider connecté à un autre réseau). Ces services tombent donc dans le champ de la définition de l'interconnexion.
- Les IC Links sont définies par Belgacom - définition acceptée depuis plusieurs années par l'IBPT - comme des liaisons entre des points d'accès situés respectivement dans le réseau de Belgacom et d'un autre opérateur afin de fournir des services d'interconnexion [...]. Il ressort clairement de cette définition que ce service tombe sous la définition générale du concept d'interconnexion. Que la liaison d'interconnexion soit réalisée en mode Customer-sited ou Belgacom-sited n'a pas d'influence sur la qualification des IC links comme service d'interconnexion. Dans son offre de référence 2001, Belgacom écrivait elle-même : "Customer-sited Interconnect: Interconnection in which the Interconnect Link is provided in its entirety by Belgacom".
- En ce qui concerne les Half Links, il ressort à nouveau des offres de référence des années précédentes que Belgacom a toujours considéré ce service comme un service d'interconnexion. De plus, dans sa recommandation du 24 novembre 1999, la Commission européenne note que "La directive 97/33/CE relative à l'interconnexion oblige un opérateur fixe notifié en qualité d'organisme puissant sur le marché à fournir des services d'interconnexion de lignes louées [...]". L'annexe de cette recommandation précise que "La fourniture de circuits partiels de

---

<sup>2</sup> Le service d'accès aux numéros 0797 est d'ailleurs qualifié de "modèle collecting".

lignes louées par un opérateur à un autre étant considérée comme une offre globale d'interconnexion [...]". Les half links correspondent à ce que la Commission désigne par l'expression "circuits partiels de lignes louées". Elles doivent dès lors être considérée comme un service d'interconnexion. Comme dans le cas des IC links, le fait que les half links soient réalisées en mode Customer-sited ou Belgacom-sited n'a pas d'influence sur leur qualification. Pour sa part, la Commission n'envisage pas une telle distinction.

Afgezien van de principiële verwerping van Belgacom's voorstel tot "opsplitsing" van het referentieaanbod in interconnectiediensten en diensten van bijzondere toegang, is het Instituut verbaasd dat Belgacom dergelijke opsplitsing voorstelt enerzijds in de wetenschap dat volgend jaar de wetgeving inzake telecommunicatie, en dus ook inzake interconnectie grondig wordt herzien, terwijl, anderzijds, Belgacom de afgelopen jaren geen enkele keer een dergelijke opsplitsing heeft overwogen, of, in ieder geval, het Instituut niet op de hoogte heeft gesteld van zulk een overweging.

#### Au regard du cadre réglementaire actuel

L'IBPT souligne que les services concernés (Collecting Access Service, Customer-sited IC Links, Customer-sited Half Links) étaient jusqu'à présent considérés par tous les opérateurs, y compris Belgacom, comme des services d'interconnexion. Belgacom les avait logiquement inclus dans son offre d'interconnexion de référence les années précédentes.

L'Institut estime que l'interprétation proposée par Belgacom est en contradiction avec la position exprimée le 5 juin dernier par l'IBPT lors la réunion de suivi du BRIO 2002. A cette occasion, l'IBPT a expliqué qu'il considérait que le cadre BRIO, après 5 ans d'existence, avait atteint un certain stade de stabilité et de maturité. Belgacom propose au contraire une réinterprétation du cadre légal et réglementaire actuellement applicable à l'interconnexion. Ce cadre n'ayant pas été modifié, l'Institut estime pour sa part qu'il n'y a pas de raisons objectives de s'écarter de l'interprétation qui a servi de référence ces dernières années. Il n'y a donc pas de raisons pour qu'un service jusqu'ici unanimement reconnu comme service d'interconnexion soit désormais qualifié d'accès spécial.

L'Institut est en outre convaincu qu'une nouvelle lecture du cadre actuel, intervenant une année avant l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre, créerait une insécurité et une confusion quant aux obligations qui pèsent sur Belgacom, insécurité préjudiciable au développement du marché. Les opérateurs alternatifs pourraient légitimement craindre que les services qualifiés d'accès spécial leur soient proposés à des conditions techniques et tarifaires différentes de celles applicables dans le passé, voire que ces services ne soient, à terme, plus assurés du tout par Belgacom. De plus, comme la loi du 21 mars 1991 est nettement moins détaillée en ce qui concerne l'accès spécial par rapport à l'interconnexion, il pourrait en résulter une perte de contrôle du régulateur sur les services régulés offerts par Belgacom. Pour s'en convaincre, il faut souligner que la notion d'accès spécial n'est pas définie dans le cadre en vigueur et que le cadre légal et réglementaire en vigueur ne prévoit pas d'offre de référence en ce qui concerne l'accès spécial. Une telle perte de contrôle serait en contradiction avec les missions que les directives européennes confient aux autorités de réglementation nationales. Il est d'ailleurs symptomatique que, dans un courrier adressé aux autres opérateurs, Belgacom reconnaisse expressément que sa position peut soulever certaines inquiétudes. Dans ce courrier, Belgacom s'engage à soumettre ses offres d'accès spécial à l'IBPT, ce qui montre bien qu'il s'agirait à ses yeux d'une démarche volontaire et non d'une obligation légale.

#### Au regard du futur cadre réglementaire

L'Institut estime que l'approche préconisée par Belgacom n'est pas compatible avec l'article 27 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil (directive "cadre"), lequel article prévoit que 'Les États membres maintiennent toutes les obligations prévues par leur législation nationale visées à l'article 7 de la directive 2002/19/CE (directive "accès") et à l'article 16 de la directive 2002/22/CE (directive "service universel") jusqu'au moment où une détermination est faite concernant ces obligations par une autorité réglementaire nationale conformément à l'article 16 de la présente directive". Cette disposition est complétée par l'article 7 de la directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil (directive "accès"): 'Les États membres maintiennent toutes les obligations relatives à l'accès et à l'interconnexion imposées aux entreprises fournissant des réseaux et/ou des services de communications publics qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur de la présente directive en vertu des articles 4, 6, 7, 8, 11, 12 et 14 de la directive 97/33/CE, de l'article 16 de la directive 98/10/CE et des articles 7 et 8 de la directive 92/44/CEE, jusqu'à ce que ces obligations aient été réexaminées et qu'une décision les concernant ait été prise conformément au paragraphe 3".

Mettre en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2003 l'approche proposée par Belgacom conduirait à réviser les obligations qui pèsent sur Belgacom, opérateur puissant sur le marché, sans procéder à un réexamen de ces obligations conformément au nouveau cadre européen. Ce réexamen ne peut avoir lieu préalablement à une analyse approfondie des marchés pertinents. Se basant sur les dispositions citées ci-dessus, l'Institut ne peut dès lors accepter une révision des obligations BRIO basée simplement sur une réinterprétation du cadre en vigueur actuellement. Une révision des obligations imposées à Belgacom ne pourra avoir lieu que conformément au futur cadre réglementaire, lorsque les nouvelles directives européennes auront été transposées.

#### Conclusion

Compte tenu de ce qui précède, l'IBPT estime que l'approche proposée par Belgacom pour le BRIO 2003 est à la fois inopportune et incompatible avec le cadre réglementaire, tant actuel que futur. L'Institut demande par conséquent à Belgacom de retirer de son projet d'offre de référence les modifications qui découlaient de cette approche, notamment l'identification de certains services comme accès spécial ou le transfert de certains services vers la Carrier Price List de Belgacom. Cette demande s'applique à l'ensemble du document, y compris ses annexes.

1.1.b. A ce sujet, l'IBPT maintient la position exprimée dans son avis sur le BRIO 2002. Cette position donne certaines garanties aux OLO tout en préservant le droit de Belgacom de lancer de nouveaux service de détail.

1.1.c. L'IBPT constate que la "revente d'abonnement" (resale of subscription) est un point à l'ordre du jour dans différents pays européens. Dans certains pays, l'autorité de réglementation nationale a pris position en faveur de telles demandes de la part d'opérateur alternatifs.

L'IBPT estime que deux questions se posent: celle de l'opportunité d'une offre de ce type en Belgique d'une part, celle de savoir si cette offre à sa place dans l'offre de référence d'autre part. Son impact sur le développement du dégroupage de la boucle locale mérite également d'être analysé en profondeur.

Faute d'avoir obtenus suffisamment d'informations à ce stade, l'IBPT estime qu'il est prématuré de traiter cette question dans le cadre du BRIO 2003 et envisage d'organiser une consultation spécifique à ce sujet.

1.1.d. Faute d'informations concrètes, l'IBPT n'est pas en mesure de se former une opinion sur ce point.

1.1.e. En ce qui concerne les demandes de nouveaux services d'interconnexion, l'Institut rappelle que des demandes hors BRIO peuvent toujours être adressées à Belgacom. En ce qui concerne les délais, l'Institut rappelle qu'il s'est exprimé à ce sujet dans sa communication du 29 janvier 2002.

1.1.f. L'IBPT demande à Belgacom de lui communiquer, pour le 31 décembre 2002, une liste des services complémentaires (tels que: Call Completion on Busy Subscriber, Comfort, PhoneMail, Ring Back, 1919, etc) mentionnant, pour chacun d'eux, s'ils sont disponibles pour les utilisateurs CSC/CPS et quels tarifs et conditions leurs sont applicables dans ce cas.

## **1.2 LIMITS OF THE REFERENCE INTERCONNECT OFFER**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

1.2.a. Plusieurs opérateurs demandent que le service de transit soit inclus dans le BRIO, à un prix orienté sur les coûts. Certains opérateurs argumentent notamment que leur trafic est réparti entre un trop grand nombre d'opérateurs et de points d'accès. Une interconnexion directe avec chacun de ces opérateurs n'est donc pas intéressante, ce qui rend le transit via Belgacom indispensable (Belgacom étant quant à elle interconnectée avec l'ensemble des opérateurs du marché).

1.2.b. Les opérateurs alternatifs demandent que les prix de la portabilité de blocs de numéros soient prévus dans le BRIO.

1.2.c. Les opérateurs alternatifs soulignent les problèmes posés par la "location portability" offerte par Belgacom à ses clients. Ils demandent par conséquent d'avoir accès à une base de données des numéros qui ont fait l'objet d'une "location portability" dans le réseau de Belgacom. Selon eux, Belgacom devrait toujours être en mesure de terminer les appels vers ces numéros.

1.2.d. Un opérateur demande que soit ouvert un service de collecting EAA (Extra Access Area), dont le prix devrait être le collecting IAA augmenté de la différence entre les terminatings IAA et EAA. Une demande similaire avait été exprimée par un autre opérateur à l'occasion de la réunion de suivi du BRIO 2002 le 5 juin dernier. D'autres opérateurs sont d'une opinion contraire, attirant l'attention sur le fait que l'introduction d'un collecting EAA pourrait avoir comme conséquence de rendre obsolètes ou moins nécessaires certains investissements déjà réalisés, ou soulignant que cela représenterait une rupture de la politique suivie jusqu'à présent (stimuler l'investissement dans l'infrastructure pour assurer la concurrence à long terme). Un opérateur est favorable au collecting EAA uniquement à partir des zones d'accès où l'OLO est déjà connecté, lorsque la capacité installée dans une zone n'est plus suffisante.

### *Observations de Belgacom*

1.2.a. Belgacom est opposée à l'inclusion du service de transit dans le BRIO. Belgacom estime que le transit n'est ni un service d'interconnexion, ni un service d'accès spécial et que le transit ne constitue pas un goulot d'étranglement. Belgacom estime qu'il existe des alternatives viables, comme l'interconnexion directe, notamment entre cages de colocalisation.

Belgacom souligne encore que l'existence d'un tarif de transit différent dans le cadre de la portabilité des numéros encourage les OLO à router les appels d'une façon sous-optimale et pourrait même conduire à des portages virtuels entre opérateurs avant d'attribuer les numéros aux utilisateurs.

1.2.b. Néant.

1.2.c. Néant.

1.2.d. Belgacom considère que l'introduction d'un collecting EAA serait une rupture dans la politique menée jusqu'à présent. En effet, les opérateurs de réseaux doivent pouvoir récupérer les investissements qu'ils ont effectués, alors qu'un collecting EAA dévaloriserait ces investissements. Belgacom estime en outre qu'il existe une alternative viable pour les OLO grâce aux IC links EAA customer-sited. Belgacom souligne encore qu'un collecting EAA entraînerait des problèmes de congestion dans son réseau (du fait de la possibilité de collecter du trafic de tout le pays à partir d'un seul point) et des investissements supplémentaires pour Belgacom.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

1.2.a. L'IBPT rappelle que, dans son avis du 14 novembre 2001, il s'est prononcé en faveur de l'inclusion du service de transit dans le BRIO. Bien que les hypothèses de départ soit différentes, l'Institut estime que le prix du service de transit devrait être déterminé en cohérence avec le prix déterminé pour ce service dans le cadre de la portabilité des numéros. En effet, une trop grande différence de tarifs générerait un phénomène d'arbitrage entre les deux types de transit. En ce qui concerne le niveau du tarif, l'Institut renvoie à la section 17.5 du présent avis.

1.2.b. L'Institut n'est pas en faveur de l'inclusion des prix de la portabilité de blocs de numéros dans le BRIO. La portabilité de blocs de numéros est un exercice complexe, peu fréquent et qui doit faire l'objet d'une analyse au cas par cas. Ces caractéristiques font qu'il est difficile de déterminer des règles générales à inclure dans une offre de référence.

1.2.c. Ce point est traité au chapitre 3 "Terminating Services".

1.2.d. L'IBPT n'est pas favorable à l'introduction d'un service de Collecting Extra Access dans le BRIO. Comme précisé dans les principes généraux figurant en début de cet avis, l'offre de référence doit répondre à une situation dans laquelle la majorité des opérateurs demandant l'interconnexion peuvent se reconnaître. Au vu des commentaires reçus, l'Institut constate que le principe du collecting Extra Access oppose les opérateurs qui ont réalisés certains investissements et ceux qui disposent d'un réseau moins étendu ou ne disposent pas de réseau propre. Considérant les investissements réalisés par certains opérateurs dans leur infrastructure, l'IBPT estime qu'il ne serait pas raisonnable de dévaloriser ces investissements en donnant, via un collecting Extra Access, un avantage aux opérateurs qui ont réalisés moins d'investissements. S'il était introduit, le collecting Extra Access créerait une distorsion de concurrence entre les nouveaux entrants selon les choix d'investissements qu'ils ont effectués dans le passé.

### **1.3 DEFINITIONS**

#### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

1.3.a. Certains services sont qualifiés de "service d'accès spécial" et non pas de "service d'interconnexion".

1.3.b. Les définitions de "half link" et de "transport interconnect service" proposées par Belgacom sont rédigées de manière à exclure la fourniture de half links en mode Customer-sited et à limiter l'usage des half links à la fourniture de lignes louées à des tiers.

1.3.c. L'Institut s'interroge sur l'utilité de la nouvelle définition "Interconnect Traffic", absente des offres précédentes. Plusieurs opérateurs proposent la définition alternative suivante: *Interconnect Traffic: Traffic related to Interconnect Services as defined in the European Regulatory Framework.*

1.3.d. Plusieurs opérateurs demandent la suppression d'une phrase au premier paragraphe de la section 1.3, lequel indique que la définition de certains services dans le BRIO peut être plus étroite que dans le cadre réglementaire.

1.3.e. A propos de ce même paragraphe, les opérateurs alternatifs estiment que Belgacom se réserve trop de liberté concernant les demandes d'interconnexion qui ne sont pas explicitement prévues par le BRIO (phrase commençant par "However, in the event of a request for interconnection...").

1.3.f. Plusieurs opérateurs font observer que la dernière phrase de la définition de "Access Service for Calls to Value Added Services of the Operator" est incorrecte: il n'y a pas de facturation par Belgacom lorsqu'il s'agit d'un service 0800.

1.3.g. Plusieurs opérateurs rejettent la définition du service d'accès aux numéros 0797 de l'opérateur (définition distincte du service d'accès aux autres services à valeur ajoutée de l'opérateur) et demandent que cette définition soit supprimée. Dans la même perspective, un opérateur critique l'expression "Internet numbers" utilisée par Belgacom à la section 17.7, étant donné que des numéros géographiques peuvent également être utilisés pour l'accès à Internet. De plus, le concept de "Internet number" utilisé par Belgacom n'est pas défini dans le BRIO. L'expression pourrait être remplacée par la série de numéro correspondante.

1.3.h. Plusieurs opérateurs ont exprimé des remarques en ce qui concerne les définitions suivantes:

- **Collecting Access Services:**

Communication Access Code should be extended to Internet Collecting Access Code. The alternative is to insert " (...) *in order to allow the access to a range of services as referred to in Chapter 4 and 6 provided by the Operator. (...)*"

The last sentence does not cover the possibility of third party billing, so the alternative is to insert "*except when a third party billing option is offered by Belgacom and is chosen by the Operator.*"

- **Communication Access Code:** The definition should include the Internet Collecting Model.

- **Emergency Services: no reference to current regulatory framework.**

- **Interconnect Link:** There is no need to limit the definition of an interconnect link to an integer number of 2 Mbits/s systems and not for instance on STM1 level, an example of that would be a mid- or in-span interconnection.

- **Point of Interconnect (POI):** definitions conform to the regulatory framework must be inserted. Therefore we insist on the following definition: *Cf. the Act, Art 68 25°.*

- **Telecommunication Service:** This definition is not the one similar to the regulatory framework.

- **Voice Telephony Service:** This definition is not the one similar to the regulatory framework. Plusieurs opérateurs rejettent en outre l'usage de l'expression "basic telephony service" dans les définitions de CS, CSC et CPS. Le mot "basic" devrait selon eux être supprimé.

- **HTR VAS numbers** (article 17.7): This term is not defined. It is not clear which VAS numbers are considered to be HTR and which not.

*Observations de Belgacom*

1.3.a. Néant.

1.3.b. Belgacom indique que le texte des paragraphes 1 et 2 sera mis en conformité avec les définitions approuvées dans l'addendum n°1 au BRIO 2002.

Belgacom maintient par contre que ce n'est pas utile d'avoir une offre Customer Sited sur le marché. Ce service devrait être offert via une offre wholesale avec un discount qui associé aux économies de coûts réalisées sur les frais commerciaux. Belgacom souligne que la décision du régulateur de maintenir les CS half link dans l'offre régulée introduit une distorsion sur le marché des lignes louées puisque le régulateur impose à Belgacom d'offrir ces lignes louées à un prix inférieur pour certains acteurs, à savoir les OLO's, et exclut par là toute possibilité d'entrer en concurrence avec Belgacom sur ce marché spécifique.

1.3.c La raison d'être de la nouvelle définition est liée à l'introduction de la notion "Special Access": la signification du terme "Interconnection" est devenu plus restrictive. Le terme "Interconnect Traffic" a cependant été défini de façon à couvrir les services d'interconnexion et d'accès spécial.

1.3.d. Belgacom indique que le paragraphe contesté vise des situations dans lesquelles un opérateur alternatif utilise des numéros non géographiques pour d'autres applications que celles normalement prévues. Dans ces cas, Belgacom estime ne pas pouvoir assurer ses services d'interconnexion au tarif prévu initialement. Belgacom a proposé de réécrire le paragraphe de façon plus explicite et a soumis à l'IBPT la proposition suivante:

*The definitions included in this BRIO are proper to this document and are without prejudice to the definitions contained in the applicable regulatory framework. This Offer only applies to services that are explicitly referred to in this Offer and, in case particular applications are indicated in the definition of some services, is only applicable for the applications concerned. However, in the event of a request for interconnection or for special access services that are not explicitly defined and covered by this BRIO, or that are intended to be used for other applications than the ones described in this BRIO, Belgacom will examine and indicate to the requesting Party whether the conditions set out in the present BRIO apply to the services concerned or whether there are objective criteria differentiating the different services at issue, or whether this service is not considered to be in the scope of the present BRIO.*

1.3.e. Néant.

1.3.f. In de definitie van "Freephone Service" staat duidelijk vermeld dat de betrokken oproepen kosteloos zijn, zodat hieromtrent geen twijfel kan zijn. Belgacom is wel bereid om hierop te wijzen via een voetnoot.

1.3.g. Belgacom is gekant tegen het schrappen van deze definitie, gezien deze wijst op het fundamenteel onderscheid tussen de betrokken dienst en de Toegangsdiens voor Oproepen naar VAS nummers van de OLO, nl. de partij die de oproeper zal factureren voor de Oproepen in kwestie. Belgacom gaat akkoord om in §17.7 "Internet nummers" te vervangen door "0797 nummers".

1.3.h. Andere definities:

- **Collecting Access Services:** Belgacom vindt het niet opportuun om te verwijzen naar Hoofdstuk 6, dat bedoeld is om de collecting+ diensten te omschrijven. Het is toeval dat het enige nummer uit de bedoelde categorie dat momenteel voorzien is (0797), veel karakteristieken gemeen heeft met de Collecting Access Services. Dit is echter niet het geval met de andere nummers van collecting+ diensten. De diensten vermeld in Hoofdstuk 4 sluiten het gebruik van Collecting Access Services voor het verlenen van toegang tot Internet niet uit.
- **Communication Access Code :** Zelfde opmerking als hierboven. De definitie in BRIO is conform met de Explicatieve nota's van het BIPT.



- **Emergency services:** De bedoeling is vooral om de diensten van het type 10X te omschrijven. Belgacom is daarom wel bereid om “Emergency Services” te vervangen door “3 Digits Emergency Services”.
- **Interconnect Link:** De definitie is volledig coherent met het aanbod van de BRIO2003.
- **Telecommunication Service:** Belgacom ziet geen verschil tussen de definitie gehanteerd in de BRIO en deze van de Wet. Belgacom heeft dan ook geen bezwaar om de definitie te vervangen door een verwijzing naar de Wet.
- **Voice Telephony Service:** Belgacom is akkoord om de referentie opgegeven door het BIPT in te voeren. Het begrip “basistelefonie” is afgeleid uit de Explicatieve Nota’s van het BIPT. Belgacom hecht aan dit begrip geen andere betekenis dan deze bedoeld in de Explicatieve Nota’s van het BIPT.
- **HTR (Hard To Reach) VAS numbers:** HTR VAS nummers worden in de P&O (Hoofdstuk 14) omschreven als “destinations with a Low Answer Bid Ratio”. Oproepen naar dergelijke nummers worden ook vaak in verband gebracht met zgn. explosief verkeer. Ce type de trafic nécessite la prises de mesure préventives (isoler ce trafic du trafic normal) ou correctives (Call Protection Control, rejet de certains appels). Pour cette raison, il est demandé aux OLO d'identifier les sous-séries de numéros concernées par ce type de trafic.

*Avis de l'IBPT et motivation*

1.3.a. Conformément à la position développée par l'IBPT au point 1.1.a ci-dessus, certains services doivent être requalifiés comme étant des services d'interconnexion, notamment:

- le service d'accès aux numéros 079 7 des opérateurs alternatifs;
- le service d'accès aux numéros VAS des opérateurs alternatifs;
- le collecting access service;

1.3.b. Conformément à la position développée au point 1.1.a, la suppression des half links Customer-sited est rejetée par l'Institut. Par ailleurs, compte tenu de la position adoptée par la Commission européenne, l'IBPT a demandé à Belgacom de lever les restrictions à l'usage qui étaient d'application pour les half links dans le cadre du BRIO 2002. Compte tenu de ce qui précède, les définitions de "half link" et de "transport interconnect service" doivent être remplacées par celles figurant dans l'addendum n° 1 au BRIO 2002 approuvé par l'Institut.

1.3.c. Conformément à la position développée par l'IBPT au point 1.1.a ci-dessus, l'ensemble des services du BRIO doivent être qualifiés de "services d'interconnexion". Par conséquent, la notion de "interconnect traffic" telle que définie par Belgacom n'a pas d'utilité et doit être retirée du BRIO.

1.3.d. L'IBPT estime que, conformément au principe d'orientation sur les coûts et étant donné que l'offre BRIO est sensée répondre à des demandes d'interconnexion correspondant à une situation de référence, Belgacom doit pouvoir modifier ses conditions d'interconnexion lorsqu'un opérateur s'écarte de la situation de référence. Pour autant, l'IBPT ne peut accepter que Belgacom exerce un droit d'autorisation ou de contrôle sur les applications mises en oeuvre par les autres opérateurs. Par conséquent, l'IBPT peut accepter le texte tel que modifié par Belgacom à condition qu'il soit précisé que Belgacom ne peut s'écarter des conditions BRIO qu'avec l'accord de l'IBPT. Pour obtenir cet accord, Belgacom devra démontrer que les applications particulières envisagées par les OLO ont un impact significatif sur les conditions qualitatives et/ou quantitatives du BRIO.

1.3.e. L'IBPT rappelle qu'une offre de référence ne peut pas contenir tous les services envisageables mais seulement ceux qui permettent de répondre à une situation de référence sur le

marché. Il n'est pas nécessairement possible de déterminer à l'avance les conditions qui devraient s'appliquer à une demande d'interconnexion non couverte par le BRIO. L'IBPT a cependant défini, dans une communication du 29 janvier 2002, certains critères devant permettre d'apprécier si une demande d'interconnexion est raisonnable ou non. Si les demandes doivent être logiquement adressées à Belgacom, les parties peuvent en cas de litige s'adresser à l'IBPT ou à la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès dégroupé à la boucle locale, l'accès spécial et les utilisations partagées, conformément à la loi du 21 mars 1991. Compte tenu de ce qui précède et de ce qui a été précisé au point 1.3.d, l'IBPT n'a pas d'objections concernant la phrase contestée.

1.3.f. L'IBPT accepte la proposition de Belgacom de clarifier le texte par l'ajout d'une note de bas de page.

1.3.g. Selon la compréhension de l'Institut, l'expression "Internet numbers" utilisée à la section 17.7 est équivalente à l'expression "0797 numbers" figurant dans les définitions et au chapitre 6. Par conséquent, une seule expression devrait être utilisée. Compte tenu du fait qu'un appel Internet peut également être établi en faisant usage d'autres numéros, l'Institut est d'avis de remplacer "Internet numbers" par "0797 numbers".

1.3.h. En ce qui concerne les autres définitions qui ont fait l'objet de commentaires:

- **Collecting Access Services et Communication Access Code** : L'IBPT n'est pas favorable à la modification de ces définitions, compte tenu du fait que celles-ci sont utilisées depuis plusieurs années, qu'elles répondent aux exigences du cadre réglementaire et qu'il n'a pas été démontré que ces définitions génèrent des problèmes au niveau des relations entre les opérateurs.
- **Emergency Services**: L'IBPT souligne qu'il existe une définition des services d'urgences à l'article 68, 42° de la loi du 21 mars 1991. L'IBPT rappelle qu'un arrêté du 7 novembre 2002 fixe les services d'urgence (et leurs numéros d'urgence) conformément à l'article 125 de la loi du 21 mars 1991. Cet arrêté et la loi du 21 mars 1991 obligent la modification du texte du BRIO. De plus, Belgacom n'est plus autorisée à percevoir un tarif pour la terminaison d'appels vers les services d'urgence mentionnés dans cet arrêté.
- **Interconnect Link**: L'IBPT constate que la définition d'une liaison d'interconnexion correspond à l'offre actuelle de ce service par Belgacom. L'Institut rappelle son avis du 14 novembre 2001: "[...] les opérateurs ne se sont pas prononcés clairement en faveur d'une des solutions préconisées par Belgacom. Une fois un choix effectué à ce niveau (une des deux solutions, voire les deux), il conviendra que Belgacom produise une justification des coûts associés à ces solutions ainsi que, le cas échéant, de l'impact sur le prix des liaisons 2 Mbit/s. L'IBPT devra apprécier l'opportunité d'introduire de telles liaisons à hautes capacités, prenant en compte notamment l'impact sur les liaisons 2 Mbit/s". L'IBPT estime que la définition actuelle peut être maintenue tant qu'une décision n'est pas intervenue sur des IC links d'autres capacités.
- **Point of Interconnect (POI)**: A ce sujet, l'IBPT renvoie à son avis du 14 novembre 2001. Pour rappel, il ne s'agit pas de donner une définition du point d'interconnexion (cette définition existe effectivement à l'article 68, 25° de la loi du 21 mars 1991), mais de clarifier la limite des responsabilités des parties. En ce sens, la définition (section 1.3) et l'emplacement (section 9.2.3) du "point de démarcation" tels que prévus par le projet de BRIO 2003 sont conformes au texte approuvé dans le cadre du BRIO 2002.
- **Telecommunication Service**: L'IBPT est d'avis que la définition de service de télécommunications devrait renvoyer à l'article 68, 19° de la loi du 21 mars 1991.
- **Voice Telephony Service**: L'IBPT est d'avis que la définition de service de téléphonie vocale devrait renvoyer à l'article 68, 10° de la loi du 21 mars 1991. L'IBPT invite également

Belgacom à clarifier que le concept de "basic telephony service" renvoie à la note explicative de l'IBPT concernant les codes de communication d'accès. Le service de téléphonie vocale de base y est défini par opposition aux services de données, aux services VPN, aux services de messagerie vocale et aux services de renseignements.

- **HTR VAS numbers**: L'IBPT demande que soit ajoutée au BRIO la définition suivante: *HTR (Hard to Reach) - VAS numbers considered as destinations with a Low Answer Bid Ratio (lower than 40%). See also P&O chapter 14.*

## 2 INTERCONNECT ARCHITECTURE

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

2.a. La première et seconde phrase de ce chapitre sont restrictives en ce sens qu'elles ne font référence qu'aux services d'interconnexion décrits dans l'offre de référence.

2.b. Dans la phrase du 5<sup>ème</sup> §, il faudrait ajouter "possible" entre "two" et "Area", en vue de clarifier la non-obligation de s'interconnecter aux deux points.

2.c. En ce qui concerne le mécanisme de "loadsharing", l'IBPT soutient la philosophie de la proposition de Belgacom. Dans son avis provisoire, l'Institut a cependant formulé des remarques concernant certains aspects fondamentaux:

- La dissociation entre la notion de "interconnect links carrying calls originated in the Belgacom network" et la notion de "interconnect links carrying calls originated outside the Belgacom network".
- L'évolution d'une situation actuelle vers une nouvelle situation, pilotée par Belgacom et par l'OLO concerné.
- La répartition des frais récurrents et non récurrents.

L'IBPT estime en outre que Belgacom doit être souple dans le traitement des demandes d'IC links (notamment dans les "rush orders" et l'application de pénalités).

Dans son avis provisoire, l'IBPT se montrait également favorable à une augmentation de la garantie de "loadsharing mechanism" de 60 % (garantie actuelle de Belgacom) vers 75 % au 1<sup>er</sup> juillet 2003, et 80 % au 1<sup>er</sup> décembre 2003.

2.d. En ce qui concerne l'interconnexion à un Local access point, l'Institut rappelle que l'offre BRIO est de nature non réciproque. Ceci implique que Belgacom ne peut imposer, voire même conseiller "fortement", la nature symétrique-réciproque de cette notion d'interconnexion.

2.e Une série de documents relatifs à l'interconnexion sont disponibles sur le website de Belgacom.

2.f. L'avant-dernier § du texte BRIO 2002 a été supprimé par Belgacom.

2.g. Le dernier § du texte BRIO 2002 a été supprimé par Belgacom.

2.h. L'IBPT est d'avis que Belgacom doit donner la possibilité d'information "en temps réel" concernant la congestion dans son réseau. Une disposition concernant les échanges d'informations devrait être incluse dans le Service Level Agreement<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir à ce sujet le chapitre 10.

## *Observations de Belgacom*

2.a. De eerste alinea zegt dat de beschreven Interconnectiearchitectuur kan gebruikt worden voor het bekomen van de interconnectiediensten beschreven in de BRIO. Men zegt niet dat de interconnectiearchitectuur *niet* zou kunnen gebruikt worden voor andere diensten. Belgacom zal deze alinea die trouwens ook niet voorkwam in BRIO2002, schrappen.

2.b. Na de fusie van de twee Access Area's, die slechts één Area Access Point bevatten, zal de bewuste zin volledig correct zijn. Belgacom begrijpt niet hoe deze zin kan geïnterpreteerd worden als een verplichting voor de OLO om zich op beide Area Access Points te interconnecteren. Belgacom heeft dan ook geen bezwaar om de zin als volgt te herformuleren: "In each Access Area Belgacom offers two Area Access Points for interconnection purposes."

2.c. 1) Belgacom stelt met genoeg vast dat het BIPT de filosofie van het voorstel van Belgacom ondersteunt. Door te kiezen voor het Belgacom netwerk als alternatief voor een eigen lokaal net, kiezen de OLO ook voor de routeringsregels die toegepast worden op het Belgacom netwerk. Indien het niet respecteren van deze routeringsregels aanleiding geeft tot bijkomende kosten voor Belgacom, dan is het normaal dat Belgacom hiervoor vergoed wordt.

2) De overgang naar een interconnectiearchitectuur met 8 Access Areas werd meer dan één jaar op voorhand aangekondigd. Belgacom begrijpt niet dat hier een minimumtermijn voor de overgang wordt gespecificeerd. Een overgangperiode tot 31/03/03 zou redelijk zijn, rekening houdend met het feit dat door de verschuiving van terminating verkeer van het ene Area Access Point naar het andere, zonder bijkomende kosten E1's kunnen vrijgemaakt op het Area Access Point waar E1's zouden tekort zijn voor het balanceren van het collecting verkeer.

3) Belgacom is akkoord om de niet-recurrente kosten van Belgacom op zich te nemen voor zover het gaat om migraties die tot doel hebben de distributie van het verkeer in evenwicht te brengen tussen de twee Area Access Points.

De eis van het BIPT om de garantie van het loadsharing mechanisme op te voeren van 60 % naar 75 en 80% impliceert dat Belgacom haar bundels vanuit lokale centrales naar de AGE zou overdimensioneren. Dit kan uiteraard slechts gebeuren indien de bijkomende kosten zouden kunnen aangerekend worden aan de Operator. Ook zou deze ingreep enkel zin hebben indien ook de Operator zijn interconnectielinken voor collecting verkeer zou overdimensioneren. Verder wenst Belgacom ook de aandacht te vestigen op het feit dat de 60 % enkel betrekking heeft op het piekverkeer. Bij een onderbreking buiten de piek kan een groter percentage van het verkeer langs één Area Access Point worden afgewikkeld.

2.d. Néant.

2.e. Néant.

2.f.. Belgacom kan niet aanvaarden dat zij de implementatie moet starten van aanpassingswerken die voor haar volledig nutteloos zijn, zonder de garantie te hebben dat zij voor deze werken vergoed zal worden.

2.g. Néant.

2.h. Belgacom stelt voor dat de Operatoren dit onderwerp zouden ter sprake brengen in de werkgroep SLA.

## *Avis de l'IBPT et motivation*

2.a. Conformément à l'article 109ter de la loi, Belgacom doit répondre à toute demande raisonnable d'interconnexion. Les deux phrases en question doivent dès lors être supprimées. Ceci évite de créer un malentendu et évite l'inclusion d'une phrase qui ne donne aucune valeur ajoutée quant à la notion d'offre de référence reprise dans cette architecture. Dans ce cadre, le texte ajouté au 6<sup>ème</sup> § par rapport au texte BRIO 2002 est à supprimer également et pour la même raison.

2.b. En ce qui concerne la phrase du 5<sup>ème</sup> §, l'Institut accepte la proposition de Belgacom de remplacer cette phrase par : "In each Access Area Belgacom offers two Area Access Points for interconnection purposes". Il faut ajouter cependant aussi "possible" entre "two" et "Area", en vue de clarifier la non-obligation de s'interconnecter aux deux points et ainsi d'éviter la moindre équivoque.

2.c. L'IBPT accepte le principe de la proposition de Belgacom en matière de "loadsharing". Cette proposition est toutefois une évolution de principe importante par rapport à l'année précédente. Pour cette raison, elle est acceptée sous réserve expresse d'une réévaluation éventuelle de la situation en fonction de l'expérience future. Dans un délai d'un mois à dater de la publication du présent avis, Belgacom est tenue de présenter à l'Institut une étude montrant dans quelle mesure il est possible, comme Belgacom le fait pour ses propres besoins<sup>4</sup>, d'opérer une analyse au niveau du LEX pour router la seconde partie du trafic concerné par la symétrie vers un point d'accès d'une autre zone d'accès, au choix de l'OLO (de manière à ce que la logique de symétrie soit respectée, mais aussi de manière à ce qu'il soit possible, pour chaque OLO, de ne s'interconnecter qu'en un seul point dans certaines des Access Areas, voire toutes).

En outre, trois aspects de la proposition sont à modifier de manière fondamentale, comme décrit ci-dessous.

Le premier aspect porte sur le plan opérationnel. Belgacom doit clairement dissocier la notion de "interconnect links carrying calls originated in the Belgacom network" et la notion de "interconnect links carrying calls originated outside the Belgacom network". En effet, l'OLO a parfaitement le droit de s'interconnecter en un Access Point en ce qui concerne les appels originés en dehors du réseau de Belgacom et, par contre, suivre la logique de Belgacom en ce qui concerne la quasi-symétrie pour ce qui est des links acheminant les appels originés sur le réseau de Belgacom. Il ne saurait être en aucun cas question que Belgacom décide unilatéralement de prolonger, aux frais de l'OLO, des links d'un access point à un autre sous prétexte que les IC links carrying calls originated outside the Belgacom network sont connectés à un seul Access Point.

La prolongation de links d'un access point à un autre doit se faire avec l'assentiment de l'OLO et ne peut en aucun cas être décidée unilatéralement par Belgacom. Ceci implique aussi que cette prolongation n'est pas l'objet d'un monopole de la part de Belgacom. Un OLO a le droit d'utiliser son propre réseau, ou une capacité de transmission fournie par un autre OLO, par exemple via une liaison entre racks colocalisés. Quant à la notion de symétrie du nombre de links connectés à chacun des Access Points d'une Access Area, elle doit être définie à l'unité près. Ceci implique que, si le nombre de links connectés à chacun des Access Points d'une Access Area est égal ou différent d'une unité au plus, il faut considérer qu'il y a symétrie.

Le deuxième aspect concerne la transition d'une situation actuelle vers une nouvelle situation, pilotée conjointement par Belgacom et par l'OLO, en fonction des données mentionnées en seconde note de bas de page de la proposition modifiée de Belgacom. Cette évolution doit pouvoir être étalée dans le temps, avec un maximum de 9 mois, au choix de l'OLO, excepté pour les trois Access Area suivantes : Kortrijk/Assebroek, Leuven/Hasselt et Mons/Charleroi.

---

<sup>4</sup> Cf. l'information donnée lors de la réunion du 4 octobre 2002.

Dans ces 3 zones, une obligation de connection à deux Access Points n'est pas acceptée par l'Institut même dans le cas des links acheminant des appels originés sur le réseau de Belgacom. En effet, l'Institut considère que l'obligation d'interconnection à deux Access Points pour ce qui est des links acheminant des appels originés sur le réseau de Belgacom constitue une modification trop drastique en ce qui concerne ces trois zones (dont celles fusionnées à l'initiative de Belgacom). D'une part, le tarif pour les "additional fees" pour ces links serait fort élevé, sans alternative réelle pour les OLO. D'autre part si, dans les autres zones, la plupart des OLO étaient de facto déjà interconnectés à deux Access Points, ce n'est pas le cas dans la nouvelle situation créée dans les trois Access Area en question. Dans celles-ci, une notion de symétrie serait très onéreuse et sans réelle valeur ajoutée pour les OLO, alors que le maintien de la situation existante est sans coût effectif pour Belgacom. En effet, la situation 2002 continue d'exister (droit de s'interconnecter à 1 ou 2 Access Points au choix) et l'obligation de symétrie ne pouvait pas être considérée comme acquise avant l'avis de l'IBPT et donc ne pouvait pas être prévue par Belgacom dans le planning de son réseau.

En conclusion, excepté pour les trois Access Area précitées, la situation 2002 concernant la garantie d'acheminement du trafic "concernant les appels originés sur le réseau de Belgacom" à un (aux) point(s) d'accès de chaque Access Area doit être maintenue par Belgacom pendant 9 mois au maximum. Au delà, ce sera à l'OLO concerné de choisir dans quelle mesure il adapte sa configuration. Pour les trois Access Area précitées, cette garantie doit continuer à être assurée.

Le dernier aspect concerne les tarifs à appliquer. L'égalité de distribution organisée par Belgacom en ce qui concerne les appels "originated in the Belgacom network" doit en tout temps être payée par Belgacom en ce qui concerne les frais non récurrents (sauf les nouveaux interconnect links, en cas d'augmentation du nombre total de links de cette catégorie, c'est-à-dire la somme des interconnect links concernant les appels "originated in the Belgacom network" pour les deux access points). En effet, cette égalité de distribution a pour origine la structure du réseau de Belgacom et l'OLO n'a pas à en payer les conséquences en terme de structure. Les frais récurrents sont à charge de l'OLO vu qu'il s'agit de son trafic.

En outre, Belgacom doit être souple dans le traitement des demandes d'IC links. Ceci implique la notion de "rush orders" obligatoires dans le chef de Belgacom et l'absence de pénalités en cas d'annulation de certains IC links remplacés par d'autres, avec une somme totale égale ou supérieure.

En ce qui concerne la garantie de "loadsharing mechanism", l'Institut accepte de maintenir le pourcentage actuel de 60 % (garantie actuelle) en terme de trafic "peak". Ceci doit donc être précisé par Belgacom. L'IBPT est favorable à l'insertion d'une disposition à ce sujet dans le SLA, avec une pénalité en cas de non respect de cette disposition.

Il est aussi opportun, en vue d'éviter toute équivoque, que tout ce qui a trait au présent point 2.c. concerne des liaisons OIT. En ce qui concerne les liaisons BIT, aucune surcharge ne peut être imposée ni proposée par Belgacom aux OLOs concernés.

2.d. En ce qui concerne l'interconnexion à un Local access point, l'Institut rappelle que l'offre BRIO est de nature non réciproque. Ceci implique que Belgacom ne peut imposer, voire même conseiller "fortement", la nature symétrique/réciproque de cette notion d'interconnexion. L'Institut estime opportun d'attirer l'attention du marché et de Belgacom sur ce point.

2.e Etant donné que certains des documents publiés sur le website de Belgacom présentent un lien direct ou indirect avec l'offre d'interconnexion de référence, l'IBPT se réserve le droit d'exiger la modification ou le retrait d'un document qui serait en contradiction avec l'offre de référence approuvée ou avec les obligations qui incombent à Belgacom en matière d'interconnexion.

2.f. Ce passage avait été inséré dans le BRIO 2002 suite à l'avis de l'IBPT. Par conséquent, ce texte est à réintégrer dans le BRIO 2003, vu que Belgacom n'a présenté aucune motivation pour cette proposition de suppression.

2.g. L'IBPT estime que cette suppression n'est pas opportune dans la mesure où une possibilité d'évolution entre l'ancienne structure (10 Access Area) et la nouvelle (8 Access Area) doit être prévue. Un délai de 9 mois est à prévoir pour permettre à l'OLO de s'adapter à la nouvelle situation. Ces aspects impliquent que l'Institut impose à Belgacom d'être souple dans le traitement des demandes d'IC links. Ceci implique aussi la notion de "rush orders" obligatoires du chef de Belgacom et la notion d'absence de "penalties" en cas de cancel de certains IC links remplacés par d'autres, avec somme totale égale ou supérieure.

2.h. L'IBPT est d'avis que Belgacom doit donner la possibilité d'information "en temps réel" concernant la congestion dans son réseau. Une disposition concernant les échanges d'informations doit être incluse dans le Service Level Agreement<sup>5</sup>.

### 3 TERMINATING ACCESS SERVICES

#### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

3.a. Een operator vraagt zich af welke oplossing Belgacom heeft voor het volgende scenario: lokale oproep van een Belgacom eindgebruiker verbonden met LEX1, naar een Belgacom eindgebruiker met een geografisch nummer gerelateerd met LEX1, maar door lokatie portabiliteit nu verbonden met LEX2. Volgens voetnoot 11, kan deze oproep niet doorgaan, en wordt deze afgebroken in LEX1 met een release code 14. Indien deze lokale oproep niet wordt afgebroken, dan discrimineert Belgacom de andere operatoren. Lokatie portabiliteit is een dienst die Belgacom aanbiedt aan zijn eindgebruikers. Een gevolg hiervan is dat, wanneer een operator interconnecteert met Local Access Points, niet alle Belgacom eindgebruikers bereikbaar zijn. Terminatie op het Belgacom netwerk is een basis telefoondienst, waarvoor het "any-to-any" principe geldt. Dit principe wordt hier geschonden.

Principieel is een andere operator, als er op lokaal niveau wordt geïnterconnecteerd, tegen het sturen van de release code 14 om aan te duiden dat het nummer overgedragen is naar een ander netwerk of naar een andere locale centrale bij Belgacom. Belgacom moet ervoor zorgen dat deze oproepen correct worden getermineerd. Zonder afbreuk aan voorgaande stelling kan de operator enkel oproepen op de correcte locale centrale termineren als ze toegang heeft tot de informatie met betrekking tot lokatie nummeroverdraagbaarheid. Deze operator is voorstander om deze informatie te integreren in de CRDC (central reference database).

Het Platform sluit zich aan bij de bovenstaande commentaren inzake lokatie portabiliteit en locale interconnectie en voegt hieraan verder toe dat indien ze de verantwoordelijkheid krijgen om zelf de oproepen correct af te wikkelen ze toegang moeten krijgen tot de routerings informatie op basis van de volgende voorwaarden: 1) de kosten moeten worden gedragen door de 'retail' afdeling van Belgacom 2) geen kosten hiervoor mogen worden toegewezen in het interconnect kostenmodel 3) dit geen aanleiding mag geven tot een kostenverhoging van de CRDC.

Een operator merkt in de context van oproepen naar de nooddiensten op dat 1) het meestal niet mogelijk is om informatie te geven over prepaid klanten 2) er geen toegang bestaat zijn database, maar eerder toegang tot informatie over de oproepende partij. Daarom is deze operator van mening dat toegang geven naar de database via Belgacom niet nodig is. Deze operator is eveneens van

---

<sup>5</sup> Voir à ce sujet le chapitre 10.

mening dat het akkoord tussen de operator en Belgacom voor de integratie van de operator eindgebruikersgegevens in de Belgacom database vertrouwelijkheidsaspecten moet bevatten.

Het BIPT vraagt zich af of er geen andere methoden bestaan zoals bijvoorbeeld ‘onward routing’ om verkeer correct af te wikkelen naar nummers die het voorwerp zijn van locatieportabiliteit.

Los van bovenstaande is het BIPT van mening dat Belgacom de relevante routeringsinformatie, in geval van lokale interconnectie, na aanvraag van een OLO, op een eenvoudige manier ter beschikking moet stellen, zodat de OLO’s hun verkeer zo optimaal mogelijk kunnen afwikkelen.

Locatienummeroverdraagbaarheid is zoals nummeroverdraagbaarheid tussen operatoren niet enkel en alleen in het belang van de opgeroepen partij maar ook in het belang van de oproeper. Bij operatorknummeroverdraagbaarheid worden de extra vervoerkosten betaald door de operator van wie de oproep uitgaat. Het BIPT is van mening dat deze logica eveneens zou kunnen worden doorgetrokken ingeval een nummer wordt overgedragen van een eindgebruiker die binnen dezelfde zone blijft zonder van operator te veranderen.

3.b. Het Platform is van mening dat alle NP- gerelateerde diensten (met onder andere nummerblokoverdraagbaarheid) en tarieven deel moeten uitmaken van BRIO2003.

Het BIPT merkt dat het regelgevend kader bepaalt dat de tarieven voor nummeroverdraagbaarheid worden vastgelegd overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het koninklijk besluit betreffende de nummeroverdraagbaarheid. Derhalve is het niet mogelijk om in te gaan op de vraag van het Platform.

#### *Observations de Belgacom*

3.a. Om het probleem van locatie nummeroverdraagbaarheid op te lossen zijn er theoretisch gezien vier mogelijke oplossingen:

- versturen oproep naar de AGE met als nadeel dat het een IAA –oproep wordt in plaats van een locale oproep;
- onward routing : niet aanvaardbaar omdat de locale centrale hierdoor sterk zou worden belast;
- per LAP wordt een lijst van geporteerde nummers overgemaakt;
- opnemen van de routeringsinfo in de CRDC met als gevolg hogere kosten voor alle CRDC gebruikers alhoewel deze info maar nuttig is voor een beperkt aantal operatoren.

3.b. Néant.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

3.a. Gezien het beperkt volume verkeer dat momenteel wordt afgewikkeld op de locale interconnectie en het gering aantal operatoren dat hiervan gebruik maakt is het BIPT van mening dat de goedkoopste oplossing voor alle partijen erin bestaat dat Belgacom per LAP op een regelmatige basis een lijst van in- en uitgeporteerde nummers aan de lokaal geïnterconcteerd operatoren overmaakt. Het spreekt vanzelf dat hiervoor geen kosten mogen worden aangerekend. De oplossing om deze nummers te integreren in de CRDC werd trouwens niet weerhouden door de Number Portability Task force.

3.b. Het regelgevend kader bepaalt dat de tarieven voor nummeroverdraagbaarheid worden vastgelegd overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het koninklijk besluit betreffende de nummeroverdraagbaarheid. Derhalve is het niet mogelijk om in te gaan op de vraag van de



operatoren. Bovendien worden eveneens nummers overgedragen tussen OLO's onderling zodat het onmogelijk is om dergelijke materie te regelen via het interconnectie aanbod van Belgacom.

## 4 COLLECTING ACCESS SERVICES

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

4.a. Een operator heeft vragen over de beperking opgelegd in punt 4.1 §4 tweede punt (via a Local Access .....directly interconnected) Waarom deze limitatie? Betekent dit dat door Belgacom ingeporteerde nummers (zowel Operator Portability als Location Portability) geen CPS/CS kunnen verkrijgen wanneer de Operator lokaal geïnterconnecteerd is?

Dezelfde operator kan slechts akkoord gaan met §13 om de klant op de hoogte te brengen van een desactivatie van CPS op voorwaarde dat Belgacom de Operator ten minste 2 Werkdagen vóór de desactivatie hiervan inlicht, met gedetailleerde vermelding van de reden van desactivatie. Graag verwijzen ze hier ook naar de voorstellen van de Ombudsdienst, namelijk:

- in de mate van het mogelijke de opheffing van de CPS vermijden bij eender welke wijziging van installatie;
- indien een opheffing om technische redenen noodzakelijk is geworden, de gebruiker en de alternatieve operator daarvan tegelijk op de hoogte brengen;
- in alle gevallen, de modaliteiten voor de indiening van een nieuwe aanvraag tot activering van de CPS snel en duidelijk meedelen aan de betrokken gebruiker

Tot slot vindt dezelfde operator de laatste § van het hoofdstuk nl. "(...) *In case the market demand for CPS activation would show an unexpected and huge increase, Belgacom can, subject to the permission by the BIPT, be temporarily released from the obligations resulting from the SLA*" onaanvaardbaar.

Voor een andere operator is de bepaling in punt 4.2.1 waarmee Belgacom de geldigheid van de LoA beperkt tot 30 dagen een te verre gaande interpretatie van de laatste paragraaf van de BIPT Mededeling gepubliceerd op 24 april 2002. Alhoewel ze intrinsiek geen probleem hebben met de geldigheidsduur van 30 dagen geeft de operator de voorkeur aan een termijn van 90 dagen.

Deze operator wenst eveneens de geldigheidstermijn te verlengen tot 2 maanden.

Een andere operator wenst dat 1) de definitie van slamming wordt toegevoegd in 1.3. en 2) de LoA voor de desactivering van Belgacom naar de OLO 6 maanden beschikbaar zou blijven. Ingeval Belgacom ze niet kan voorleggen wordt het beschouwd als een geval van slamming, waarbij de sancties zoals voorzien in de SLA CPS van toepassing zijn. Eveneens is de beperking in de tijd van de LoA (namelijk niet de interpretatie van de uitdrukkelijke wil van de eindgebruiker) niet aanvaardbaar. Ook mag Belgacom de informatie die ze kan afleiden van de facturatie gegevens van een CPS-klant niet voor commerciële toepassingen aanwenden.

Dezelfde operator vindt dat alle beperkingen op alle diensten aangeboden via een 17XX moeten worden opgegeven. Het is niet aan Belgacom om op te treden als regulator van deze diensten. Ook ziet deze operator niet in dat de bestemming van de oproep een determinerende factor is voor het type van dienst aangeboden door Belgacom. Het is de Belgacom vervoersdienst die ofwel een data- of spraakdienst is. Pakketgeschakelde technologie kan een andere kostenbasis hebben dat circuitgeschakelde technologie maar er is geen bewijs dat Belgacom voor 17XX oproepen pakkettenschakeling gebruikt. De operator vraagt bewijs dat datadiensten worden aangeboden door

Belgacom met de 17XX-code. In voorkomend geval zouden lagere interconnectieprijzen moeten worden aangeboden.

Het Platform sluit zich in een later ingediende bijdrage aan bij het standpunt geuit in voorgaande paragraaf over de 17XX-problematiek.

Het Instituut is van mening dat een geldigheidstermijn voor de LoA nuttig kan zijn. Uit de vergadering van 19 september jl. blijkt dat zowel Belgacom als de OLO's akkoord kunnen gaan om hiervoor vanaf de datum van ondertekening van de LoA zes maanden te nemen.

Ten slotte denkt het Instituut dat de bepaling waarbij Belgacom tijdelijk kan worden ontslaan van zijn SLA- verplichting in uitzonderlijke omstandigheden evenwichtig is.

#### *Observations de Belgacom*

4.a. Belgacom bevestigt dat CS/CPS aan lokaal tarief mogelijk is voor elke eindgebruiker aangesloten op een L-AGE, ook als deze eindgebruiker een ported-in nummer heeft.

Belgacom vreest dat de verlenging van de LoA aanleiding zal geven tot conflicten tussen tegenstrijdige activatie-aanvragen. Belgacom verzet zich evenwel niet tegen de verlenging van de geldigheidsduur tot 3 maanden, zoals gevraagd door de operatoren in de vergadering van 19/09/02.

Ook aanvaardt Belgacom dat een copie van de LoA zou overgemaakt worden per fax of e-mail binnen de 3 werkdagen na de aanvraag, op voorwaarde dat de mogelijkheid blijft bestaan om het origineel te bekomen binnen de 10 werkdagen na de aanvraag.

Het feit dat de communicatieaccesscode 17XX gebruikt wordt voor datadiensten is niet door Belgacom bepaald, maar vloeit volgens Belgacom voort uit de Explicatieve Nota's met betrekking tot nummering van het BIPT.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

NB: Andere kwesties inzake de CPS-procedure en SLA worden behandeld in deel C van dit advies.

4.a. Om de problematiek van CPS verder te bespreken werden speciale hoorzittingen met alle geïnteresseerde partijen georganiseerd op 19 september, 10 en 18 oktober 2002. Gebaseerd op de resultaten van deze vergaderingen heeft Belgacom een nieuw aangepast voorstel voor hoofdstuk 4 (uitgezonderd 4.2.2, 4.3 en 4.4) "Collecting Access Services" en hoofdstuk 5 "Principles service level agreement (SLA) for Carrier Preselect" op 24 oktober 2002 te vinden als bijlage aan het Instituut overgemaakt. Hierin zijn de volgende belangrijkste wijzigingen ten opzichte van het initiële voorstel van Belgacom gemaakt:

- toevoeging van voetnoot om uitdrukkelijk te vermelden dat ook eindgebruikers met port-in nummers recht hebben op CPS;
- de geldigheidsduur van de LoA bedraagt 3 maanden te rekenen vanaf de datum van de ondertekening door de eindgebruiker;
- toevoeging van een bepaling om aan het BIPT het recht te geven de LoA op te vragen;
- de notificatieverplichting van Belgacom met bijhorende informatie indien een CPS wordt gedesactiveerd;
- een speciale procedure (oa. geen nieuwe LoA moet worden voorgelegd) - zonder dat hiervoor extra kosten worden aangerekend – wordt ingevoerd als een PSTN-lijn wordt omgezet in een ISDN-lijn;

- het principe van de symmetrie op vlak van opvragen van de LoA door de operator ingeval desactivatie wordt ingeschreven;
- voor de SLA wordt een bijkomende bepaling ingevoerd om een boete aan te rekenen indien Belgacom meer dan 15% verkeerde 'close and cancel', 'install' en 'cancel' boodschappen verstuurt;
- zoals gevraagd door de operatoren wordt de escalatieprocedure verder in detail uitgewerkt.

Het BIPT is akkoord met het nieuw Belgacom voorstel voor CPS zoals te vinden in bijlage.

Het Instituut gaat niet akkoord om een definitie van slamming - zoals voorgesteld door sommige operatoren - op te nemen in BRIO2003. Inderdaad, BRIO is de standaardinterconnectiecatalogoog van Belgacom voor de markt en regelt niet de relaties tussen eindgebruikers en of abonnees van telecommunicatiediensten en operatoren. Bovendien kan er eveneens slamming optreden tussen OLO's onderling, dewelke dan zou ontsnappen aan de bepalingen die zouden worden opgenomen in BRIO. Aldus zou het opnemen van de definitie en bepalingen met betrekking tot slamming aanleiding geven tot een onvolledige en discriminerende regeling.

Wel is het zo dat het BIPT door het aanwenden van speciale instrumenten in de aanvraagprocedure voor CPS, zoals momenteel met de LoA, proactief slamming probeert te voorkomen. Echter moet worden erkend - zoals de praktijk heeft bewezen - dat dit instrument niet altijd even doelmatig is. Daarom denkt het Instituut dat er moet worden gezocht naar een verdere verfijning. Zo zou men kunnen overwegen om bijvoorbeeld voor bepaalde type gebruikers (typisch de residentiële eindgebruiker) over te schakelen van het huidige systeem van de LoA naar een klantgecontroleerd interactive voice response systeem. Het kostenbatenanalyse zal hiervoor in 2003 worden gemaakt.

Het BIPT is van mening dat concrete slamming klachten van eindgebruikers niet kunnen worden behandeld op basis van de wet van 21 maart 1991. Daarentegen kan 'slamming' worden gezien als oneerlijke handelspraktijken waarvoor men een beroep zou kunnen doen op de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument. De naleving van deze laatste wet is de bevoegdheid van het Ministerie van Economische Zaken. Indien gewenst kan men ook een klacht indienen bij de Rechtbank van Koophandel.

Het gebruik van 17XX-codes voor de toegang tot datadiensten volgt uit de bepalingen opgenomen in de explicatieve nota's inzake nummering. Als dusdanig wordt een dergelijke regeling opgelegd door het Instituut.

## **5 ACCESS SERVICE TO PARTICULAR VALUE ADDED SERVICES OF THE OPERATOR**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

5.a. Belgacom indique qu'elle se réserve le droit d'appliquer une redevance d'usage (usage fee) aux utilisateurs finaux qui appellent les numéros VAS (hormis les 0800) et qui bénéficient de tarifs spéciaux. Plusieurs opérateurs s'inquiètent de cette pratique, la relation avec le client devant être du ressort de l'OLO.

5.b. Plusieurs opérateurs notent que certains services à valeur ajoutée offerts par Belgacom ne sont pas inclus dans l'offre de référence (0909). L'IBPT invite Belgacom à réagir sur ce point.

5.c. Plusieurs opérateurs soulignent que les numéros 078 devraient être accessibles depuis l'étranger, comme le sont les numéros 070. L'IBPT désire obtenir davantage de précisions sur ce

point. En particulier, l'Institut demande à Belgacom si ses propres séries de numéros 078 sont accessibles depuis l'étranger.

5.d. Un opérateur conteste la différence de tarif appliquée en défaveur de l'OLO lorsqu'un numéro 0800 est appelé depuis une cabine de Belgacom.

#### *Observations de Belgacom*

5.a. Néant.

5.b. Belgacom souligne que, conformément à une décision de justice, les mêmes conditions s'appliquent aux numéros 0909 3 et aux numéros géographiques. Quant aux numéros 0909 de type "Flexible Charging", leur tarif est souvent nettement plus élevé que celui des autres services à valeur ajoutée. Le risque est donc plus grand pour l'opérateur qui facture, lequel est dans beaucoup de cas Belgacom. Belgacom est opposée à l'inclusion de tels numéros dans le BRIO tant qu'il n'existe pas un cadre juridique contraignant pour tous les opérateurs (code d'éthique et sanctions en cas de non respect de celui-ci).

5.c. Momenteel zijn enkel de 078 nummers van BGC bereikbaar vanuit het buitenland. Onlangs werd een schriftelijke vraag ontvangen voor het bereikbaar stellen van 078 nummers van Operatoren. Ondertussen worden de financiële voorwaarden hierrond door BGC onderzocht.

5.d. Néant.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

5.a. L'Institut souligne que cette pratique est acceptée depuis l'approbation de l'addendum n° 2 au BRIO 2001. L'application d'une redevance d'usage est uniquement acceptée pour les utilisateurs ayant opté pour le plan tarifaire Budgetline (caractérisé par un abonnement réduit). Cette redevance d'usage est appliquée de façon non discriminatoire pour tous les appels passés par l'utilisateur (numéros géographiques ou non géographiques, avec ou sans CSC/CPS), à l'exception des numéros d'urgence et des numéros 0800. En dehors du tarif Budgetline, aucun autre cas d'application d'une redevance d'usage n'est envisagé.

5.b. L'Institut reconnaît que les numéros de type Flexible Charging peuvent représenter un risque plus élevé pour l'opérateur qui assume la facturation. L'IBPT estime par contre que l'absence d'un code d'éthique n'est pas un obstacle à l'inclusion de ces numéros dans le BRIO. En effet, l'Institut indique, à la section 17.4 du présent avis, que les opérateurs ont la possibilité de s'entendre contractuellement pour pallier l'absence d'un code d'éthique officiel. De plus, dans son état actuel, le projet de code d'éthique ne prévoit pas de dispositions spécifiques pour les 0909.

L'IBPT estime par conséquent que les arguments fournis par Belgacom sont insuffisants et demande à Belgacom de lui soumettre une proposition relative aux numéros 0909 pour le 31 décembre 2002.

5.c. L'IBPT estime que les numéros 078 des OLO doivent être accessibles sans discrimination par rapport aux numéros 078 de Belgacom, dans la logique des avis rendus précédemment à propos des numéros 070. L'Institut enjoint par conséquent Belgacom de lui soumettre une proposition à ce sujet pour le 31 décembre 2002.

5.d. L'IBPT rappelle que, dans le cas d'un appel vers un numéro 0800, l'appelant ne paye pas pour l'usage de la cabine téléphonique et que ce coût est donc comptabilisé dans les tarifs d'interconnexion (Payphone Access Fee). Les coûts générés par les cabines téléphoniques ont

également été analysés par l'Institut dans le cadre du calcul du coût net du service universel. L'Institut a entrepris de vérifier que le coût lié à l'usage des cabines est répercuté de façon non discriminatoire par Belgacom, en particulier en cas d'appel de numéros 0800 et de recharge de cartes Proton, ces deux opérations étant gratuites pour l'utilisateur final.

## **6 ACCESS SERVICE FOR INTERNET CALLS TO THE OPERATORS**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

6.a. Au paragraphe 2, Belgacom a ajouté une phrase indiquant qu'elle se réserve d'appliquer une redevance d'usage (usage fee) aux utilisateurs finaux qui appellent les numéros 079 7 et qui bénéficient de tarifs spéciaux. Plusieurs opérateurs s'inquiètent de cette pratique, la relation avec le client devant être du ressort de l'OLO dans le cadre d'un modèle de type "collecting".

6.b. Un opérateur fait observer que le projet de BRIO 2003 ne prévoit pas de procédure de migration vers le service d'accès pour les numéros Internet, alors qu'une telle procédure était prévue précédemment (cf. addendum n° 1 au BRIO 2001 et BRIO 2002). L'Institut demande aux opérateurs de préciser pour quelles raisons une procédure particulière de migration serait encore nécessaire actuellement.

### *Observations de Belgacom*

6.a. Néant.

6.b. Néant.

### *Avis de l'IBPT et motivation*

6.a. L'Institut renvoie aux commentaires figurant au point 5.a ci-dessus.

6.b. La procédure de migration en question était une conséquence d'une décision relative à l'introduction du modèle collecting. L'avis de l'IBPT mentionnait notamment ce qui suit: 'L'IBPT est donc d'avis que la période de transition aie une durée de 9 mois à dater du début de chaque phase, pour les numéros concernés par la phase en question. Une période de 9 mois est justifiée pour permettre aux opérateurs interconnectés d'envisager une migration sur base de 3 commandes trimestrielles successives'. Cette décision a été respectée par Belgacom. L'IBPT estime que les problèmes de migration devraient en principe être résolus puisque l'on se situe à présent 24 mois après l'introduction du modèle collecting.

## **7 TELECOMMUNICATION SERVICES SUPPORTED BY BELGACOM'S INTERCONNECT SERVICES**

Aucune remarque n'a été émise concernant ce chapitre. L'IBPT n'a pas de commentaires à ajouter.

## **8 TECHNICAL CONDITIONS FOR BELGACOM INTERCONNECT SERVICES**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

8.a. Le texte du 8<sup>ème</sup> alinéa, point 2, indique que "In case the Operator has only a SiP in an Access Area where Belgacom has only one SAP...".

Dit voorbehoud is merkwaardig aangezien er nu een SAP is in elk AAP (8. al. 1) en er nu na de vermindering van het aantal AAP's tot acht overall twee AAP's per Access Area zijn. Of moet hieruit geconcludeerd worden dat er niet in alle AAP's een SAP is en dat Belgacom SAPs are only located at Area Access Points (8. al. 1) alleen betekent dat er geen SAP's zijn buiten de AAP's maar niet noodzakelijk dat elk AAP een SAP heeft.

8.b. L'IBPT conteste le fait que le coût du système de signalisation SA-STP soit répercuté dans les tarifs d'interconnexion. L'Institut souligne aussi le fait que ces liens de signalisation sont exploités de manière bidirectionnelle dans certains cas, alors que Belgacom impose de les utiliser sans paiement de sa part.

### *Observations de Belgacom*

8.a. De opmerking van het BIPT is correct. Als gevolg van de introductie van de nieuwe netwerkkarchitectuur met 8 Access Areas, zullen er twee SAP's zijn in elke Access Area. Het betrokken punt kan geschrapt worden.

8.b. Belgacom estime avoir montré que le SA-STP bénéficiait aussi aux OLO (sauf une minorité qui n'utilisent qu'un petit nombre de liaisons de signalisation) et donc que ceux-ci devaient payer pour l'usage qu'ils font de ce système.

De bidirectionele uitbating van signaleringslinks is vergelijkbaar met het bidirectionele karakter van de IC-links: de signalen in de terugrichting worden in een afzonderlijk kanaal gestuurd. Net als bij IC-links wordt de signaleringslink betaald door de partij die verantwoordelijk is voor het verkeer dat aanleiding geeft tot het bewuste signaleringsverkeer. Indien Belgacom geen BIT links heeft met een bepaalde Operator, heeft Belgacom het recht om de terugsignalen in het signaleringsverkeer dat betrekking heeft op het verkeer van de Operator op de signaleringslink van de Operator te sturen, zonder dat dit aanleiding geeft tot kosten voor Belgacom.

### *Avis de l'IBPT et motivation*

8.a. Suite aux clarifications fournies par Belgacom, l'Institut constate que ce passage est obsolète et doit donc être supprimé.

8.b. Comme l'introduction du système SA-STP est une décision de Belgacom, sans autre alternative possible pour l'OLO, visant une plus grande efficacité dans l'exploitation de son réseau, l'IBPT continue à être d'avis qu'il n'y a pas de raison pour ce que son coût soit répercuté dans les coûts d'interconnexion. De plus, en principe, il ne devrait pas y avoir de raison pour que cette efficacité se traduise par un coût plus élevé pour certains OLO. L'IBPT renvoie à ses avis précédents sur les BRIO 2001 et 2002.

## 9 INTERCONNECT LINK SERVICE

### 9.1 RESPONSABILITIES FOR THE DIMENSIONING AND PAYMENT OF THE IC LINKS

#### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

9.1.a. Un opérateur fait observer qu'après 5 années d'expérience, la notion de trafic non mature devrait disparaître du BRIO, les prévisions étant devenues fiables.

9.1.b. Plusieurs opérateurs répètent la demande exprimée l'an dernier concernant le taux de blocage.

9.1.c. Un opérateur demande que le BRIO et le P&O prévoient les principaux cas de migration.

#### *Observations de Belgacom*

9.1.a. Dit aspect werd in het verleden reeds met de Operatoren besproken in het kader van de P&O onderhandelingen. Er zijn Operatoren die zich ertegen verzet hebben dat hun verkeer automatisch "mature" werd verklaard na 2 jaar. De P&O voorziet nu (zie §9.1) dat het verkeer pas "Mature" wordt na 2 jaar op specifieke vraag van de Operator.

9.1.b. Néant.

9.1.c. Néant.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

9.1.a. L'IBPT estime que cette remarque est peut-être valable pour certains opérateurs mais probablement pas pour tous. Il pourrait donc être préférable que cette question soit réglée de manière bilatérale entre Belgacom et l'opérateur concerné.

9.1.b. L'IBPT estime que ce type de question doit être traitée en groupe de travail par les opérateurs. L'Institut se réfère à ce propos au compte-rendu de la réunion de suivi du BRIO 2002 du 20 mars 2002:

"Taux de blocage. Ce point devait faire l'objet de discussion entre Belgacom et les OLO. Les OLO soulignent la nécessité de garantir la qualité de la liaison entre l'utilisateur et le point d'interconnexion. Belgacom est d'accord d'en discuter dans le groupe de travail SLA, mais aussi dans le cadre du modèle bottom-up.

Belgacom explique que le taux de blocage de 1% réfère aux tableaux d'Erlang qui sont utilisés pour le dimensionnement des liaisons. Le plus souvent, dans le monde des télécoms, le nombre de circuits nécessaires pour transporter un volume de trafic estimé est calculé sur base d'un taux de blocage de 1%. Cela ne signifie pas que, dans la réalité, le volume de trafic estimé est atteint, ni que le taux de blocage de 1% est atteint".

L'IBPT n'a pas été informé des résultats des discussions du groupe SLA sur cette question. Par ailleurs, il n'a pas été démontré que le taux de blocage de 1% actuellement prévu soit insuffisant et engendre des problèmes de qualité. Par conséquent, en l'absence d'information complémentaire fournie par les opérateurs, l'IBPT peut accepter le maintien des dispositions actuelles du BRIO.

9.1.c. Dans son avis du 14 novembre 2001, l'IBPT demandait à Belgacom de lui soumettre de nouvelles propositions pour répondre aux cas de migration les plus fréquents, dans des conditions orientées sur les coûts. Il s'agit plus particulièrement des cas de migrations de liaisons

d'interconnexion et de migration de l'accès à un point d'accès. Ces scénarios ont fait l'objet d'un avis de l'IBPT le 4 juin 2002 et un service plan approprié (SP 005) a été publié par Belgacom. D'autres cas de migration peuvent naturellement se produire mais ils ne peuvent pas tous être réglés dans une offre de référence. Les cas de litiges peuvent être soumis à l'Institut.

## **9.2. IMPLEMENTATION OF IC LINKS**

### ***9.2.1 Customer-sited Interconnect***

#### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

9.2.1.a. Un opérateur souligne que s'il existe des alternatives aux Customer-sited IC Links de Belgacom, il n'y en a pas nécessairement au niveau des points d'accès locaux. Il est donc nécessaire de garantir que tous les points d'accès Belgacom, y compris les points d'accès locaux, peuvent être connectés avec des IC Links Customer-sited.

9.2.1.b. Plusieurs opérateurs se demandent quelles seront les conditions appliquées si un contrat de 1 ou 2 ans est converti en contrat de 4 ans. Quelle sera la date de début du contrat? Certains opérateurs estiment que les conditions BRIO 2002 doivent continuer à s'appliquer aux contrats en cours.

#### *Observations de Belgacom*

9.2.1.a. Néant.

9.2.1.b. Néant.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

9.2.1.a. Conformément à la position qu'il a développée au point 1.1 du présent avis, l'IBPT demande à Belgacom de réintroduire dans son offre de référence les services de liaisons d'interconnexion en mode Customer-sited.

9.2.1.b. Cette question est traitée au point 17.7.1.a.

### ***9.2.2 In-Span Interconnect***

#### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

9.2.2.a. Plusieurs opérateurs demandent que l'interconnexion in-span soit disponible pour d'autres capacités que STM-1.

#### *Observations de Belgacom*

9.2.2.a. Néant.



#### *Avis de l'IBPT et motivation*

9.2.2.a. A ce sujet, l'IBPT réitère son avis du 14 novembre 2001: "Compte tenu d'une part que l'interconnexion in-span n'est pas encore implémentée dans la pratique et d'autre part que des demandes de ce type peuvent être adressées à Belgacom en dehors de l'offre de référence, l'Institut est d'avis qu'il n'est pas utile d'inclure cette possibilité dans le BRIO à l'heure actuelle. L'IBPT invite les opérateurs intéressés à lui transmettre une description détaillée du service qu'ils souhaiteraient obtenir. Le cas échéant, ce point pourra faire l'objet d'un addendum à l'offre de référence."

#### **9.2.3 Belgacom-sited Interconnect**

##### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

9.2.3.a. Plusieurs opérateurs soulignent que le BRIO ne contient pas de dispositions relatives à la colocalisation et demandent par conséquent que l'offre de colocalisation de Belgacom soit intégrée au BRIO.

9.2.3.b. Plusieurs opérateurs demandent que la définition du point d'interconnexion soit clarifiée.

##### *Observations de Belgacom*

9.2.3.a. In de BRIO wordt steeds verwezen naar het Colocation Agreement, die eigenlijk een bijlage is bij de BRUO, hoewel de afname van BRUO diensten geen voorafgaandelijke voorwaarde is voor het bekomen van colocation.

9.2.3.b. Néant.

#### *Avis de l'IBPT et motivation*

9.2.3.a. Les dispositions relatives à la colocalisation dans les bâtiments de Belgacom font partie intégrantes de l'offre de référence de Belgacom pour l'accès dégroupé à la boucle locale (BRUO). Dans ce cadre, elles sont soumises à l'approbation de l'IBPT. Ces dispositions sont également applicables aux opérateurs qui souhaitent obtenir une colocalisation pour s'interconnecter avec Belgacom. Pour des raisons de transparence, l'IBPT demande à Belgacom d'ajouter à la fin du 2<sup>ème</sup> paragraphe la phrase suivante: *The Colocation Agreement is available on the Belgacom website.*

9.2.3.b. A ce sujet, l'IBPT renvoie à ses commentaires à la section 1.3 (définitions).

#### **9.2.4 Mid-Span Interconnect**

Aucune remarque n'a été émise concernant cette section. L'IBPT n'a pas de commentaires à ajouter.

## 10 QUALITY OF SERVICE

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

10.a. Les négociations entre certains opérateurs et Belgacom ont abouti et un accord a été atteint sur un SLA de base. L'IBPT est satisfait de cette évolution et estime que cela contribuera à fournir des services de qualité aux utilisateurs finals, bien que ce SLA se limite à des aspects tels que les IC links. En cas d'accord sur un "new enhanced SLA" au cours de 2003, l'Institut estime que cette inclusion doit se faire sine die après accord durant l'année 2003.

10.b. En ce qui concerne la notion de 1,5 % "as a national annual average" l'Institut est d'avis que ce chiffre, basé sur une moyenne annuelle, est trop vague et non transparent car non vérifiable. Le 30 mai 2003, cette notion doit avoir évolué vers une notion "per hour". Belgacom est enjoint de fournir une proposition à l'Institut pour le 28 février 2003.

### *Observations de Belgacom*

10.a. Belgacom heeft geen bezwaar tegen de invoering van een nieuwe SLA in de loop van 2003, indien de onderhandelingen langer duren dan 01/01/03. Belgacom is geen voorstander om de SLA meer dan één maal per jaar aan te passen, gezien dergelijk document toch een minimum aan stabiliteit moet hebben om werkbaar te zijn.

10.b. Belgacom stelt voor dat dit onderwerp besproken wordt in de werkgroep SLA. Eerst moeten de modaliteiten volgens dewelke de metingen verlopen uitgeklaard worden, vooraleer Belgacom zich kan uitspreken over de realiseerbaarheid en het nut van deze metingen.

### *Avis de l'IBPT et motivation*

10.a. L'IBPT souhaite, et par le présent avis, impose à Belgacom, d'être mis au courant de l'évolution de négociations entre certains opérateurs, ou la Plate-forme des opérateurs, avec Belgacom à propos d'un SLA de base, ou de SLA portant sur certains aspects particuliers. L'IBPT estime que cela contribuera à fournir des services de qualité aux utilisateurs finals. En cas d'accord sur un ou des SLAs, au cours de 2003, Belgacom ne prévoit cependant son inclusion effective dans les accords d'interconnexion qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2004. Ceci n'est pas acceptable ni même logique. Cette inclusion doit se faire sine die après accord durant l'année 2003.

Par ailleurs, l'Institut attire expressément l'attention sur le fait que sur les points 4 et 7 des principes généraux (cf. point 01 de l'avis) sont également d'application pour le SLA.

10.b. En ce qui concerne la notion de 1,5 % "as a national annual average" l'Institut est d'avis que ce chiffre, basé sur une moyenne annuelle, est trop vague et non transparent car non vérifiable. Le 30 mai 2003, cette notion doit avoir évolué vers une notion "per hour". Belgacom est enjoint de fournir une proposition à l'Institut pour le 28 février 2003, le cas échéant après discussion avec les OLOs et/ou l'association des opérateurs alternatifs.

## **11 EVOLUTION OF THE INTERCONNECT OFFER**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

11.a. Les opérateurs insistent sur le fait que les modifications apportées au réseau de Belgacom peuvent avoir un impact très important sur les services d'interconnexion et sur leurs coûts. Ils veulent obtenir la garantie de la part de Belgacom qu'ils seront informés le plus tôt possible de ces modifications de manière à pouvoir les anticiper.

11. b. Plusieurs opérateurs insistent également sur le fait que les modifications apportées au réseau de Belgacom doivent rester neutres pour eux (offrir les mêmes services via d'autres Access Points, pas de coûts additionnels pour la migration de capacité vers d'autres Access Points, une capacité suffisante via d'autres Access Points).

### *Observations de Belgacom*

11.a. Néant.

11.b. Belgacom stelt voor om de term "significant" te vervangen door "forseeable". Het is inderdaad zo dat Belgacom wijzigingen waarvan redelijkerwijze kan worden aangenomen dat de OLO een aanpassing moet doen in zijn infrastructuur zeker 12 maanden op voorhand zal mededelen.

### *Avis de l'IBPT et motivations*

11.a. L'IBPT estime que Belgacom devrait être en mesure de fournir des informations relatives aux modifications du réseau Belgacom dès que possible, avec un temps minimum à l'avance, sans que ce temps minimum soit la règle si Belgacom dispose de l'information plus tôt encore. Een operator, die zich geschaad acht door het bewust achterhouden van belangrijke informatie, zou zich kunnen beroepen op een miskennis van de zorgvuldigheidsplicht in hoofde van Belgacom.

11.b. En cas de modifications apportées au réseau de Belgacom, Belgacom doit démontrer l'avantage ou la valeur ajoutée de ces modifications. Cet avantage doit être objectif et ne peut pas avoir pour seul effet d'augmenter les charges d'interconnexion pour les OLO. En tout état de cause, tout changement ou modification ayant un impact sur les services d'interconnexion doit être mentionnée explicitement. La notion de "significant impact" est trop subjective. Ce mot est à modifier en "forseeable". De plus, il n'appartient pas à Belgacom de juger unilatéralement du caractère "significant" de modifications. Enfin, il convient de s'interroger dans quelle mesure les coûts engendrés pour les OLO du fait des modifications unilatérales opérées par Belgacom sont à supporter par Belgacom et/ou les OLO. En effet, la notion de "cost orientation" devrait dans ce cas être examinée en s'interrogeant également sur l'opérateur qui est la cause des coûts. L'IBPT sera particulièrement attentif à cette problématique.

## **12 ORGANIZED PLANNING FOR INTERCONNECT SERVICES**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

12.a. In fine, le dernier paragraphe présent dans BRIO 2002 a été supprimé.

### *Observations de Belgacom*

12.a. Belgacom comprend généralement pas l'objectif de ce paragraphe et a donc du mal à l'intégrer dans son offre. Belgacom demande avec insistance au BIPT de clarifier ce paragraphe en donnant un exemple d'une situation où le paragraphe s'appliquerait.

### *Avis de l'IBPT et motivations*

12.a. Cette suppression n'est pas acceptée par l'IBPT et ce paragraphe doit être réintégré dans le BRIO 2003. En effet, dans un certain nombre de cas, qui sont définis par l'OLO concerné et sont à apprécier par l'Institut, Belgacom n'a pas le droit d'exiger de l'opérateur, si cette information est considérée comme confidentielle, relevant de secret d'affaires, ou pour toute autre raison acceptée par l'IBPT, dans la mesure où cette information n'est pas considérée comme essentielle par l'IBPT pour la fourniture de services d'interconnexion par Belgacom.

## **13 TRANSPORT INTERCONNECT SERVICE**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

13.a. L'offre de half links Customer-sited a été retirée de l'offre de référence par Belgacom.

13.b. Le texte des paragraphes 1 et 2 doit être mis en conformité avec les définitions de half link et de transport interconnect service approuvées dans l'addendum n° 1 au BRIO 2001 (autorisation de l'usage propre des half links).

13.c. En ce qui concerne la longueur des half links, plusieurs opérateurs contestent le plafonnement à 5 km proposé par Belgacom. Suite à l'avis provisoire de l'IBPT, plusieurs opérateurs argumentent que, si les restrictions à l'usage sont levées, la demande de half links augmentera, y compris pour des liaisons de plus de 20 km. Un opérateur marque cependant son accord avec la distance proposée par l'Institut (20km) pour autant que les half links locaux soient réintroduits dans le BRIO.

13.d. L'offre de half links d'une capacité de 34 Mbit/s a été retirée de l'offre de référence par Belgacom.

13.e. En ce qui concerne les facilités offertes aux utilisateurs de half links, l'IBPT renvoie à son avis du 14 novembre 2001.

13.f. En application du principe de non discrimination, le Service Level Agreement pour la fourniture de lignes louées doit également être applicable pour la fourniture de half links. L'Institut constate que ce principe a été retiré de l'offre de référence, alors que cela était prévu dans le BRIO 2002. Ce principe doit par conséquent être réintroduit dans le BRIO 2003 pour l'ensemble des half links (Customer-sited et Belgacom-sited). L'IBPT souligne que l'application du SLA lignes louées aux half links est une décision indépendante de la décision définitive concernant la longueur maximale des half links.

Suite à l'avis provisoire de l'IBPT, plusieurs opérateurs font observer qu'en 2002 le SLA lignes louées n'était applicable aux half links que pour les aspects "provisionning" et non pas "repair" et "availability". Ils demandent que la formulation du BRIO soit modifiée de manière à ce que le SLA half links couvre les mêmes aspects que le SLA lignes louées.

13.g. Plusieurs opérateurs contestent les dispositions relatives à la durée des contrats portant sur les half links (un an, prolongé ensuite pour une durée indéterminée). Selon eux, cette disposition ne leur permet pas de définir une stratégie à long terme. De plus, la prolongation pour une durée indéterminée montre que Belgacom peut offrir ce service pour une longue période. Les OLO devraient donc avoir le choix de la durée du contrat (déterminée ou indéterminée), avec de meilleures conditions financières pour les contrats de longue durée.

13.h. Plusieurs répondants à la consultation se demandent pour quelles raisons les half links inscrits dans la Carrier Price List (note 3 du SP 011) ne sont pas disponibles dans chaque LEX. Ceci constitue une discrimination entre les OLO et les clients retail qui peuvent commander des lignes louées à partir de n'importe quel point.

13.i. Belgacom a retiré de son projet d'offre de référence les half links locaux. Plusieurs opérateurs critiquent cette intention qui oblige les OLO à payer un half link de 0-5 km lorsqu'ils ont besoin d'un half link de 0 km.

13.j. Plusieurs opérateurs ont récemment adressé des demandes à Belgacom en vue d'obtenir un service d'interconnexion leur permettant d'accéder au réseau de Belgacom Mobile pour offrir des services de type VPN à leurs clients. Cette demande émane d'opérateurs alternatifs colocalisés dans le même bâtiment que Belgacom Mobile.

13.k. Un OLO fait remarquer que les migrations de lignes louées vers half links sont prévues par un service plan séparé et non intégrées dans les services plans Transport Interconnect Service (TIS). Ceci donne l'impression que le droit de migration peut être retiré indépendamment de l'offre TIS. Il demande par conséquent d'intégrer les dispositions de migration dans les service plans TIS.

#### *Observations de Belgacom*

13.a. Belgacom renvoie à ses commentaires au point 1.3.b.

13.b. Belgacom marque son accord pour modifier les paragraphes 1 et 2 conformément à l'addendum 1 au BRIO 2002.

13.c. Belgacom supporte l'idée de limiter les half link à une longueur maximale. Belgacom part du principe que seuls les accès (distance nulle) constituent un réel "bottleneck" et que par conséquent seules les lignes locales devraient être offertes de façon régulée. Si Belgacom a proposé de limiter à 5 km, c'était uniquement pour rester cohérente avec la tarification retail dans laquelle on ne retrouve plus la notion de lignes locales. Belgacom demande pour quelles raisons l'IBPT envisage de limiter les half links à 20 km et pas 0 ou 5 km.

13.d. La raison qui a motivé Belgacom à exclure les 34 Mbits de l'offre régulée était sa conviction qu'elle n'a plus de statut d'opérateur puissant sur ce marché. Dès lors que Belgacom n'est plus considérée comme étant SMP il n'y a plus d'obligation de fournir le produit régulé correspondant.

13.e-f. La suppression du paragraphe étant due à une erreur de transcription, Belgacom réintroduira le paragraphe suivant, extrait du BRIO 2002:

“The conditions which are applicable to Leased Lines related to the move of one of the end-points and to the upgrade or downgrade of the Leased Line, are also applicable to Half-links, provided that from the viewpoint of the operational processes the Belgacom-“end-user” relationship existing in the Leased Line service is replaced by the Belgacom-Operator relationship in the Transport Interconnect Service. Belgacom will not interact with the customer of the Operator. Subject to the same conditions, the basic SLA for Leased Lines, available on Internet, will be applicable as far as the provisioning of Half-links is concerned.”

Si l'IBPT le considère nécessaire, ce paragraphe peut également être mentionné dans les service plans relatifs au half links.

13.g. Belgacom estime que le parallèle entre les IC links et les half links n'est pas correct étant donné que les méthodes de calcul sont différentes. Les tarifs des IC links sont déterminés sur base d'un modèle de coûts spécifique, alors que les half links sont calculés selon une approche retail-minus.

La diminution de prix appliquée sur les IC links est essentiellement basée sur une diminution des coûts de réseau. Une nouveauté a également été introduite par rapport à l'année dernière, à savoir, l'introduction de différentes durées de contrat (1, 2 et 4 ans). Pour les half links, on se trouve dans une approche retail-minus basée sur les tarifs des lignes louées retail. Ces tarifs sont basés sur des coûts réseau moyens et sur les durées de vie effectives des lignes louées, durée de vie qui peuvent être sensiblement différentes des durées de vie des half links.

13.h. Néant.

13.i. Belgacom maintient le point de vue qu'elle avait développé en 2001. Puisque les tarifs de half links sont déterminés selon la méthode dite "retail-minus", soit l'Institut estime que les tarifs des lignes louées retail sont orientés sur les coûts et dans ce cas, les tarifs half links, respectent la structure tarifaire des lignes louées (remplacement des notions de lignes locales, zonales et interzonales par une approche par zone et paliers de distance), soit l'IBPT estime que les tarifs de lignes louées ne sont pas orientés sur les coûts et dans ce cas l'Institut doit agir au niveau de ces tarifs de détail et non pas au niveau des tarifs des half links. Pour Belgacom, les lignes louées retail locales n'existent plus et par conséquent les half links locaux n'ont plus de raison d'être.

13.j. Belgacom reprendra ce nouveau type de half link dans le BRIO après approbation du service plan.

13.k. De migraties integreren in elk service plan is te omslachtig. Het eenvoudigst implementeerbaar is om in elk van de TIS service plans te verwijzen naar het SP18 voor migraties. In een volgende versie van de service plans zal dit aangepast zijn.

#### *Avis de l'IBPT et motivations*

13.a. Conformément à la position qu'il a développée au point 1.1 du présent avis, l'IBPT demande à Belgacom de réintroduire dans son offre de référence les services d'interconnexion de transport en mode Customer-sited.

13.b. Compte tenu du fait que Belgacom a marqué son accord avec la remarque formulée, l'IBPT n'a pas de commentaires à ajouter.

13.c. Le but poursuivi par l'offre de Transport Interconnect est que les opérateurs alternatifs puissent compléter leur infrastructure propre par des half links fournis par Belgacom, tout en maintenant une incitation à investir dans une infrastructure propre. Il faut tenir compte du fait d'une part que le marché des half links est peu développé en Belgique (en partie du fait des restrictions à l'usage imposées jusqu'ici par Belgacom) et d'autre part que ce sont les circuits partiels de courte distance qui représentent un goulet d'étranglement et un obstacle pour les nouveaux entrants (cf. le projet de recommandation de la Commission européenne du 24 novembre 1999). En outre, s'ils peuvent acquérir des half links de longue distance, les OLO pourraient avoir tendance à préférer acquérir des half links plutôt que déployer une infrastructure propre, même sur de longues distances (alors que sur de longues distances ils peuvent plus facilement concurrencer l'opérateur historique). Une telle tendance n'est pas observable en Belgique jusqu'à présent: on compte une forte proportion de half links de moins de 20 km et une proportion minimale de half links de plus de

50 km. Compte tenu du fait que les half links peuvent désormais être utilisés pour usage propre, une telle tendance pourrait néanmoins se développer.

De manière à éviter une utilisation abusive des half links et compte tenu de la philosophie du projet de recommandation, l'IBPT accepte que le BRIO se limite à une offre de half links d'une longueur maximale déterminée. L'Institut ne peut cependant accepter le raisonnement de Belgacom conduisant à une longueur maximale de 5 km, voire 0 km, parce que seules ces distances correspondraient à un réel "bottleneck". L'article 109ter, § 3 de la loi impose à Belgacom, organisme puissant, de répondre aux demandes raisonnables d'interconnexion et non uniquement aux demandes portant sur des produits ou services qualifiés de "bottleneck". Le projet de recommandation de la Commission visait les half links d'une distance allant jusqu'à 5 km. Lors de la consultation préalable à la recommandation, certains recommandaient cependant de réguler jusqu'à une distance de 50 km. Pour sa part, l'IBPT accepte comme raisonnable une distance maximale de 20 km, en mode Customer-sited et Belgacom-sited. En effet, alors qu'ils pouvaient jusqu'ici commander des half links sans limitation de distance, les demandes des OLO ont porté majoritairement sur des liaisons de moins de 20 km. L'IBPT en déduit que cette distance de 20 km correspond effectivement aux besoins du marché. Il convient donc que Belgacom continue de satisfaire ces demandes raisonnables. Des half links plus longs devraient cependant rester disponibles et figurer dans la Carrier Price List de Belgacom.

13.d. En ce qui concerne les types de half links disponibles, l'IBPT ne peut accepter la suppression des half links de 34 Mbit/s. A ce sujet, l'IBPT rappelle les termes de son avis du 14 novembre 2001:

"Le fait que Belgacom propose certaines capacités de lignes louées démontre l'existence d'une demande pour ce type de produits. Il paraît dès lors raisonnable qu'un opérateur alternatif puisse concurrencer Belgacom en offrant son propre service, y compris sur la base de half links.

Compte tenu de ce qui précède, l'Institut considère comme raisonnables des demandes de half links portant sur des capacités correspondant à celles de lignes louées retail offertes par Belgacom. Belgacom doit dès lors répondre de manière non discriminatoire à de telles demandes, avec des tarifs orientés sur les coûts."

Par conséquent, l'offre de half links 34 Mbit/s doit être maintenue aussi longtemps qu'une décision définitive n'a pas remis en question le statut de Belgacom sur ce marché.

13.e. Dans son avis du 14 novembre 2001, l'IBPT notait ce qui suit: "Etant donné d'une part que les half links et les lignes louées sont des produits techniquement comparables et d'autre part que les half links doivent permettre l'existence d'une concurrence effective avec les lignes louées retail offertes par Belgacom, il ne peut exister de discrimination dans la manière dont Belgacom met des half links et des lignes louées à la disposition, respectivement, des opérateurs alternatifs et de ses clients retail. Le fait que des facilités soient disponibles pour les demandeurs de lignes louées retail et non pour des demandeurs de half links utilisables pour offrir un service de lignes louées constitue une distorsion de concurrence. Dès lors, le principe général doit être que les facilités disponibles pour les clients retail en matière de migration, déplacement de points de terminaison, augmentation/diminution de capacités doivent être également disponibles pour les demandeurs de half links. Les éventuelles exceptions à ce principe doivent être dûment justifiées par Belgacom." L'Institut demande que ce principe soit inscrit dans l'offre de référence, comme cela était le cas dans le BRIO 2002. De plus, il convient qu'un service plan ad hoc soit rédigé et publié, ou que ces dispositions soient reprises dans les service plans relatifs au half links, et ce avant le 31 décembre 2002.

13.f. De manière à respecter pleinement le principe de non discrimination (cf. l'avis de l'IBPT sur le BRIO 2002), il convient que le SLA lignes louées soit applicable aux half links dans son entièreté

et non pour le seul aspect "provisionning". Cette précision avait déjà été apportée par l'Institut lors de la réunion de suivi du BRIO le 20 mars 2002. L'IBPT demande par conséquent à Belgacom de réintroduire dans le BRIO 2003 le paragraphe qui figurait dans le BRIO 2002 en supprimant la mention "*as far as the provisioning of Half links is concerned*" figurant à la fin de ce paragraphe.

L'Institut marque son accord que le paragraphe en question, tel que modifié, soit également inséré dans les service plans relatifs aux half links.

13.g. L'Institut estime que rien n'empêche les opérateurs de convenir d'autres dispositions par la voie contractuelle. L'Institut estime également que, si des contrats de longue durée étaient envisagés, une logique comparable à celle suivie pour les IC links Customer-sited devrait être suivie (conditions plus avantageuses pour les contrats de plus longue durée).

13.h. L'IBPT fait observer que le chapitre 13 du BRIO mentionne ce qui suit: *Half-links can be provided at Belgacom buildings housing Area Access Points and at all Belgacom Local Exchange buildings, unless in case of technical unfeasibility which will be duly justified by Belgacom to the BIPT*". L'Institut estime que ce texte est correct. Le cas échéant, il convient que Belgacom modifie ses service plans de manière à les rendre cohérents avec le BRIO.

13.i. Le retrait des half links locaux est en contradiction avec l'avis rendu par l'IBPT sur le BRIO 2002. Les half links locaux doivent être réintroduits dans le BRIO 2003 aux tarifs actuellement en vigueur, dans l'attente des résultats de l'étude lancée par l'IBPT sur les lignes louées et les half links.

13.j. Compte tenu de l'obligation de non discrimination qui incombe aux opérateurs puissants, l'IBPT estime que cette demande est raisonnable et légitime puisqu'elle doit permettre aux opérateurs alternatifs de concurrencer des offres similaires proposées par Belgacom Mobile. Afin de satisfaire cette demande, Belgacom a soumis à l'IBPT un projet de service plan intitulé "Intrabuilding Half Link". Après approbation du service plan, ce nouveau type de half link devra être repris dans le BRIO, à l'instar des autres types existants.

13.k. L'IBPT marque son accord avec la proposition de Belgacom. Cette précision doit être apportées dans les différents service plans pour le 31 décembre 2002.

## **14 FINANCIAL GUARANTEES**

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

14.a. Compte tenu des situations rencontrées avec certains opérateurs interconnectés (retards de paiement ou cessation d'activités), Belgacom a sollicité de l'Institut le droit de prendre des mesures visant à rendre effectives les garanties financières qu'elle est en droit de réclamer. En effet, il apparaît que certains opérateurs n'ont pas constitué les garanties prévues par le BRIO. Belgacom estime dès lors que ces opérateurs génèrent un risque particulier pour elle.

Les opérateurs alternatifs s'opposent au principe des garanties financières, qu'ils considèrent comme une barrière supplémentaire à l'entrée sur le marché et une obligation non prévue par les autorisations individuelles. De plus, il n'appartient pas à l'opérateur puissant de déterminer des conditions extra-légales pour être actif sur le marché des télécommunications. Ces commentaires ont été répétés après la publication de l'avis provisoire de l'IBPT. Un opérateur fait également remarquer que, ces derniers mois, les indices "télécoms" suivent étroitement les indices économiques généraux et que, par conséquent, les activités de télécommunications ne représentent pas un risque particulier justifiant l'exigence de garanties financières.



Selon certains opérateurs, si le principe de garanties bancaires devait toutefois être accepté, il conviendrait de tenir compte de la situation financière des opérateurs en Belgique et du risque réellement couru par Belgacom (compensation entre factures réciproques). Suite à l'avis provisoire de l'IBPT, un opérateur propose que le système de paiement par défaut soit le "netting" (compensation entre factures réciproques) plutôt que le pré-paiement. Cet opérateur approuve l'idée d'un accord de compensation, mais conteste certaines des dispositions de la procédure prévue par Belgacom, arguant que ces dispositions devraient être discutées de manière bilatérale.

14.b. Un opérateur fait observer que les ratings Moody sur lesquels se base Belgacom reflètent la solvabilité à long terme des entreprises, alors qu'il s'agit ici d'évaluer la capacité de payer à court terme des factures d'interconnexion. Or des ratings Moody existent également pour l'évaluation des dettes à court terme. Il convient cependant de tenir compte du fait que toutes les entreprises ne se voient pas attribuer un tel rating.

14.c. Plusieurs opérateurs souhaitent que les formes possibles de garanties soient élargies par rapport à ce qui est proposé par Belgacom. En particulier, un opérateur demande que soient examinées les propositions suivantes:

- Credit vetting and credit limits exist for new Operators, including an allowable growth profile below which no security will be required as long as payments are on time;
- Credit Vet Policy should apply to new Operators only (other than the profile monitoring activities for all Operators); three months' written notice of material changes to the credit vet policy;
- Restricting "new Operator" status to Operators signing up to interconnect agreements after 30 June 2002;
- Scope to reduce the contractual standard payment period for late payers on the basis of 2 material late payments in a 6 months period. Profile monitoring will also apply—and, where the growth is greater than provided for, a deposit/increased deposit may be requested;
- Following material non-payments in any two months during a rolling 12-month period, the provision of a deposit or alternative security may be required. Profile monitoring will also apply - and where the growth is greater than provided for, a deposit/increased deposit may be requested;
- Alternative security may include: a bank guarantee, a standby letter of credit, a parent company guarantee, other alternatives by prior agreement with Belgacom;
- As an alternative to a deposit/security, there is an advance payment option, involving weekly pre-payment of estimated usage for those services usually billed in arrears, with billing and payment of services charged in advance continuing as normal;
- In all cases, once applied, the proposed measures will continue until 12 consecutive months' payments are received in a timely manner;
- In all cases apart from the advance payment regime, a short period of grace will apply so that no additional penalty is incurred for erroneous oversights on marginally late payments for small amounts (other than Default Interest charges). Additionally, a materiality limit will apply in circumstances where deposit/security provisions apply; and
- The majority of the proposed measures will be reciprocal - other than in respect of the following exceptional situations in view of Belgacom's SMP status: (i) the credit vetting of new Operators; (ii) Belgacom restricting itself to cash "security" options (deposit, or prepayment option), whilst recognising that a wider range of options would be appropriate for other Operators; (iii) the payment of deposits into escrow accounts; (iv) the right to profile

monitor a defaulting Operator. Indeed, even if Belgacom can technically not be declared bankrupt, payment history shows several proven cases of late payment behaviour.

14.d. Un opérateur estime que les opérateurs qui pré-paierent leurs factures d'interconnexion devraient bénéficier d'une réduction de 2%.

#### *Observations de Belgacom*

Belgacom souligne qu'elle n'a pu obtenir de garantie financière de tous les opérateurs qui sont dans les conditions définies objectivement par le BRIO 2002. Belgacom réclame les moyens nécessaires afin de limiter son risque crédit sur le marché de l'interconnexion. Belgacom ajoute qu'elle est contrainte de contracter avec tous les opérateurs qui le demandent, indépendamment du risque financier.

Les solutions préférées de Belgacom sont la garantie bancaire ou le versement sur compte bloqué, faciles à mettre en œuvre opérationnellement tant pour Belgacom que pour les opérateurs. Belgacom envisage le prépaiement comme une solution de recours en cas de mauvaise volonté des opérateurs.

Belgacom n'estime pas justifié d'offrir une réduction de prix (taux d'escompte sur le pré-paiement) à des opérateurs dont la solvabilité est telle qu'elle ne leur permet pas de trouver de financement extérieur. Belgacom n'a en effet pas à rémunérer un paiement anticipé dans la mesure où elle encoure elle-même ses coûts au moment de la prestation du service qui correspond plus ou moins au moment du pré-paiement. Dans les cas de facturation et paiement après la prestation du service, Belgacom n'est pas rémunérée pour ce "préfinancement". Obliger Belgacom à rémunérer ce préfinancement reviendrait à l'obliger à supporter les coûts de financement des opérateurs les moins solvables. Belgacom estime de plus que le taux de 2% demandé par un opérateur est beaucoup trop haut. Tout au plus pourrait-on consentir à octroyer un escompte égal aux taux d'intérêts commerciaux accordés par les banques à Belgacom.

Dans les cas où, nonobstant les clauses du BRIO, Belgacom ne pourrait obtenir de garanties financières suffisantes, Belgacom estimerait raisonnable de ré-intégrer une provision pour créances douteuses dans les prix des services d'interconnexion rendus aux opérateurs en question.

Belgacom est prête à investiguer des alternatives au rating Moody's pour autant que ces alternatives soient fondées sur des données fiables et récentes. Belgacom suggère par exemple de s'en référer à un assureur-crédit.

Belgacom accepte également de considérer les dettes réciproques dont la connexité est certaine (dettes respectives relatives au trafic), comme constituant un facteur réduisant le risque financier encouru par Belgacom. Les modalités pratiques de recours à cette garantie, telles qu'envisagées par Belgacom sont les suivantes: en cas de non-paiement d'une facture par un opérateur nonobstant les rappels et mise en demeure dont l'IBPT aura reçu copie, Belgacom saisira le montant de la garantie comme paiement de la dette afin d'éviter la suspension des services d'interconnexion. L'opérateur devra reconstituer la garantie afin que celle-ci couvre toujours le risque financier réel supporté par Belgacom.

#### *Avis de l'Institut et motivation*

- a. Het Instituut herhaalt dat het voor Belgacom, gezien de actuele context van de markt, waaromtrent het Instituut via verschillende kanalen signalen ontvangt, gerechtvaardigd is zich te beschermen tegen het risico van niet-betaling.

- b. De vraag van sommige OLO's naar het vastleggen van objectieve en verifieerbare maatstaven die aanduiden in welke situatie bijkomende financiële garanties nodig zijn wordt reeds gedeeltelijk ondervangen door het voorstel van Belgacom. Indien een operator een rating behaalt gelijk aan of hoger dan Ba2, dan is deze operator immers niet verplicht een financiële waarborg te verlenen. L'IBPT estime également que le comportement passé des parties est un élément objectif à prendre en compte pour déterminer la nécessité d'une garantie financière. Un OLO qui paie régulièrement ses factures pendant une période assez longue doit être considéré comme n'engendrant plus de risque particulier de non paiement. L'IBPT demande qu'un OLO pour lequel aucun retard de paiement n'a été enregistré pendant une période de 12 mois soit, sauf circonstances exceptionnelles à justifier par Belgacom, exonéré de l'obligation de fournir une garantie financière.
- c. En ce qui concerne le rating à appliquer, l'Institut estime qu'il existe sur le marché d'autres formules de ratings que Moody's qui peuvent être appliquées (Standard & Poors,...). Cependant, il n'appartient pas à l'IBPT de déterminer a priori si l'un de ces ratings est préférable aux autres. L'IBPT accepte que le rating long term Moody's soit pris comme référence de base dans le BRIO, pour autant qu'il soit précisé qu'il est possible, lorsque les circonstances le justifient, de remplacer le rating Moody's à long terme par un autre rating plus approprié. Pour être considéré comme justifié et adapté, cet autre rating doit être généralement accepté dans le monde des affaires et doit notamment être basé sur des informations récentes. En ce qui concerne Moody's, le choix du rating long term plutôt que short term se justifie du fait que davantage de sociétés se voient attribuer un rating à long terme et également du fait que l'échelle long term est plus détaillée (21 paliers contre 4 à l'échelle court terme).
- d. Dit gezegd zijnde, moet Belgacom alleen haar werkelijke risico van niet-betaling laten dekken door de financiële garanties. A cet égard l'Institut prend acte de l'engagement de Belgacom en vertu duquel "*Belgacom accepte également de considérer les dettes réciproques dont la connexité est certaine (dettes respectives relatives au trafic) comme constituant un facteur réduisant le risque financier encouru par Belgacom. Belgacom accepterait donc d'envisager de limiter sa requête de garantie financière au solde dû par l'opérateur après déduction des sommes dues par Belgacom pour le trafic terminé sur le réseau de ce dernier. Le montant auquel s'élève ce solde serait revu tous les trimestres en fonction du trafic échangé.*" Belgacom dient dus de compensatie van wederzijdse connexe schuldvorderingen met betrekking tot het verkeer (collecting en terminating) te voorzien als een stap voorafgaand aan het bepalen van de omvang van een eventuele financiële garantie (zonder dat er daarbij sprake kan zijn van een factor 2 of enige andere factor in het voordeel van Belgacom). Om dit systeem te kunnen doen functioneren is het noodzakelijk dat Belgacom en de OLO een nettingovereenkomst sluiten <sup>6</sup>. Annex 5.2 kan dienen als een basisdocument voor het voeren van onderhandelingen met betrekking tot deze overeenkomst, op voorwaarde dat Belgacom de volgende aanpassingen van principiële aard aan het document aanbrengt:
- Puten 4 en 5 bilateraal maken, zodat zij niet alleen van toepassing kunnen zijn ten voordele van Belgacom, maar ook ten voordele van de OLO;
  - Punt 6 herschrijven in het licht van haar werkelijke bedoeling, waartoe Belgacom zich bereid verklaarde op de vergadering van 03/10/2002. De huidige versie van punt 6 zou

---

<sup>6</sup> Het is dus niet zo dat de wederzijdse schuldvorderingen in het kader van het systeem uitgewerkt onder hoofdstuk 14 van het voorstel van BRIO 2003 van rechtswege uit kracht van de wet gecompenseerd worden, zoals Belgacom op verschillende vergaderingen naar voren schoof. Artikel 1291 van het Burgerlijk Wetboek voorziet immers dat de (wettelijke) schuldvergelijking alleen plaats heeft tussen twee schulden die ... (o.m.) "vaststaande en opeisbaar" zijn. Welnu, in een systeem waarin de omvang van de wederzijdse schuldvorderingen geschat wordt vooraleer het verkeer effectief uitgewisseld wordt, is er per definitie geen sprake van vaststaande en opeisbare schuldvorderingen.

immers kunnen gelezen worden als een bepaling die de afgesproken nettingprocedure van haar voorwerp ontdoet, terwijl het klaarblijkelijk de bedoeling was om te bepalen dat, indien er om één of andere reden geen netting heeft plaatsgevonden, zulks niet wil zeggen dat de gehoudenheid tot het betalen van de facturen wegvalt.

Het Instituut is van oordeel dat het haar in het kader van de analyse van het huidige hoofdstuk 14 niet toekomt om in detail over alle uitvoeringsmodaliteiten van annex 5.2 een oordeel te vellen, zoals gevraagd wordt door sommige OLO's. Kwesties, zoals het gebruik van usage reports en het vaststellen van de timers in de nettingprocedure, moeten in eerste instantie geval per geval tussen Belgacom en de OLO onderling geregeld worden.

- e. Indien er betreffende een OLO geen ratings beschikbaar zijn, kan de analyse of en in welke mate er een financiële garantie moet verschaft worden, op vraag van één van de partijen, overgelaten worden aan een in onderling overleg gekozen kredietverzekeraar.
- f. De argumentatie van Belgacom aangaande het principe van het toestaan van de korting ontkracht de opmerking van het Instituut omtrent het bestaan van een discriminatie tussen de OLO die gekozen heeft voor bijvoorbeeld een depot op een bankrekening (met voor Belgacom ontvangst van de betaling op T1 (factuurdatum + 30 dagen, hetgeen in het handelsrecht de algemene regel uitmaakt betreffende de betaling van facturen en thans als dusdanig bevestigd wordt in artikel 4 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties) en de OLO die geopteerd heeft voor een vooruitbetaling (met voor Belgacom ontvangst van de betaling op T0) niet. Er dient dus een korting toegestaan te worden aan de OLO die kiest voor het systeem van de vooruitbetaling.
- g. Met betrekking tot de hoogte van de korting weerhoudt het Instituut drie oplossingen, die Belgacom kan implementeren:
  - 1. Ofwel de vooruitbetaling verrichten op een specifieke bankrekening, waarvan de interesten toekomen aan de OLO na het regelen van de eindfactuur en waarvan de hoofdsom (op hetzelfde ogenblik) toekomt aan Belgacom.
  - 2. Ofwel de korting per maand vastleggen op het percentage dat Belgacom in toepassing van artikel 5 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties kan vragen van de OLO.
  - 3. Ou bien appliquer un taux de ristourne égal à la rémunération d'un compte à terme pour un placement d'une durée égale au nombre de jours entre la date de pré-paiement et celle de post-paiement.

L'IBPT précise que Belgacom n'est pas autorisée à réclamer des frais supplémentaires en cas de pré-paiement, le coût total de la facturation de l'interconnexion étant entièrement réparti sur l'ensemble des services d'interconnexion.

- h. Met betrekking tot de tekst van Hoofdstuk 14 moet het toepassingsgebied *rationae materiae* van elk van de mogelijke financiële garanties gelijk zijn. In het oorspronkelijke voorstel van Belgacom is er wat dat betreft een discrepantie tussen het toepassingsgebied van de passage betreffende de bankgarantie en het toepassingsgebied van de passages betreffende de vooruitbetaling en het depot op een Escrow account.

Daarnaast moet er een consequente scheiding doorgevoerd worden tussen de diensten, waarvoor Belgacom een financiële garantie eist, en de diensten, waarvoor Belgacom een provisie voor dubieuze schuldvorderingen integreert in haar tarieven. Het Instituut aanvaardt niet dat Belgacom alsnog een provisie toepast ten aanzien van operatoren die niettegenstaande de clausules van de BRIO geen voldoende financiële garanties zouden verschaffen. Dit zou erop neerkomen dat er twee BRIO-tarieven zouden bestaan, hetgeen totaal uit den boze is.

Bovendien kan Belgacom andere middelen aanwenden om vanwege de OLO de nodige financiële garanties te krijgen.

- i. Belgacom heeft, zonder het Instituut daarop attent te maken, de aanhef van Hoofdstuk 14, die in haar eerste voorstel van BRIO 2003 en in definitief goedgekeurde BRIO 2002 luidde : « *In order to guarantee the payment by the Operator of the prices due for Interconnect and Special Access Services provided by Belgacom* » veranderd in « *In order to ensure the reasonable nature of the Interconnect and Special Access Services provided by Belgacom* ». Belgacom moet deze passage terug in haar oorspronkelijke toestand herstellen of herschrijven op een manier waarbij Belgacom niet naar voren komt als de instantie die beoordeelt of een verzoek tot interconnectie redelijk is (aangezien deze instantie in België het Instituut of de Kamer voor Interconnectie is) en waarin deze passage niet aangegrepen kan worden als een reden om quasi-automatisch over te gaan tot de opschorting van de interconnectie-overeenkomst.

Om deze redenen moet ook de passage "*the further provision of Interconnection services to the Operator shall be considered as being not reasonable*" in de laatste alinea van Hoofdstuk 14 weggelaten of grondig herschreven worden.

- j. Eveneens aangaande deze laatste alinea dient Belgacom de volgende zaken aan te passen:
  1. Herschrijven van de passage "*and notwithstanding anything to the contrary in the Interconnection Agreement*". In een vergadering van 21/08/2002 in de lokalen van het Instituut heeft Belgacom verklaard dat deze passage tot doel had om contractueel afgesproken sancties in nieuwe contracten en van de BRIO verschillende sancties die minder ver gaan in oude contracten te vrijwaren van de toepassing van de laatste alinea van Hoofdstuk 14. Het Instituut doet echter opmerken dat de huidige formulering zou kunnen gelezen worden als een machtiging voor Belgacom om sancties op te leggen die verder gaan dan wat de BRIO toestaat, hetgeen niet de bedoeling kan en mag zijn. Belgacom wordt dan ook gevraagd deze passage nauwer te doen aansluiten bij haar uitgedrukte bedoeling omtent deze passage.  
  
Deze opmerking geldt eveneens ten aanzien van punt 9 van annex 5.1.
  2. Omzetten van het engagement van Belgacom dat "*en cas de non-paiement d'une facture nonobstant les rappels et mise en demeure dont l'IBPT aura reçu copie, Belgacom saisira le montant de la garantie comme paiement de la dette afin d'éviter la suspension des services d'interconnection*".
  3. Het voorzien van de goedkeuring van elke contractuele sanctie door het Instituut, vooraleer deze kan toegepast worden (zie ook hoofdstuk 15).
- k. Une proposition de procédure à suivre pour les situations de non paiement pouvant mener à une rupture d'un contrat d'interconnexion, visée dans le point 14a-c de l'avis provisoire, doit être soumise à l'Institut pour le 31/12/2002.

## **15 SUSPENSION OF INTERCONNECTION AND SPECIAL ACCESS SERVICES**

*Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

15.a. Belgacom se réserve le droit de suspendre la fourniture de services d'interconnexion en cas de non paiement des factures d'interconnexion. Tout en comprenant les préoccupations de Belgacom, plusieurs opérateurs rejettent ce nouveau chapitre, indiquant notamment que les questions de non paiement de factures doivent être réglés par application des clauses contractuelles qui ont été

négociées ou des règles de droit commercial et non par décision unilatérale de Belgacom. Selon eux, ces dispositions relèvent typiquement de clauses contractuelles.

De plus, selon ces opérateurs, Belgacom ne prévoit pas le cas où il existerait une contestation des montants facturés. Aucune mention ne prévoit le paiement éventuel d'un montant minimum. Enfin, le blocage du trafic est considéré comme une mesure disproportionnée et qui a des résultats désastreux sur le plan commercial pour l'opérateur concerné. Cette mesure devrait donc être appliquée uniquement si l'opérateur ne paie pas du tout sa facture. Les opérateurs suggèrent qu'il soit fait référence à un montant minimum à payer (pour éviter la suspension).

#### *Observations de Belgacom*

Belgacom précise que la possibilité pour Belgacom de mettre fin au contrat d'interconnexion en cas de non paiement par l'Opérateur de ses factures d'interconnexion constitue une des conditions essentielles de l'offre d'interconnexion de Belgacom, en raison du risque financier supporté. La procédure proposée ne constitue pas une décision unilatérale mais bien uniquement la description d'une des conditions dans lesquelles Belgacom est en mesure d'offrir l'interconnexion.

L'introduction de cette section dans le BRIO garantit au marché le respect du principe de non discrimination étant entendu que, sous peine de discriminer les nouveaux entrants, la procédure devra prévaloir sur les contrats existants et qui contiendraient des dispositions différentes.

Belgacom rappelle que la procédure telle qu'elle est aujourd'hui proposée a expressément été approuvée par l'IBPT dans le cadre de son avis sur le BRIO 2002 (voir pages 39-40). Il va bien entendu de soi que Belgacom entend appliquer cette procédure dans le respect du principe d'exécution de bonne foi des conventions et qu'il ne saurait notamment être question de suspendre l'interconnexion en cas de non paiement de factures contestées. Afin d'éviter tout malentendu sur ce point, Belgacom propose d'insérer cette précision.

Belgacom ne peut admettre que soit prévu le paiement d'un montant minimum en dessous duquel l'interconnexion ne pourrait être suspendue. En application du principe d'exception d'inexécution, Belgacom doit être en mesure de pouvoir suspendre l'interconnexion même en cas de paiement partiel sous peine d'être contrainte de devoir financer les opérateurs à son détriment.

En ce qui concerne l'intervention de l'IBPT, Belgacom propose d'aviser l'IBPT à l'avance mais ne peut accepter le principe d'une autorisation systématique préalable, qui serait contraire aux principes du droit des contrats. Le contrôle sera exercé le cas échéant à posteriori par les cours et tribunaux.

En conclusion, Belgacom propose les modifications suivantes :

“In the event that the Operator fails to pay any outstanding and non disputed invoice for any amount due for Interconnect and special access services .... A copy of the Notice of suspension shall also be sent at the same time to BIPT.”

#### *Avis de l'Institut et motivation*

15.a. Het BIPT is het eens met de opmerkingen van de operatoren. Bovendien moet opgemerkt worden dat Belgacom zich het recht voorbehoudt om de interconnectie te schorsen "in the event that the Operator fails to pay any outstanding invoice for any amount due for Interconnect (etc)". Deze clause houdt geen rekening met geprotesteerde facturen, met vergissingen bij de facturatie, met juridische betwistingen e.d.m. en creëert een situatie waarbij Belgacom kan overgaan tot het de facto onderbreken van de interconnectiedienstverlening omwille van de loutere reden van een niet-

tijdige betaling van een factuur, ongeacht de reden waarom de betreffende factuur niet (tijdig) werd betaald, en ongeacht het bedrag van de factuur. Een dergelijke clause is onaanvaardbaar in een referentieaanbod : het onderbreken van de interconnectiedienst, de facto het afkoppelen van minstens een gedeelte van het cliënteel en/of een onderbreking van minstens een gedeelte van de dienstverlening voor een bepaalde termijn, is bijzonder ernstig en kan derhalve enkel gebeuren (1) in zeer precies afgelijnde gevallen en (2) na toestemming van het Instituut.

1. Het BIPT neemt nota van Belgacom's instemming met de opmerking dat in geval van geprotesteerde facturen een schorsing van de interconnectiedienst niet aanvaardbaar is. Hierbij moet evenwel worden opgemerkt dat er ook andere omstandigheden dan geprotesteerde facturen denkbaar zijn waarbij een schorsing van de interconnectiedienst niet als proportioneel of als redelijk kan worden beschouwd. Om die reden, alsook om willekeur en discriminatie tegen te gaan, is het voor het Instituut noodzakelijk dat Belgacom precieze criteria opstelt die aanvaardbaar zijn voor het Instituut, en die Belgacom toelaten om, na toestemming van het Instituut, over te gaan tot een schorsing van de interconnectie. De door Belgacom opgestelde criteria houden minstens rekening met het aantal onbetaalde facturen en hun betreffende bedragen, de redenen waarom de facturen niet werden voldaan, de betaling (of niet) door de betreffende operator van andere interconnectiediensten en zo voort, zodat op een transparante en proportionele manier rekening wordt gehouden met enerzijds een beperking van de door Belgacom gedragen financiële risico's en anderzijds de belangen van de alternatieve operator voor wie een schorsing een bijzonder zware maatregel is.
2. De voorafgaande toestemming van het Instituut is noodzakelijk vanuit het oogpunt van de alternatieve operator die zich in een situatie bevindt waarin de door hem bekomen interconnectiediensten van het allergrootste belang zijn, terwijl, aan de andere kant, Belgacom in se geen belang heeft bij het verlenen van interconnectiediensten die er op gericht zijn om concurrentie met Belgacom mogelijk te maken. Terzelfdertijd verhindert een voorafgaande toestemming van het Instituut dat Belgacom onnodig zou overgaan tot een schorsing van de betreffende interconnectiediensten. Het argument van Belgacom als zou de controle op de schorsing a posteriori door de rechtbanken gebeuren, houdt geen rekening met het feit dat, indien de rechtbank in een concreet geval zou beslissen dat de schorsing niet nodig was geweest, de opgelopen schade voor de alternatieve operator waarschijnlijk reeds onherstelbaar zal zijn en dat een controle a priori op de schorsingsbeslissing derhalve noodzakelijk is.

## 16 LIABILITY OF BELGACOM

### *Observations de l'IBPT et/ou résultant de la consultation publique*

16.a. L'IBPT est d'avis que la question de la responsabilité des parties doit être traitée en cohérence avec ce qui est prévu dans le cadre d'autres offres de référence (BRUO, BROBA). Om redenen van billijkheid, gelet op de ongelijke verhouding van Belgacom t.a.v. de marktpartijen die interconnectieakkoorden in het kader van BRIO afsluiten, moeten de bepalingen inzake de aansprakelijkheid van de partijen worden herzien: een eenzijdige beperking van de aansprakelijkheid in hoofde van Belgacom is van dien aard dat het de bestaande ongelijkheid op de markt in stand houdt en zelfs vergroot. Het Instituut is van oordeel dat de in punt 16 opgenomen rechten en plichten behouden kunnen blijven, maar dat deze aan beide contractspartijen moeten toekomen. Daarom moeten de clausules inzake de aansprakelijkheid op de volgende manier herzien worden :

Liability of *The Parties*

a) Taking into account the nature of the activities covered by the Interconnect Agreement, the risks and potential profits associated with these activities, **each Party** shall limit its liability **towards the other** (including **its** employees) and contractor(s) as follows :

if such liability results from any personal injury or death incurred as a direct result of the non-performance of the **relevant Party's** obligations under the Interconnect Agreement, then such liability shall be only subject to the limitation provided in section b) below.

- ? if such liability results from any conduct attributable to **the relevant Party**, which is, under Belgian law, characterized as being gross negligence (faute lourde - zware fout) or intentional negligence (dol - bedrog), then such liability shall be subject to no limitation, except as provided by law;
- ? If such liability results from any material damage, other than those referred to above, arising out of or in any way connected with the performance **by the relevant Party** of the Interconnect Agreement or the breach of **this Party's** obligations under the Interconnect Agreement, then the total amount which can be recovered from **this Party** for any acts or omissions in any twelve (12) months period during the term of Interconnect Agreement shall, in no event, exceed an aggregate amount equal to 1,239,467.62 EUR (one million two hundred thirty nine thousand four hundred sixty seven euro and sixty two eurocent), subject to the limitation provided in section b) below.

b) **Neither Party** shall be liable for indirect damages (pure and consequential), including without limitation loss of profit, loss of revenue, loss of data, loss of use, loss of savings, loss of goodwill, interruption of business or claim by third parties.

c) Belgacom will be responsible for any claim for damages or penalties issued by Belgacom's retail customers as a result of the performance, or non-performance, of Services under the Interconnect Agreement. In addition, Belgacom will indemnify the Operator against any claim for damages or penalties issued by such retail customers and directed against the Operator in connection with the Services under the Interconnect Agreement. On the other hand, Belgacom will not be responsible for any claim for damages or penalties issued by Operator's retail customers as a result of the performance, or non-performance of Services under the Interconnect Agreement. In addition, the Operator will indemnify Belgacom against any claim for damages or penalties issued by such retail customers and directed against Belgacom in connection with the Services under the Interconnect Agreement.

#### *Observations de Belgacom*

16.a. Ce chapitre a été initialement rédigé de manière "unilatérale" pour la simple raison que le but de l'offre de référence n'est pas de reprendre toutes les clauses contractuelles du contrat mais uniquement de préciser les conditions qui constituent l'offre d'interconnexion de Belgacom. Ceci étant, Belgacom n'a pas d'objection à reprendre dans le BRIO la clause telle que "bilatéralisée".

#### *Avis de l'Institut et motivation*

16.a. L'IBPT prend note de l'accord de Belgacom pour modifier le chapitre 16 dans le sens demandé ci-dessus par l'Institut.



## **17 PRICING FOR BELGACOM INTERCONNECT SERVICES**

En raison d'analyses en cours, l'avis de l'IBPT est momentanément limité aux aspects qualitatifs de l'offre de référence. Une décision sur les aspects tarifaires du BRIO interviendra dans les prochains jours.

## **18 LIST OF AREA ACCESS POINTS AND TELEPHONE ZONES**

18.a. L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

## **19 PRACTICAL INFORMATION**

19.a. Dans un but de transparence, l'IBPT souhaite que cette section soit complétée en mentionnant que le BRIO et d'autres documents pertinents en matière d'interconnexion sont accessibles via Internet, le cas échéant moyennant l'obtention d'un mot de passe.

19.b. Il convient également que Belgacom précise quels sont les documents qui sont disponibles contre paiement et à quel prix.

## **B. PLANNING & OPERATIONS DOCUMENT**

La "note" introduite par Belgacom comme introduction au document "Planning and Operations" est obsolète compte tenu du point 1.1.a. du présent avis et doit donc être supprimée par Belgacom dans le document définitif.

### **1 REFERENCES**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **2 ACRONYMS**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **3 SCOPE**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **4 RESPONSIBILITIES**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **5 EXCHANGE OF INFORMATION**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **6 TRANSMISSION FACILITIES**

Au point 6, dans le texte précédant le point 6.1., le dernier paragraphe a été supprimé dans le texte proposé par Belgacom pour le P&O 2003, en comparaison avec le texte 2002. Ce passage avait été inséré dans le P&O 2002 suite à l'avis de l'IBPT. Par conséquent, ce texte est à réintégrer dans le P&O 2003, vu que Belgacom n'a présenté aucune motivation pour cette suppression.

Au point 6.1., le texte du second paragraphe a été supprimé dans le texte proposé par Belgacom pour le P&O 2003, en comparaison avec le texte 2002. Ce passage avait été inséré dans le P&O 2002 suite à l'avis de l'IBPT. Par conséquent, ce texte est à réintégrer dans le P&O 2003, vu que Belgacom n'a présenté aucune motivation pour cette proposition de suppression.

### **7 CHOICE OF ACCESS POINTS**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

## **8 TESTING**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

## **9 FORECASTING AND ORDERING**

Au point 9.5, au paragraphe 5, après "SP 001", il y a lieu d'ajouter "adapted according the changes imposed on BRIO 2003 proposal of Belgacom by the BIPT's opinion about that BRIO 2003 proposal". En effet, il y a lieu de préciser que ce SP doit être conforme à l'Avis BRIO 2003 de l'IBPT.

## **10 DIFFERENCES BETWEEN SUCCESSIVE FORECASTS AND ORDERED CAPACITY**

L'entièreté du texte est à supprimer et à remplacer par ce qui suit: "It it appears that specific investments have been made by one of the Parties in reply to the needs described by the other Party, the first Party will in certain cases be entitled to claim from the second Party the payment of the total or a part of the said investments (including, in particular, any expenses incurred for installation activities.)".

En effet, ce principe est conforme à une approche "orientation sur les coûts", alors que le texte proposé par Belgacom repose sur une approche trop forfaitaire pour démontrer cette orientation sur les coûts. De plus, il convient de préciser que Belgacom doit veiller à pouvoir, dans la mesure du possible, réutiliser une capacité en surplus, et doit veiller à ne pas la facturer deux fois dans le contexte d'une "orientation sur les coûts" aveugle quant à une réutilisation ou une utilisation future.

## **11 FIRM ORDER AMENDMENT**

Entre le point 11.1. et le point 11.1.1, le texte suivant doit être inséré : "In case of a capacity decrease, a compensation may be charged by the requested party based on the work already performed in operationnal reality, and with a maximum fixed below."

En effet, ceci est compatible avec un notion rigoureuse d'orientation sur les coûts.

Au points 11.1.1. (aux deux bullets) et au point 11.1.2., entre les mots "may charge" et "a compensation", il y a lieu d'insérer les mots "as a maximum".

Cette insertion est opportune au vu du texte cité ci-dessus pour être inséré entre le point 11.1. et le point 11.1.1.

## **12 MODIFICATION OF AN EXISTING INTERCONNECTION**

Au point 12.1.1., il y a lieu de modifier la seconde phrase en ce sens "There will be a refund ...".

En effet, dans la mesure où la notification a été faite dans les délais, il n'y a pas lieu de faire payer pour un service qui n'est plus rendu.

Au point 12.1.1., il y a lieu de modifier la dernière phrase du premier paragraphe en "..... this a compensation will be increased applied by the part ..."

En effet, dans ce cas, une compensation est justifiée.

Au point 12.1.2.1, la dernière phrase du troisième paragraphe, ajoutée par Belgacom par rapport à la version P&O 2002, sans motivation, doit être supprimée. Elle est contradictoire avec la dernière phrase du premier paragraphe.

### **13 LEAD TIMES FOR PROVISIONING**

Suite à la renégociation de certains contrats de fourniture de matériel, Belgacom estime qu'elle ne sera pas en mesure de garantir les délais de fourniture repris dans la proposition de BRIO2003. Par conséquent, Belgacom a proposé que soit inscrite dans le P&O une réserve quant aux délais de fourniture en attendant la publication d'un addendum complet.

L'IBPT accepte l'insertion de cette réserve au point 13.1, modifiée comme suit: *"The lead times indicated below only apply in case the switching equipment needed for the provision of the requested Capacity is available at Belgacom. These cannot be guaranteed in case Belgacom needs to order new switching equipment to its suppliers as some of these suppliers could have longer lead times for delivery. Belgacom will do its best effort to minimize this problem. Those lead times for the switching equipment will be subject to more precisions during 2003.*

### **14 ROUTING PRINCIPLES**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **15 SIGNALLING**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **16 PERFORMANCE STANDARDS**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **17 OPERATIONS**

L'IBPT n'a pas de commentaires à formuler.

### **18. - 22. APPENDICES P&O DOCUMENT**

L'appendix 3a est à supprimer et à retirer du document P&O 2003, car il fait double emploi avec un document utilisé dans le cadre général du Colocation Agreement.

# C PROCEDURE FOR CPS ACTIVATION

Cette partie de l'avis est construite autour des commentaires émis par la Plate-forme des opérateurs. Ces commentaires, ainsi que les réactions de Belgacom, sont intégrés dans le texte de la proposition de Belgacom. Les positions définitives de l'IBPT sont identifiées par des encadrés. D'autres aspects concernant le Carrier Pre-Select sont abordés au chapitre 4.

The Platform used following indications :

- In green underlined (green) the text the members of the Platform wish to insert in the submitted draft proposal.
- In black double strikethrough (~~double strikethrough~~) the text that we propose to drop.
- ✍ In green italics and bold (**green**) the motivation for the important modifications proposed by the Platform on the provisions on CPS within the BRIO draft proposal 2003.

## DEFINITION

(...)

SLA: Service Level Agreement

Slamming: The change of a telecommunication service or a number to another telecommunications provider without awareness and consent of the customer.

Special Access Services: Special Access Services described in the present BRIO

(...)

✍  
**It is very important for the Platform to see the principle of 'slamming' inserted in the BRIO. Therefore we propose to include the definition of 'slamming' in the definition summary. This definition protects the end-user customer and guarantees that nothing regarding its CPS-configurations can change, without a written consent given by the end-user customer himself.**

*reactie BIPT:*

Het BIPT denkt dat bovenstaande definitie beter dient aan te sluiten aan de specifieke carrier preselect context. Uit de vergadering van 17 september jl. begrijpt het Instituut dat alle partijen akkoord gaan om slamming te definiëren als een activering of deactivering van een carrier preselect zonder uitdrukkelijke voorafgaande toestemming van de eindgebruiker.

*Reactie BELGACOM*

Belgacom is van mening dat slamming een oneerlijke handelspraktijk is en moet worden vastgesteld door de handelsrechtbank.

*Reactie Platform*

Het Platform blijft van mening dat slamming kan worden beschouwd als een interconnectie geschil waarvoor ofwel het BIPT ofwel de kamer voor Interconnectie bevoegd is.

*Advies BIPT*

Zie hoofdstuk 4.

## COLLECTING ACCESS SERVICES<sup>7</sup>

### GENERAL

(...)

Belgacom will not request a compensation from its end-users for Calls conveyed to an Operator's Network by means of a Collecting Access Service as defined in the present §0. The Operator to which the Calls have been conveyed will be invoiced by Belgacom for the Collecting Access Service used, independently from the customer category of the calling end-user. ~~This does not exclude the right of Belgacom to charge a usage fee to end-users which have the benefit of special tariff plans. Such usage fee can also be applied to CS/CPS Calls, except for CS/CPS Calls to Freephone numbers.~~

*It is against the very nature of CS and CPS services to charge a duration fee for calls not processed by Belgacom. Costs for access lines should be covered by subscription fees and not by duration charges. The more, this causes confusion towards end users.*

Advies BIPT

Sur ce point, l'IBPT renvoie à ses commentaires figurant au chapitre 5.

### COLLECTING ACCESS SERVICES TO BASIC TELEPHONY SERVICES OFFERED BY THE OPERATOR.

(...)

#### *Carrier Pre-Selection (CPS)*

An Operator which intends to offer services to Belgacom end-users by means of CPS, has to request Belgacom to provide that possibility as from a given date, in order to allow Belgacom to plan and to carry out the necessary testing. Belgacom will charge the Operator concerned with a CPS bringing into service one-time fee indicated in §17.3.1. for the adaptation of the Belgacom infrastructure in order to enable the CPS functionality.

The provision of Carrier Pre-Selection to a particular Operator will take place in accordance with the SLA included in this BRIO as Annex 5 and in accordance with the Operational procedures published on the Belgacom website.

A Belgacom end-user wishing to make use of Carrier Pre-Selection will contact the Operator which he has chosen for that purpose. The Operator concerned will request Belgacom to activate the Pre-Selection with respect to that Operator on the end-user's line. Belgacom will not accept a request for activation directly coming from the end-user concerned. The end-user can only select one Operator per line for CPS purposes.

Before transmitting to Belgacom a request to activate the CPS on a particular end-user's line, the Operator should obtain from the end-user concerned a signed letter of authority of which ~~the~~ a template is included in Annex 3. In this letter the end-user certifies in particular that he is the subscriber to the line on which he authorises Belgacom to activate the CPS towards the Operator

---

<sup>7</sup> This Chapter 0 describes the way in which Belgacom will offer the various Collecting Access Services in accordance with the information contained in version 8 of the "Notes Explicatives" concerning numbering issued on 01/05/02. If it appears that the Belgacom offer for Collecting Access Services would no longer be in line with a future version of the "Notes explicatives", Belgacom will, where appropriate, adapt the terms and conditions of its offer accordingly. These modified terms and conditions would be submitted to BIPT for approval.

concerned. Whenever this is reasonably justified on the basis of a complaint of the end user ~~the relevant circumstances~~, Belgacom has the possibility to request the Operator to produce the written proof of a letter of authority signed by the end-user with regard to CPS. As described hereafter, this proof can be provided by fax. If the Operator is not able to provide a copy of the signed document after 3 Working Days following Belgacom's request, Belgacom reserves the right to take any regulatory and/or judicial action against the Operator. The possibility for Belgacom to request a Letter of Authority from an Operator related to a particular line is limited to a period of 6 months starting from the date of activation of the CPS related to that Operator on the line concerned.

*The template provided in BRIO is only guideline, Operators are free to choose own lay-out, as long as the meaning of the text is unambiguous, and the layout is easily readable.*

*"The relevant circumstances" is too vague as a reason for providing the Letter of Authority. The only reason of existence of the Letter of Authority is the protection of the end-user customer. It is therefore logical to limit the reasons to provide mandatory the Letter of Authority to Belgacom to only cases of complaint of the end-user customer. This is an objective criterion, which can be observed by a Third Party.*

*Furthermore, the BRIO must foresee the possibility to prove the existence of a valid Letter of Authority with a fax. Only if doubts arise an original can be requested taking into account a minimum time period of 5 working days. A longer period of time to produce an original Letter of Authority is justified, because of the archiving policies some operators use. Some operators may choose to store the copies electronically, which makes them more rapidly available, whilst keeping the originals in an off-site safe.*

*reactie BIPT:*

Het Instituut is van oordeel dat behalve de layout, zolang deze leefbaar en ondubbelzinnig is, de inhoud van de in deze BRIO opgenomen LoA integraal moet worden gerespecteerd. Gezien de inhoud van de LoA is gewijzigd (vb: datum van ondertekening moet worden toegevoegd) en rekening houdend met de vereiste tijd om de LoA op de markt te verspreiden via bijvoorbeeld het kanaal van wederverkopers denkt het BIPT dat het aangewezen is om het gebruik van deze nieuwe LoA verplicht te maken ten laatste op 1 maart 2003.

Het Instituut wenst in de procedure een bepaling in te schrijven, waarbij op gemotiveerde vraag van een operator (via e-mail), ingeval een vermoeden bestaat dat er geen of geen correcte LoA kan worden voorgelegd voor een specifieke aanvraag, het Instituut rechtstreeks bij de operator of onrechtstreeks via Belgacom de LoA kan opvragen. In voorkomend wordt de procedure voor activering van de betrokken CPS voor onbepaalde tijd opgeschort. Ook is de SLA niet meer van toepassing voor deze specifieke aanvraag. Indien het onderzoek van het BIPT uitwijst dat de regels opgenomen in BRIO niet werden gerespecteerd dan wordt de aanvraag geannuleerd. In het tegengestelde geval wordt de procedure opnieuw gestart. Het BIPT vraagt aan alle operatoren om dit principe verder in detail in een procedure uit te werken.

*Advies BIPT*

Het BIPT behoudt haar hierboven vermelde positie waarbij "In voorkomend wordt de procedure voor activering van de betrokken CPS voor onbepaalde tijd opgeschort. Ook is de SLA niet meer van toepassing voor deze specifieke aanvraag. Indien het onderzoek van het BIPT uitwijst dat de regels opgenomen in BRIO niet werden gerespecteerd dan wordt de aanvraag geannuleerd. In het tegengestelde geval wordt de procedure opnieuw gestart." wordt geschrapt. Met deze laatste bepaling wordt tegemoet gekomen aan de verzuchtingen van het Platform.

The authorisation given by the end user is not limited in time, within the boundaries set in the contract between the Operator and the end user.

In case of a deactivation, a new Letter of Authority is not necessary as long as the customer has not expressed his intention to revoke his authorisation. More specifically, when Belgacom deactivates CPS temporarily as described hereafter, this does not constitute a revocation of the authorisation to use CPS by the end user.

~~The validity period of the letter of authority is limited to a period of 30 calendar days as from the date of its signature which implies that the Operator is not allowed to introduce a request for activation of CPS after the validity period of the letter of authority on which the request is based. In addition, the letter of authority is not longer valid after a deactivation asked by the end user or after a deactivation caused by the occurrence of one of the eight reasons mentioned below. In case the Operator would reintroduce a new request after such deactivation, the Operator should be in possession of a new letter of authority signed by the end user.~~

*A time limit is not relevant. The authorisation only loses its validity in case the end-user customer revokes his consent which includes as well the case of another authorisation given by the end-user customer to activate a CPS service, this on a later date than the first authorisation.*

*Facts external to the explicit consent of the end-user customer can not lead to a definitive deactivation and can not require the renewal of the Letter of Authority, The Letter of Authority generates a specific contractual situation between the OLO who provides the CPS service and the end-user customer. It is not acceptable that this relation is impacted by reasons outside the awareness and/or consent of the end-user and OLO.*

When Belgacom receives a request from an Operator to activate Carrier Pre-Selection with respect to that Operator on a particular end-user's line, Belgacom will first check the validity of the request, and will verify whether CPS can be activated on the line concerned. Belgacom will inform the requesting Operator about the result of this check within 2 Working Days following the receipt of the activation request. CPS activation requests are not considered to be valid when they relate to end-user lines for which the subscription is cancelled before the implementation date of the CPS activation.

Requests related to the activation of CPS with respect to Complex Installations identified by DDI number series ~~are only considered as valid in case the CPS activation is requested for the complete DDI number series concerned.~~ will be treated as received: in case the customer wishes partial activation of its number series, Operator can send through a partial request for CPS activation. A partial activation will be considered as one complex activation for the purposes of billing and SLA.

*Partial activation of CPS must be possible as there is a clear demand on the market.*

- *Multiple end-users are connected to a same installation. It must be possible to install the CPS service for one end-user without impacting the others.*
- *It can be necessary to perform some tests before activating a whole range, so partial activation is needed also for testing purposes.*
- *Sometimes end-users wish to install an "advice of charge" on a specific CLI, Since this is in principle incompatible with CPS, also in that case, partial activation is needed.*

reactie BIPT:

Het Instituut wenst voor een verdere analyse van het probleem van de partiële activering van DDI-reeksen te beschikken over volgende informatie:

- Hoe groot is de reële marktvraag?
- Waarom kan hierop geen antwoord worden gegeven door de 'override' mogelijkheid met een CSC van een andere operator voor een specifieke deelreeks die behoort aan een eindgebruiker die geen



- gebruikt wenst te maken van de ingestelde carrier preselect?
- Waarom is vanuit technisch oogpunt de partiële activering van CPS niet mogelijk?

### *Platform*

Het Platform blijft van mening dat partiële activering van CPS mogelijk moet worden gemaakt.

### *Belgacom*

Belgacom heeft op de multilaterale vergadering van 10/10/02 de redenen uiteengezet waarom partiële activatie bij DDI-reeksen niet mogelijk is. Afgezien van de gevaren verbonden aan de lokale uitbating van de PABX wat het gebruik van de CLI betreft, laten de operationele IT systemen van Belgacom enkel toe om een PABX als één netwerkaansluiting te behandelen. Ook is het niet mogelijk om andere features zoals AoC, Call Forwarding, etc. partieel te activeren. Vermits geen enkele database info geeft over een partiële DDI-reeks, is het voor Belgacom ook niet mogelijk om repair en factuurklachten te behandelen op dit niveau. De kosten om hierin verandering te brengen zijn niet te verantwoorden gezien het feit dat vandaag alternatieven bestaan om aan de vraag van de OLO's te voldaan zoals de programmatiemogelijkheden in de PABX, call by call Carrier Select, hot key.

### *Advies BIPT*

Het BIPT kan enkel vaststellen dat het Platform op geen enkele concrete vraag heeft geantwoord. Het opleggen van de verplichting om partiële activeringen mogelijk te maken van CPS brengt buitensporige kosten met zich mee voor Belgacom waarbij er voor deze uitzonderlijke gevallen gelijkwaardige maar veel goedkopere alternatieven bestaan. Derhalve kan het BIPT op de vraag van het Platform niet ingaan.

**In case CPS can be offered, Belgacom will activate the Pre-selection within the time period indicated in the SLA for CPS included in Annex 5.**

As soon as the CPS is effectively installed, Belgacom will inform the Operator that the requested CPS is in service.

**All exchange of information between Belgacom and the Operator related to the CPS activation and to the evolution of its status is performed by means of a dedicated electronic communications interface under secured and encrypted format. Fax messages will only be allowed for letter of authority checks.**

The activation of an existing Carrier Pre-Selection can be cancelled definitively ~~for one of the following reasons:~~ only

- ? on request of the end-user requests Belgacom to deactivate the Pre-Selection,
- ? or in case of a request for CPS from another Operator,
- ? or in case of cancellation of the end user subscription with Belgacom <sup>see footnote</sup>.

*In these three cases, it is clear that the end-user has given his consent to cancel. Therefore the Platform wants to insist on limiting the reasons for definitive cancellation tot those three reasons.*

Due to technical constraints a temporary deactivation can be executed by Belgacom, but with respect of a well defined limit in time. Within this time limit, Belgacom must restore the CPS configuration. This kind of deactivation does not require a renewal of the Letter of Authority. Belgacom informs the concerned OLO in advance by means of a "Temporary deactivation Code" (TMCA0010, TMCA0020, TMCA0030). The OLO informs the concerned end-user customer about the expected outage.

Temporary deactivation can be executed in following situations, notifying the OLO by using the corresponding "Temporary Deactivation Codes":

- ? TMCA0010: Change of linetype: the end-user PSTN line is turned into an ISDN line, and vice versa.
- ? TMCA0020: DDI-series is modified
- ? TMCA0030: Active numbers on one installation if new numbers are added: implementation of new numbers may require a temporary deactivation of the existing numbers in order to activate CPS

The deactivation period can not exceed 15 minutes.

In any case, as long as the end-user has a valid contract with the operator, and as long as the end-user has not given its consent to change operator, Belgacom shall suppress retail invoicing of traffic on the customer line that should normally go via CPS. For the calls that happen during a temporary deactivation, Belgacom will issue the statement of the traffic to the Operator, so as to allow him to invoice the customer. In return, Belgacom may ask to be paid the relevant collecting charges for these calls.

- ~~? Belgacom receives a request for CPS activation from an Operator which is different than the one to which a CPS is currently activated<sup>8</sup>;~~
- ~~? the end-user subscription with Belgacom is cancelled<sup>9</sup> or has been declared void for whatever reason;~~
- ? the end-user PSTN line is turned into an ISDN line, and vice versa;
- ~~? the end-user moves to a customer category for which the access to CPS is not available as a result of a regulatory decision(see §0);~~
- ~~? the provision of Interconnect and Special Access Services to the Operator concerned has been terminated for whatever reason;~~
- ~~? the number of the telephone line is changed (e.g. in consequence of a move to another telephone line);~~
- ? the DDI-series is modified.

*Because of technical constraints, the Platform can understand that a temporary deactivation may be necessary. However, this must be limited and can be in no circumstances be interpreted as the approval from the end-user customer to change the existing CPS situation. It is therefore only logic that Belgacom restores the CPS configuration afterwards. In line with the customer's decision to select a certain operator for its traffic, only that operator shall invoice the customer for the calls that happened during the temporary deactivation of the CPS.*

reactie BIPT:

Het BIPT wenst dat het CPS- proces verder wordt verfijnd teneinde de desactiveringen van carrier preselects voor redenen waarvoor de eindgebruiker niet uitdrukkelijk zijn toestemming heeft gegeven, zoals onder andere bijvoorbeeld bij het veranderen van een PSTN-lijn in een ISDN-lijn, te vermijden of op te vangen op de meest gebruiksvriendelijke wijze zonder extra kosten voor de CPS-operator of klant.

Only when an end-user requests Belgacom to deactivate the CPS, he will be requested by Belgacom to sign an appropriate letter of authority. Belgacom will perform the deactivation of the CPS within two Working Days after the receipt of the request of the end-user. ~~After the deactivation has been~~ In order

---

~~8 Each subsequent request for CPS will be treated in the same way by Belgacom as the first request. If a subsequent request for CPS is received while a previous request for CPS is still being processed, that subsequent request will be disregarded. If Belgacom receives on a same day two requests for CPS coming from different Operators, they are both disregarded.~~

<sup>9</sup> The CPS activation is also cancelled when an end-user cancels his subscription and his line is taken over by another end-user which keeps the number of the previous end-user.

to guarantee transparency to all involved parties, Belgacom will notify, at the latest 1 working day before the deactivation will be performed, the Operator to which the CPS was activated, about the deactivation of the CPS requested by the end-user.

Equally, in the other cases of deactivation of the active CPS (e.g. when Belgacom has modified the active CPS pursuant to a request for a change of the CPS, or in case of Temporary Deactivation), Belgacom will also notify, for the same reasons of transparency for all involved parties, the Operator to which the CPS was activated, 1 working day in advance, that the CPS ~~has been~~ will be (temporarily) deactivated.

The notification message will specify

- ? whether the deactivation is temporary or definitive
- ? if the deactivation is temporary, the reason (PSTN <-> IDSN; change of number, or modification of DDI series)
- ? if the deactivation is definitive, the reason.

At any time before, during or up till six months after the deactivation, the Operator has the right to request the Letter of Authority from Belgacom. In case Belgacom cannot produce the Letter of Authority, this will constitute a case of Slamming as defined in this BRIO, which is penalised following the rules in the SLA. In this case, Belgacom will not proceed with the deactivation, or restore the CPS on the end-user line within 15 minutes.

It is the obligation of the Operator to inform in advance the end-users about the circumstances which engender a cancellation of the CPS as well as to inform them without delay about any deactivation of the CPS when such deactivation occurs, provided that Operator receives the deactivation code in time.

Belgacom will charge the Operator a one time line fee for CPS activation on the end-user's line as indicated in §17.3.2.. The same one-time line fee will be charged for each subsequent activation of CPS ~~requested by the same end-user~~, except in case of temporary deactivations by Belgacom as described above.

*To improve the transparency for all involved parties, the Platform proposes to insert a mechanism that assures the exchange of necessary information. The OLO must be informed in time of a request by the end-user customer to deactivate the existing CPS service. The OLO needs to be informed as well, 24 hours in advance, of the existence of technical constraints that will cause a temporary deactivation of the CPS service of a certain end-user customer. Similar as Belgacom, the OLO has the right to request proof of the new wish of the customer, by asking Belgacom to produce the Letter of Authority. In case it can not be produced, the deactivation can not take place, or if it is already executed, has to be rectified.*

*reactie BIPT:*

Het Instituut is akkoord dat ingeval een klant zijn bestaande CPS wil desactiveren de betrokken CPS-operator door Belgacom tijdig en gedetailleerd moet worden geïnformeerd.

**All Calls for which CPS is allowed, will automatically be conveyed to the Network of the Operator towards which the CPS is activated. All other types of Calls will be conveyed and charged by Belgacom itself as appropriate, in so far as these Calls are successfully conveyed to their destination. The attention of the Operator is drawn to the fact that for technical reasons, in the case of CPS, the number of digits for international numbers which can be transmitted following the international access code 00 is limited. Numbering sequences of up to 17 digits after 00 will always be processed by the Belgacom Network.**

In all aspects of CPS and its related processes, Belgacom and the Operators must fully comply with the relevant provisions of the Law of July 14, 1991 on the trade practices and the information and protection of the consumer.

*There is no reason to mention that only OLO's should fully comply with legislation.*

Belgacom and the Operators respect the provisions of the Code of Conduct as detailed in Annex 6 of the BRIO.

More specifically, Belgacom must not use the information it receives or may deduct from any data (including billing data) concerning the fact that an end user has ordered CPS, for their commercial advantage, during a period of six months after the CPS activation. This obligation is separate from other provisions regarding the Chinese wall obligations.

*Alternative operators have to engage themselves in expensive marketing campaigns in order to gain some brand recognition, to perform complex search actions for prospect selection on many directories & databases: name & address of the company, economical information, contact person. Subsequently, and after an intensive commercial process, a few numbers of customers will eventually be gained. For alternative operators, this process is resulting in very high sales costs. In order to prevent a direct approach from BGC with lower prices (possibly price squeeze), triggered by CPS activation or lower bill cost by only charging the monthly fee, just after the customers connection, we would like to block the win-back actions from BGC for a certain period of time. BGC having indeed a much lower sales cost comparing to the OLO's, this because of the 'in house' possession of all client information in BGC's own database. Until the client's decision to change from operator, BGC charges high fees (cash cow), and after the marketing & sales effort of the OLO, the client is finally offered lower pricing and won back. BGC is misusing the information, which she possesses as incumbent and is acting in a discriminating way against loyal clients.*

*reactie BIPT:*

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie heeft de volgende bedenkingen inzake het voorstel van Code of Conduct:  
Wat is de wettelijke basis hiervoor?  
Zijn er andere sectoren in België waar dergelijke praktijken worden toegepast?

*Belgacom*

Belgacom is van mening dat de BRIO niet de plaats is voor een dergelijke code of conduct

*Platform*

Wenst dat naast het formeel verbieden van Belgacom om na activering van CPS klanten terug te winnen ook andere begeleidende maatregelen worden genomen. Zo zou Belgacom de activeringskostprijs, als een klant binnen het jaar terugkeert naar Belgacom, aan de OLO moeten terugbetalen. Hiermee wordt volgens het Platform de bestaande discriminatie tussen de CPS operator en Belgacom tenietgedaan. Namelijk, ingeval winback van Belgacom moet Belgacom niet de kosten dragen van de activering terwijl dit wel het geval is voor een OLO.

### *Advies BIPT*

Het BIPT kan enkel vaststellen dat op geen enkele concrete vraag omtrent de CoC een antwoord door de indiener van het voorstel wordt gegeven. Los van de principiële vraag zijn we van mening dat hiervoor geen enkele wettelijke basis bestaat.

De CPS-activeringskost is de kost die Belgacom carrier services (netwerk) oploopt om een CPS-lijn te activeren. Deze kost bestaat onafhankelijk als al dan niet op een later tijdstip de lijn terug wordt gedesactiveerd. Het BIPT ziet niet in waarom, ingeval win-back van Belgacom Retail binnen een periode van 1 jaar, deze kosten door de CPS-operator zouden kunnen worden gerecupereerd. Wel is het zo dat de kosten die Belgacom carrier services (netwerk) oploopt voor de desactivatie van een CPS-lijn ingeval win-back van Belgacom retail services, door deze laatste aan Belgacom carrier services moeten worden vergoed.

If a delay arises in the order handling process, the Operator will not attribute the fault for the delay to Belgacom in its communication with its customer, but will stress that all parties are working together to resolve the difficulties. Belgacom will also comply with this rule.

The Operator must inform its customers clearly about which contact point should be contacted in the event of problems with the CPS service and this should be prominently displayed on the contract between the Operator and the customer concerned and on the bills. The Operator receiving a fault report from a customer will not criticize or make derogatory remarks about Belgacom.

**When Belgacom is contacted by the Operator's customers regarding a problem with their CPS service, Belgacom will ask that customer to contact directly the Operator concerned. Belgacom will not criticize or make derogatory remarks about that Operator when it receives the query.**

Belgacom will use its best effort to comply with any reasonable market demand for CPS activation, taking into account the normal and reasonable evolution of such market demand. In case the market demand for CPS activation would show an unexpected and huge increase, Belgacom can, subject to the permission by the BIPT, made public to the market, be temporarily released from the obligations resulting from the SLA.

(...)

## **ANNEX 3: LETTER OF AUTHORITY FOR CPS**

*This annex will be modified according to the provisions as stipulated here above.  
We underline once more the importance to accept as definitive deactivation reasons, only those who are based on the consent of the end-user customer itself.*

### **Hoofdstuk 7: Telecommunication Services supported by Belgacom's Interconnect and Special Access Services**

*commentaar OLO's:*

Een operator vindt dat alle interconnectdiensten beschikbaar moeten zijn 6 maanden voor de lancering van de corresponderende retaildiensten van Belgacom.

### **Hoofdstuk 20/21: Letter of authority (LoA) for CPS**

*commentaar OLO's:*

Een operator vindt de LoA onnodig complex. De doorsnee burger verstaat de huidige tekst niet en dit werpt een bijkomende belemmering op in de keuze van operator. Gezien een groot deel van de informatie in de LoA algemene informatie is die niet ter zake doet om de beslissing te nemen om klant te worden bij een alternatieve operator wenst deze operator de informatie in afgeslankte vorm pas na aanmelding, ter informatie, aan de klant te verschaffen. De operator wenst hierover uitgebreider van gedachten te wisselen met het BIPT.

*reactie BIPT*

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie nodigt de operatoren om hierover van gedachten te wisselen.

### **Hoofdstuk 23: Principles service level agreement (SLA) for Carrier preselect**

De bijdrage van het Platform over de **operationele procedures voor activering van carrier preselect** wordt hierna integraal weergegeven. Gezien het specifieke karakter van de commentaren zal het Instituut in een eerste fase zich onthouden van commentaar. Aan Belgacom wordt gevraagd om gedetailleerd te antwoorden. In parallel met dit proces werden meerdere mondelinge consultaties met alle betrokken partijen georganiseerd om de standpunten verder te verduidelijken.

*commentaar van het Platform:*

Het Platform stelt volgende veranderingen voor:

<del>VALI0055</del>	<del>Range not complete</del>
---------------------	-------------------------------

All the codes which are not specified in the table above, don't count for the application of the 15 % rule.

*Partial activation must be possible. Therefore Code VALI0055 will no longer be applicable. Sometimes, Belgacom uses codes that aren't specified in the SLA (f.ex. VALI0065, VALI 0010, VALI 0030, VALI0047,...). For the sake of clarity, we want to mention in the SLA that all those codes don't count for the application of the 15% rule.*

The total level of rejections generated for one or more of the aforementioned reasons cannot exceed 15% of the quarterly volume of CPS requests for activation by that operator.

If more than 15% of the CPS requests are rejected for one or more of the aforementioned reasons, the per line set-up fee as indicated in the present BRIO will be charged for each rejected CPS request above this threshold, provided that this set-up fee corresponds to the costs Belgacom has to investigate a CPS request. Only reject codes that are correct count towards this maximum.

CPS request rejects	Max level of rejects of monthly volume of CPS requests	Compensation per quarter	reporting
Rejects caused by requesting operator	15%	Per line set-up fee for each rejected CPS request above 15%	quarterly

The unit of measurement for rejects, for the purpose of applying the 15% limit, is the Request ID. This rule applies to simple and complex installations separately. As an example, the cost for one complex activation (€14,5) will be charged per 'request id' for a complexe installation exceeding the limit of



15% of the relation (total amount of rejected ‘request id’s’ for complex installations)/(total amount of ‘request id’s’ for complex installations). For the sake of clarity the 15%-rule is only applied on the reject codes mentioned in this SLA.

*✍*  
***The Platform wishes to refer to the communication done by the BIPT on 10/04/02 regarding the CPS SLA and the application of the 15 % rule. Due note needs to be taken that the only compensation Belgacom is entitled to is the administrative work that it performed in vain, because the request did not result in an activation.***

*Advies BIPT:*

Het Instituut heeft geen probleem om deze laatste verduidelijking toe te voegen aan de SLA

### **Compensations for Slamming**

Examples of slamming, as defined in BRIO, include

- ? Sending a CPS Order to Belgacom when the end-user customer has not signed a valid Letter of Authority.
- ? Any loss of the CPS profile without the customer’s permission
- ? Temporary Deactivations of CPS exceeding set time limits.

In case of slamming, either party can ask BIPT to appoint an independent auditor, who will verify the data. Based on a profound analysis of the data, the independent auditor will do a motivated and for the parties binding ruling.

Any costs related to this independent audit will be borne by the party who is identified as being responsible. The same amount will be paid to the other party to compensate any costs related to this dispute. In the case where no ruling can be made, the costs related to this independent audit will be borne by the party who requested the independent audit.

*reactie BIPT:*

Het Instituut vraagt de mening van Belgacom over de problematiek van de compensaties ingeval van slamming.

*Advies BIPT*

Vermits slamming niet wordt opgenomen in het BRIO is deze paragraaf niet meer relevant.

### **Compensations for non-respect of deactivation timers**

A penalty of EUR 50 will be due whenever the timers for sending deactivation warning messages, both for temporary as for definitive deactivations, are not sent in time.

### **Wrong Messages and poor quality of the Databases:**

The penalties also need to be applicable in case Belgacom sends a wrong message during the provisioning process (status or reject messages), based on 4 Business days or 7 Business days according to the complexity of the installation. This covers also the case where the status, mentioned in the Database, concerning a CLI is not correct and remains the same for over 4 or 7 business days (for example when OLOs do not receive the message “installed” while the CPS is installed.

*Advies BIPT:*

Het Instituut is akkoord dat ingeval Belgacom verkeerde boodschappen verstuurt hiervoor eveneens een compensatie wordt voorzien.

## Terms

**Compensations set forth in this SLA can only be claimed within a period of 2 months following the end of the quarter in which the CPS request for which the compensation is being claimed occurred. This is the minimum period the data will need to be stored within the CPS systems at both sides.**

## Trouble escalation

Within the framework of this SLA Belgacom will implement a 3 step escalation procedure based on 3 levels of escalation that will each have a higher degree of expertise and/or authority.

The 1st level will be the Belgacom CPS HelpDesk for any operational issues during the CPS process (ordering, provisioning and cancelling).

The 2nd level will be the Belgacom CPS Process Owner for any issues that do not get solved by the 1st level.

The 3rd level will be the Belgacom National Connectivity Manager.

Each level will have its specific methods, procedures and timers for escalation handling. A detailed description will be supplied upon the coming into force of this SLA.

Experience of the past, convinces the OLOs about the need to have an escalation process which facilitates the solution of the potential issues arriving because of the poor quality of the Belgacom database (i.e. “not an active DN” but the DN is active...) or the quality of messages sent to the OLOs. Therefore, OLOs propose to have a 24 hours a day 7 days a week (24/24 & 7/7) CPS dedicated and empowered Helpdesk combined with a Trouble Ticket system with guaranteed resolution timers.

### *reactie BIPT:*

Het Instituut vraagt zich af wat het nut is om een helpdesk te voorzien die 24 op 24 uur en 7 op 7 dagen operationeel is.

### *Reactie OLO's en Belgacom*

Nihil.

### *Beslissing BIPT*

Belgacom wordt niet verplicht om een helpdesk te voorzien die 24 op 24 uur en 7 op 7 dagen operationeel is.

## Dispute settlement

As the CPS process does not have a mediation device managed by a 3rd Party, the responsibility of the penalised party may be subject of a dispute.

In case of such a dispute, either party can ask BIPT to appoint an independent auditor, who will verify the data, that is the basis for the disputed compensation, logged in the CPS system at both parties.

Based on a profound analysis of the data, the independent auditor will do a motivated and for the parties binding ruling.

Any costs related to this independent audit will be borne by the party who is identified as being responsible. The same amount will be paid to the other party to compensate any costs related to this dispute. In the case where no ruling can be made, the costs related to this independent audit will be borne by the party who requested the independent audit.



## **ANNEX 6: CODE OF CONDUCT FOR CARRIER PRE-SELECT**

Bovendien wenst het Platvorm volgende elementen aan BRIO 2003 toe te voegen:

Because Belgacom has SMP (Significant Market Power) for telephony services, Belgacom cannot misuse its position to retain its market share and undermine the liberalization of the telecom market. The employees of Belgacom need not only be informed about this, but also need to respect a “Code of Conduct”.

The code of conduct must be applicable on sales, marketing and procurement activities.

### **Standard Offer**

Belgacom needs to make a standard offer, which is publicized in advance, and no offer can deviate from this predefined standard offer. This means that Belgacom cannot discriminate customers. When Belgacom offers two services, for both services the standard offer should be applied and no special discounts can be granted. Belgacom cannot grant a special discount on the voice service if the customer also orders an other service (for instance internet or data).

Belgacom employees of the retail department must sign a code of conduct in which the above aspects are reflected in clear rules and guidelines.

### **Procurement Policy**

In procurement decisions Belgacom cannot relate the possible suppliers with its customer database:

- no priority can be given to a supplier which is customer of Belgacom
- Belgacom cannot force a supplier to become a customer of Belgacom

### **Use of Information**

Belgacom cannot misuse customer information, which she possesses in its position as the incumbent operator:

- no information about other operators (i.e. wholesale customers) can be handed over from the wholesale department to the retail department; for instance information on market share, competitive position, retail customers of the OLO, etc.
- no information whatsoever can be handed over from the wholesale department to the retail department
- within the retail department no information on billing, services or traffic of SMP-services (for instance telephony) can be used on behalf of other services (for instance internet or data, mobile telephony, private communication systems, terminal equipment, leased lines, etc.)
- traffic data cannot be analyzed to grant special discounts for specific traffic types or destinations. Traffic analysis of a specific customer requires the approval of the customer.

Belgacom employees of both the retail and the wholesale department must sign a code of conduct in which the above aspects are reflected in clear rules and guidelines.

### **Complaints**

Customers or OLO's can file a complaint at the BIPT.

### **Control**

### **Sanctions**

For any gap to the code of conduct, either party can ask BIPT to appoint an independent auditor, who will verify the case. Based on a profound analysis of the situation and the acts, the independent auditor will do a motivated and for the parties binding ruling.

Any costs related to this independent audit will be borne by the party who is identified as being responsible. The same amount will be paid to the other party to compensate any costs related to this dispute. In the case where no ruling can be made, the costs related to this independent audit will be borne by the party who requested the independent audit.

Advies BIPT

En ce qui concerne le code de conduite, l'IBPT renvoie aux commentaires formulés plus haut

Pour accord

Rik DAEMS

# **D NEW BELGACOM PROPOSAL - CHAPTER 14**

## **FINANCIAL GUARANTEES**

In order to ensure the reasonable nature of the Interconnect and Special Access Services provided by Belgacom, the Operator will guarantee the payment of the prices due for Interconnect and Special Access Services provided by Belgacom and that are invoiced on a monthly basis, by means of a monthly prepayment based on the average of the invoices of three months Interconnect and Special Access Services issued by Belgacom and to be reviewed every three months\*. The terms and conditions of this prepayment are described in Annex 5.1

This monthly prepayment will not be required in the following circumstances :

- The Operator has obtained a “Ba2” rating or above for its debt (Moody’s rating). In such event, if the Operator would, during the course of the Interconnect Agreement, fall below the above mentioned rating, Belgacom shall be entitled to send to the Operator a pre-payment invoice related to the first billing period following the date on which the Operator has fallen below such rating;
- the Operator obtains an irrevocable and unconditional parent corporation guarantee for the debts incurred by the Operator in the application of the Interconnect Agreement, provided the Operator is the subsidiary of a company that has obtained a “Ba2” rating or above for its debt. In such event, if the parent company of the Operator would, during the course of the Interconnect Agreement, fall below the above mentioned rating, Belgacom shall be entitled to send to the Operator a pre-payment invoice related to the first billing period following the date on which the parent company has fallen below such rating;
- The Operator has constituted a Deposit on an escrow account with a reputable bank or financial institution established in the EU. The amount of that deposit will be equal to an estimate of three months of Belgacom invoices for Interconnect and Special Access Services. Based on the actual traffic exchanged between the Parties, the Operator and Belgacom will have the right to require an adaptation of the amount of the deposit every six months. In case of default by the Operator to pay sums due under the interconnect agreement, the sums deposited on the escrow account will accrue to Belgacom. The interests accrued on the escrow account will be payable to the Operator. In the event the sums deposited are accrued to Belgacom, Belgacom shall be entitled to send to the Operator a pre-payment invoice related to the first billing period following the date on which the sums have been accrued to Belgacom.
- The Operator has provided Belgacom with a Irrevocable and unconditional bank guarantee on first demand issued by a reputable bank or financial institution established in the EU. That bank guarantee will be issued for a minimum period of three years and for an amount equal to an estimate of three months of Belgacom Interconnect invoices. Based on the actual traffic exchanged between the Parties, OLO and Belgacom will have the right to require an adaptation of the amount of the bank guarantee every six months. In case the bank guarantee is not adequately adapted every six months, is not renewed after the date of its expiration or is not reconstituted after its possible execution, Belgacom shall be entitled to send to the Operator a pre-payment invoice related to the first billing period following the said date of expiration.
- The monthly amount payable to the Operator by Belgacom for Interconnect and Special Access Services is at least equal to twice the monthly amount receivable from the Operator for Interconnect and Special Access Services, provided a Netting Agreement, which includes

among others the procedure described in Annex 5.2, has been signed between Belgacom and the Operator. In the event the monthly amount payable by Belgacom to the Operator for Interconnect and Special Access Services would be at any time less than twice the monthly amount receivable from the Operator for Interconnect and Special Access Services, Belgacom shall be entitled to send to the Operator a pre-payment invoice related to the first billing period following the date on which the balance has been modified in the manner described hereabove.

Without prejudice to any other legal or contractual remedies and notwithstanding anything to the contrary in the Interconnection Agreement, in the event OLO fails to pay on due time any amount due under the Pre-payment conditions as defined in the present section and in Annex 5, the further provision of Interconnection services to the Operator shall be considered as being not reasonable and Belgacom shall be entitled to execute the following alternatives until full payment is made :

- suspension of the Interconnect and Special Access Services in accordance with Section 15 below
- refusal in writing of any new Interconnect or Special Access Services, any new IC links or Half Links and any new CPS.

# **E NEW BELGACOM PROPOSAL - ANNEX 5.1 AND 5.2**

## **ANNEX 5.1 : PREPAYMENT TERMS AND CONDITIONS**

1. Belgacom will send on a monthly basis a pre-invoice at least on the 2nd working day after the starting of the month preceding the considered traffic month. For Operators that are in service on January 1, 2003, the first pre-invoice shall be based on the average of the invoices for Interconnect and Special Access Services issued by Belgacom during the last three months of the year 2002. For Operators not yet in service and concluding a new Interconnect Agreement, the first pre-invoice shall be based on the valuation of the average of the invoices for Interconnect and Special Access Services to be issued by Belgacom within the first three months of services.
2. The amount of the pre-invoice shall be adapted on a quarterly basis, i.e. increased or lowered as the case may be, based on the amounts due by the Operator for the services provided under the Interconnect Agreement during the previous quarter.
3. The Operator agrees to pay the amount of the pre-invoice at the latest the 10th calendar day from the date of the pre-invoice.
4. Within 15 calendar days after the end of the considered month, Belgacom will send a credit note regarding the pre-invoice together with the final invoices due for the considered month.
5. If for the same month the amount of the pre-invoice is higher than the amount of the final invoices, the balance shall be reimbursed by Belgacom.
6. If for the same month the amount of the pre-invoice is lower than the amount of the final invoices, the Operator will pay the surplus.
7. Within 15 days following the final invoice, the Operator will make the payment by wire transfer. If payment is not received on this due date, Belgacom is entitled to the interest on the unpaid balance for late payment, and administrative and recovery costs as defined in the Interconnection Agreement.
8. If the Operator disagrees with an invoice received from Belgacom, it must notify in writing Belgacom thereof before the due date of such invoice in accordance with the relevant provisions of the Interconnection Agreement.
9. Without prejudice to other legal or contractual remedies and Notwithstanding anything to the contrary in the Interconnection Agreement, in the event the Operator fails to pay on due time any amount due under the present Prepayment terms and conditions, Belgacom shall be entitled to :
  - suspend the Interconnect and Special Access Services in accordance with the rules defined in Section 15 of the BRIO until full payment is made, or to
  - refuse in writing the provision of any new Interconnect or Special Access Services, any new IC links or Half Links and any new CPS until full payment is made.

## **ANNEX 5.2 : NETTING PROCEDURE TO BE INCLUDED IN NETTING AGREEMENT**

1. Both Parties agree to proceed with direct invoicing without prior exchange of usage reports.
2. Both Parties agree to proceed with the netting of the invoices issued according to the following time frame :
  - Belgacom invoices for the Services delivered to Operator that are issued at the latest on the 15<sup>th</sup> day of the month;
  - Operator invoices for the Services delivered to Belgacom that are received at the latest on the 15<sup>th</sup> day of the month following the billing period;
3. If a Party disagrees with an invoice received from the other Party, it must notify the other Party thereof in writing within 5 working days of the reception of the invoice. Such dispute will be handled in accordance with the conditions set out in the relevant Agreement.
4. At the latest on the 30th day of the month following the billing period, the non disputed amounts of the respective invoices will be netted without further notice and Operator shall pay the outright amount communicated by Belgacom to Operator along with an overview of all undisputed amounts involved at the latest within 15 calendar days, starting one day after the communication of the outright amount, i.e. the final Due Date.
5. If, for any reason whatsoever, Operator would not issue its invoices on the 15th of the month as here-above provided, the Parties agree that Belgacom shall nevertheless be entitled to proceed with the netting based on the defined contractual fees and traffic figures that Belgacom has accounted for. Operator shall pay the outright amount communicated by Belgacom to Operator on the final Due Date.
6. Without prejudice to the above, the Parties hereby confirm that this netting principle does not release any Party to pay the invoices issued by the other Party on their due date.
7. In the event that any of the dates mentioned in the present conditions do not fall on a Business Day, the event will be performed on the next Working Day. Working Day means Monday to Friday 09.00-17.00 hours, excluding bank and public holidays. Any invoice omitted from a statement may be included in the statement for a subsequent month.
8. The rights of netting in the present conditions will not preclude or affect in any way the right of any Party to bring any court action or take any other proceedings or measures against the other Party, to recoup any amount that they are owing to each other if there is a breach of this condition

# F NEW BELGACOM PROPOSAL - CPS PROCEDURE

## 1 COLLECTING ACCESS SERVICES<sup>10</sup>

### 1.1 GENERAL

Subject to what is stated below, the Collecting Access Services provided to an Operator enable Belgacom's end-users to access a range of services offered by that Operator through that Operator's network. The Collecting Access Services are available for the Call types described in Chapter 7. The selection of the Operator by the Belgacom end-user is performed through the use of a Communication Access Code (CAC) 1YXX. Depending on the type of CAC, the end-user needs to dial a number of digits immediately after the CAC. These digits are used to indicate the destination to be reached through the Collecting Access Service. For technical reasons, the number of digits which can be transmitted following the CAC 1YXX is limited. Numbering sequences of up to 19 digits after 1YXX will always be processed by the Belgacom Network. Except for the CAC 17XX, it is required to dial a minimum number of digits after the CAC as further specified below. In addition, specific rules need to be followed with respect to the format of the numbering sequence following the CAC. The Operator has to inform its customers in an adequate manner about the exact format of the dialling sequence of the Calls for which the Collecting Access Service concerned is available.

Once the Call has been handed over at the Belgacom Access Point to the Operator by means of a Collecting Access Service, the responsibility for the further handling and routing of the Call is transferred to that Operator.

Belgacom will not request a compensation from its end-users for Calls conveyed to an Operator's Network by means of a Collecting Access Service as defined in the present §1.1. The Operator to which the Calls have been conveyed will be invoiced by Belgacom for the Collecting Access Service used, independently from the customer category of the calling end-user. This does not exclude the right of Belgacom to charge a usage fee to end-users which have the benefit of special tariff plans. Such usage fee can also be applied to CS/CPS Calls, except for CS/CPS Calls to Freephone numbers.

The Collecting Access Services allow:

- ? via an Area Access Point: the conveyance of the Calls, originated by Belgacom end-users located in the Access Area in which the Belgacom Area Access Point is located to which the Operator is directly interconnected;
- ? via a Local Access Point: the conveyance of the Calls, originated by Belgacom end-users identified by specific number ranges and which are located in a limited geographical area defined by that Local Access Point to which the Operator is directly interconnected<sup>11</sup>.

The identification of the calling end-user is done through Calling Line Identification (CLI) which is transmitted by Belgacom towards the Operator's Network through the Belgacom Access Point.

An Operator wishing to make use of one or more Collecting Access Services in a particular Access Area has to request Belgacom to implement its CAC(s) in the Access Area concerned. The CAC(s) has (have) to be defined and reserved by the BIPT to the Operator. The Operator will provide

---

<sup>10</sup> This Chapter 1 describes the way in which Belgacom will offer the various Collecting Access Services in accordance with the information contained in version 8 of the "Notes Explicatives" concerning numbering issued on 01/05/02. If it appears that the Belgacom offer for Collecting Access Services would no longer be in line with a future version of the "Notes explicatives", Belgacom will, where appropriate, adapt the terms and conditions of its offer accordingly. These modified terms and conditions would be submitted to BIPT for approval.

<sup>11</sup> For the sake of clarity, it is confirmed that the Collecting Access Service offered at a Local Access Point, is available in relation with all end-users connected to the local AGE('s) associated with the Local Access Point concerned, including those end-users who have ported-in numbers at the local AGE('s) concerned.

Belgacom with an appropriate reservation certificate issued by the BIPT, certifying that the said CAC(s) has (have) been reserved to the Operator concerned. The timing for the implementation of the CAC(s) by Belgacom will be in accordance with the applicable regulatory framework (see remark about the bringing into service of Interconnect and Special Access Services in Chapter [ ]). The price for the implementation of the CAC(s) in Belgacom's switching equipment is indicated in §[ ].

If allowed under the applicable regulatory framework and under the conditions contained in that framework, the use of a Collecting Access Service may be restricted for certain categories of customers. In particular, Belgacom may request the authorization of the competent Authority not to allow CSC Calls (CS and CPS) as defined in §1.2 that are originated by certain categories of customers.

For technical reasons, if the end-user uses the Advice of Charge Service of Belgacom in connection with a Call conveyed by means of a Collecting Access Service, he will receive the message "No indication".

The prices for the Collecting Access Services are indicated in §[ ] and are only available if the Operator concerned benefits from the rights for Interconnection required for applying the present BRIO in the Access Areas in which it collects the traffic concerned.

The Collecting Access Services are not available from Belgacom payphones.

## **1.2 COLLECTING ACCESS SERVICES TO BASIC TELEPHONY SERVICES OFFERED BY THE OPERATOR**

Subject to what is stated below, the CAC's 15XX and 16XX enable Belgacom's end-users to access basic telephony services offered by an Operator such as long distance Voice Telephony transport services or services allowing to reach non-geographic numbers through that Operator's Network. In this particular case, the CAC is also called Carrier Selection Code (CSC). The Collecting Access Service to basic telephony services offered by an Operator can be implemented in two different ways in the Belgacom Network:

- ? *Carrier Pre-Selection (CPS)*: Belgacom adapts the exchange to which the end-user is connected, in such a way that all Calls for which CPS is available and which are originated by that end-user are systematically conveyed to the Network of the Operator selected by the end-user concerned without the need for that end-user to dial a CSC. However, the end-user can at any time override the pre-programmed selection by dialling a CAC on a call by call basis;
- ? *Carrier Selection (CS)*: while a particular Operator is the default Operator, the end-user can at any time select another Operator for the conveyance of the Calls for which CS is available, by dialling the Carrier Selection Code (CSC) of the selected Operator on a call by call basis.

CPS and CS are both based on a same CSC that is needed for the conveyance of the Calls to the Network of the selected Operator.

The Collecting Access Services to basic telephony services of the Operator cannot be used for Calls to 1XX(X) numbers and for Calls to 0797XXXXX numbers.

For technical reasons, it is not possible to establish certain types of Calls (e.g. national and/or international) by means of CPS or CS from a particular end-user's line, as long as outgoing call barring is activated on that end-user's line for these types of Calls.

The Calls using a Collecting Access Service and which are directed to geographic numbers have to comply with the following format:

- ? (1ABC)-0-PQYZKH DU or (1ABC)-0-PXYZKH DU for national traffic



? (1ABC)-00-CC-NSN for international traffic

1ABC: CSC (not to be dialled by the end-user in case of CPS) with A= 5 or 6; P or PQ: Belgian telephone zone number (see list of telephone zone numbers in Annex 1); PQYZKH DU or PXYZKH DU: national significant number; NSN: foreign national significant number; CC: country code.

### ***1.2.1 Carrier Pre-Selection (CPS)***

An Operator which intends to offer services to Belgacom end-users by means of CPS, has to request Belgacom to provide that possibility as from a given date, in order to allow Belgacom to plan and to carry out the necessary testing. Belgacom will charge the Operator concerned with a CPS bringing into service one-time fee indicated in §[ ] for the adaptation of the Belgacom infrastructure in order to enable the CPS functionalities.

The provision of Carrier Pre-Selection to a particular Operator will take place in accordance with the SLA included in this BRIO as Annex 5 and in accordance with the Operational procedures published on the Belgacom website.

A Belgacom end-user wishing to make use of Carrier Pre-Selection will contact the Operator which he has chosen for that purpose. The Operator concerned will request Belgacom to activate the Pre-Selection with respect to that Operator on the end-user's line. Belgacom will not accept a request for activation directly coming from the end-user concerned. The end-user can only select one Operator per line for CPS purposes.

Before transmitting to Belgacom a request to activate the CPS on a particular end-user's line, the Operator should obtain from the end-user concerned a signed letter of authority of which the text content is included in Annex 3. In this letter the end-user certifies in particular that he is the subscriber to the line on which he authorizes Belgacom to activate the CPS towards the Operator concerned. Whenever this is reasonably justified on the basis of the relevant circumstances, Belgacom has the possibility to request the Operator to produce the written proof of a letter of authority signed by the end-user with regard to CPS. In that case, the Operator has to send a copy of the signed letter of authority by fax or e-mail within three Working Days after Belgacom's request. In case the original signed document is requested by Belgacom, the Operator has to send it within 10 Working Days after Belgacom's request. If the Operator is not able to meet Belgacom's request within the mentioned time frames, Belgacom reserves the right to take any regulatory and/or judicial action against the Operator. The possibility for Belgacom to request a Letter of Authority or a copy of that document from an Operator related to a particular line is limited to a period of 6 months starting from the date of activation of the CPS related to that Operator on the line concerned. The letter of authority can also be requested by the BIPT, either directly from the Operator concerned, or indirectly via Belgacom.

The validity period of the letter of authority is limited to a period of 3 months as from the date of its signature which implies that the Operator is not allowed to introduce a request for activation of CPS after the validity period of the letter of authority on which the request is based. In addition, the letter of authority is not longer valid after a deactivation asked by the end-user or after a deactivation caused by the occurrence of one of the eight reasons mentioned below (except in case of conversion of the line from PSTN to ISDN or *vice versa*). In case the Operator would reintroduce a new request after such deactivation, the Operator should be in possession of a new letter of authority signed by the end-user.

When Belgacom receives a request from an Operator to activate Carrier Pre-Selection with respect to that Operator on a particular end-user's line, Belgacom will first check the validity of the request, and will verify whether CPS can be activated on the line concerned. Belgacom will inform the requesting Operator about the result of this check within 2 Working Days following the receipt of the activation request. CPS activation requests are not considered to be valid when they relate to end-user lines for which the subscription is cancelled before the implementation date of the CPS activation. Requests related to the activation of CPS with respect to Complex Installations identified by DDI number series

are only considered as valid in case the CPS activation is requested for the complete DDI number series concerned.

In case CPS can be offered, Belgacom will activate the Pre-selection within the time period indicated in the SLA for CPS included in Annex 5.

As soon as the CPS is effectively installed, Belgacom will inform the Operator that the requested CPS is in service.

All exchange of information between Belgacom and the Operator related to the CPS activation and to the evolution of its status is performed by means of a dedicated electronic communications interface under secured and encrypted format. Fax messages will only be allowed for letter of authority checks.

The activation of an existing Carrier Pre-Selection can be cancelled for one of the following reasons:

- ? the end-user requests Belgacom to deactivate the Pre-Selection;
- ? Belgacom receives a request for CPS activation from an Operator which is different than the one to which a CPS is currently activated<sup>12</sup>;
- ? the end-user subscription with Belgacom is cancelled<sup>13</sup> or has been declared void for whatever reason;
- ? the end-user PSTN line is turned into an ISDN line, and *vice versa*;
- ? the end-user moves to a customer category for which the access to CPS is not available as a result of a regulatory decision(see §[ ]);
- ? the provision of Interconnect and Special Access Services to the Operator concerned has been terminated for whatever reason;
- ? the number of the telephone line is changed (e.g. in consequence of a move to another telephone line);
- ? the DDI series is modified.

After the deactivation has been performed, Belgacom will notify the Operator to which the CPS was activated, about the deactivation of the CPS at the latest on the day following the deactivation.

Belgacom will use its best efforts to include before 31/03/03 the following details about the cause of the CPS deactivation in that notification: conversion from PSTN into ISDN and *vice versa*, the number(s) of the end-user network termination is(are) changed, end of subscription of the end-user concerned.

As far as the CPS deactivation is concerned due to the conversion from PSTN into ISDN or *vice versa*, the Operator can send a new activation request with respect to the line concerned without a new letter of authority being signed by the end-user. The Operator can request the reimbursement of the CPS activation fee in case that activation was preceded by the deactivation of the same CPS due to the conversion from PSTN into ISDN or *vice versa*. Belgacom will use its best efforts to be able before the end of 2003 to perform an automatic reactivation of the CPS after the conversion of the end-user's line from PSTN into ISDN or *vice versa*.

When an end-user requests Belgacom to deactivate the CPS, he will be requested by Belgacom to sign an appropriate letter of authority. The Operator to which the CPS was activated, can obtain from Belgacom the written proof of this letter of authority on the same conditions as specified above for the letter of authority related with CPS activation. Belgacom will perform the deactivation of the CPS within two Working Days after the receipt of the request of the end-user.

---

<sup>12</sup> Each subsequent request for CPS will be treated in the same way by Belgacom as the first request. If a subsequent request for CPS is received while a previous request for CPS is still being processed, that subsequent request will be disregarded. If Belgacom receives on a same day two requests for CPS coming from different Operators, they are both disregarded.

<sup>13</sup> The CPS activation is also cancelled when an end-user cancels his subscription and his line is taken over by another end-user which keeps the number of the previous end-user.

It is the obligation of the Operator to inform in advance the end-users about the circumstances which engender a cancellation of the CPS as well as to inform them without delay about any deactivation of the CPS when such deactivation occurs.

Belgacom will charge the Operator a one time line fee for CPS activation on the end-user's line as indicated in §[ ]. The same one-time line fee will be charged for each subsequent activation of CPS requested by the same end-user.

All Calls for which CPS is allowed, will automatically be conveyed to the Network of the Operator towards which the CPS is activated. All other types of Calls will be conveyed and charged by Belgacom itself as appropriate, in so far as these Calls are successfully conveyed to their destination. The attention of the Operator is drawn to the fact that for technical reasons, in the case of CPS, the number of digits for international numbers which can be transmitted following the international access code 00 is limited. Numbering sequences of up to 17 digits after 00 will always be processed by the Belgacom Network.

The Operators and Belgacom must fully comply with the relevant provisions of the Law of July 14, 1991 on the trade practices and the information and protection of the consumer.

If a delay arises in the order handling process, the Operator will not attribute the fault for the delay to Belgacom in its communication with its customer, but will stress that all parties are working together to resolve the difficulties. Belgacom will also comply with this rule.

The Operator must inform its customers clearly about which contact point should be contacted in the event of problems with the CPS service and this should be prominently displayed on the contract between the Operator and the customer concerned and on the bills. The Operator receiving a fault report from a customer will not criticize or make derogatory remarks about Belgacom.

When Belgacom is contacted by the Operator's customers regarding a problem with their CPS service, Belgacom will ask that customer to contact directly the Operator concerned. Belgacom will not criticize or make derogatory remarks about that Operator when it receives the query.

Belgacom will use its best effort to comply with any reasonable market demand for CPS activation, taking into account the normal and reasonable evolution of such market demand. In case the market demand for CPS activation would show an unexpected and huge increase, Belgacom can, subject to the permission by the BIPT, be temporarily released from the obligations resulting from the SLA.

## **21 ANNEX 5 PRINCIPLES SERVICE LEVEL AGREEMENT (SLA) FOR CARRIER PRESELECT**

### **PREREQUISITES**

1. Compensations set forth in this SLA can only be applied if the responsibility of the penalised party is unambiguously clear and only for those issues where an amount is set forth in this SLA.
2. Belgacom must meet any reasonable market demand for CPS. In exceptional cases where Belgacom considers a specific demand from an operator as unreasonable, a motivated request to be exempt from the obligations in this SLA can be filed with BIPT. BIPT can accept or reject this request.
3. In case of force majeure escalation towards BIPT is possible. BIPT might then decide to temporarily suspend this SLA.
4. The objective of this SLA is to define a framework for collaboration between the CPS operator asking for activation of a carrier preselect on behalf of his customers on the Belgacom lines and

Belgacom in order to minimise the risks of shortcomings, to be a driver for improvement at both sides and to motivate all involved parties to respect the thresholds set in this SLA.

## DEFINITIONS

The definitions of *Simple* and *Complex Installation* can be found in the BRIO in §1.3.

## TIMERS FOR CPS PROVISIONING

The timers are:

CPS provisioning phase	Value for simple installations	Value for complex installations
Validation phase	2 business days	2 business days
Activation phase	2 business days	5 business days
Total delay for provisioning CPS request for activation	4 business days	7 business days

The validation phase starts when Belgacom sends the ACK message in order to confirm the receipt of a CPS request. Belgacom must send this ACK message as soon as possible, but not later than 1 business day following the receipt of a CPS request. In case this has not been done Belgacom will have to pay the same penalties as mentioned in 'compensation for provisioning phase' per business day delay!

The timers start the day after Belgacom has sent the ACK message.

## COMPENSATION FOR VALIDATION PHASE

The following CPS request rejects can be prevented by the requesting OLO:

Error code	Description
BODY0001	Wrong file body format (main part)
BODY0005	Wrong main record
BODY0010	Missing order id
BODY0011	Missing order type code
BODY0013	Missing lower phone number
BODY0015	Missing customer ID
BODY0020	Bad length order id
BODY0021	Duplicate order id
BODY0030	Bad length message type cd
BODY0031	Message type cd incorrect
BODY0041	Bad length order type code
BODY0042	NON EXISTING ORDER TYPE CODE
BODY0050	Bad length lower phone number
BODY0060	Bad length higher phone number
BODY0061	Higher phone number smaller than lower phone number
BODY0062	Range between lower phone no and higher phone no too large
BODY0070	Bad format asked implementation date
BODY0090	Bad length customer id
FILE0010	File name not correct
FILE0020	Wrong file format
FILE0030	Invalid file version
FILE0040	Wrong file header format
FILE0050	Duplicate filename. File with same name has already been received.
HEAD0010	Missing format version number
HEAD0011	MISSING CPSC-ID

HEAD0012	Missing number of main records
HEAD0020	Bad length format version number
HEAD0021	Unsupported format version number
HEAD0030	Bad length CPSC-id
HEAD0031	Mismatch between CPSC-id and sender.
HEAD0032	Unknown CPSC-id
HEAD0040	Bad length number of main records
HEAD0041	INCORRECT NUMBER OF MAIN RECORDS IN FILE
LOA00010	LoA incomplete - not signed by customer
LOA00020	LoA incomplete - not all data filled in
LOA00030	LoA wrong – wrong customer data
LOA00040	LoA wrong – wrong DN
LOA00050	LoA too late – not received within agreed time frame
LOA00060	LoA – Other reason
MAIL0010	Mail subject not correct
MAIL0020	No attachment included
MAIL0030	MIME Version not correct or entered
SECU0010	Signature not registered
SECU0020	File not encrypted
SECU0030	Encryption not correct
VALI0001	Message type code not allowed
VALI0020	Current CPSC-id is the same as the requested one
VALI0050	Mismatch customer id provided and found in Belgacom database
VALI0055	Range not complete

The total level of rejections generated for one or more of the aforementioned reasons cannot exceed 15% of the quarterly volume of CPS requests for activation by that operator.

If more than 15% of the CPS requests are rejected for one or more of the aforementioned reasons, the per line set-up fee as indicated in the present BRIO will be charged for each rejected CPS request above this threshold. The unit of measurement for rejects, for the purpose of applying the 15% limit, is the Request ID. This rule applies to simple and complex installations separately. As an example, the cost for one complex activation will be charged per 'request id' for a complex installation exceeding the limit of 15% of the ratio (total amount of rejected 'request id's' for complex installations)/(total amount of 'request id's' for complex installations). For the sake of clarity the 15%-rule is only applied on the reject codes mentioned in this SLA.

CPS request rejects	Max level of rejects of monthly volume of CPS requests	Compensation per quarter	reporting
Rejects caused by requesting operator	15%	Per line set-up fee for each rejected CPS request above 15%	quarterly

#### COMPENSATION FOR PROVISIONING PHASE

Belgacom will be charged 3,5 euro per business day delay for the provisioning (validation + activation) of one simple installation and 35 euro per business day delay for the provisioning (validation + activation) of every complex installation in relation to the timer mentioned in the table 'Total delay for provisioning of CPS request for activation'.

CPS provisioning	Compensation per quarter	Reporting

Per business day delay >4 business days	3,5 euro for simple installation	Quarterly
Per business day delay >7 business days	35 euro for complex installation	Quarterly

### **WRONG MESSAGES**

If more than 15% of the total of the 'Install', 'Close and Cancel' and 'Cancel' messages, sent by Belgacom to a particular Operator during the provisioning phase are wrong, the per line set-up fee as indicated in the present BRIO will be charged for each wrong message above this threshold.

### **TERMS**

Compensations set forth in this SLA can only be claimed within a period of 2 months following the end of the quarter in which the CPS request for which the compensation is being claimed occurred. This is the minimum period the data will need to be stored within the CPS systems at both sides.

### **TROUBLE ESCALATION**

Within the framework of this SLA Belgacom will implement a 3 step escalation procedure based on 3 levels of escalation that will each have a higher degree of expertise and/or authority.

The 1<sup>st</sup> level will be the Belgacom CPS HelpDesk for any operational issues during the CPS process (ordering, provisioning and cancelling).

The 2<sup>nd</sup> level will be the Belgacom CPS HelpDesk Manager for any issues that do not get solved by the 1<sup>st</sup> level.

The 3<sup>rd</sup> level will be the Belgacom Customer Service Director of the Belgacom Carrier and Wholesale Business Unit.

Each level will have its specific methods, procedures and timers for escalation handling. A detailed description will be supplied upon the coming into force of this SLA.

### **DISPUTE SETTLEMENT**

As the CPS process does not have a mediation device managed by a 3<sup>rd</sup> Party, the responsibility of the penalised party may be subject of a dispute.

In case of such a dispute, either party can ask BIPT to appoint an independent auditor, who will verify the data, that is the basis for the disputed compensation, logged in the CPS system at both parties. Based on a profound analysis of the data, the independent auditor will do a motivated and for the parties binding ruling.

Any costs related to this independent audit will be borne by the party who is identified as being responsible. The same amount will be paid to the other party to compensate any costs related to this dispute. In the case where no ruling can be made, the costs related to this independent audit will be borne by the party who requested the independent audit.